



CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

Mars 2025 - n°32

- Comment la superpuissance impérialiste américaine a poussé la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne à la remplacer dans le soutien au régime ukrainien **(page 4)**
- La Gauche gouvernementale contribue à la mise en place d'un Capitalisme monopoliste d'État pour mener la guerre à la Russie **(page 39)**
- Gabriel Péri, 1939 - L'Ukraine et la poussée vers l'Est **(page 47)**
- Les prochaines présidentielles françaises, l'achèvement d'une recomposition autour de la question de la troisième guerre mondiale **(page 56)**
- Le PKK et sa dissolution : l'appel à la paix et à une société démocratique d'Abdullah Öcalan **(page 63)**
- PKK et EZLN, les diffuseurs de l'illusion « post-révolutionnaire » **(page 65)**
- Seule une organisation matérialiste dialectique peut affirmer authentiquement la nation kurde et conduire la Révolution en Turquie **(page 70)**
- La nature de la dictature du prolétariat et la seconde crise générale du capitalisme **(page 94)**
- De la dictature intégrale sur la bourgeoisie - 1975 **(page 130)**

éditorial

Nous y voilà donc. En l'espace de quelques jours, tous les pays européens ont vu leur situation politique être bouleversée. Toutes les vérités d'hier ont été balayées, et pourquoi ? Parce que les contradictions inter-impérialistes s'étendent, s'approfondissent, bouleversent tout sur leur passage.

Pour poser les choses de manière claire, disons la chose suivante. Soit on considère que Donald Trump est un fou, un aventurier, une sorte de pirate. Soit on comprend pourquoi *Crise* est apparue comme revue au format pdf en 2020, comme lieu d'expression d'analyse de la seconde crise générale du capitalisme.

Pour qui regarde les numéros de *Crise* depuis le début, tout ce qui s'est passé début mars 2025 n'est pas une surprise. *La position américaine qui est celle de se tourner vers la Chine, plus exactement contre elle. La fuite en avant dans la guerre impérialiste de repartage du monde des pays européens. La généralisation de la production d'armements et le bourrage de crâne au niveau de pays entiers.*

Avec la réunion à Paris des chefs d'état-major de toute une série de pays pour discuter de la mise en place de troupes en Ukraine, qui peut douter de ce qui va se passer ?

Avec des centaines de milliards d'euros qui se portent désormais sur l'industrie de l'armement, sous la supervision de l'Union européenne, dans un projet industriel qui s'étale sur plusieurs années, qui peut douter de ce qui va se passer ?

Tout cela était prévisible et prévu ; tout cela, *Crise* l'a annoncé et analysé. Il faut continuer maintenant, dans les conditions nouvelles, qui seront de plus en plus favorables à la révolution.

Le rôle de *Crise* va donc grandir, de plus en plus. Nous avons arrimé, avec raison, une boussole dans la Tempête qui se lève.

Au milieu de la dépression, du marasme, du désespoir, nous levons l'étendard Rouge de l'avenir, à la fois trempés dans le feu de la pratique, de la lutte, de la rupture sans aucune concession, rejetant tout esprit de capitulation, déterminés à affronter la lutte historique qui nous appelle, et forgés dans l'acier de notre patient et gigantesque travail théorique collectif.

Nous arborons le caractère inéluctable de la nouvelle vague de la révolution mondiale qui va se lever, qui se lève déjà.

Sa dimension est telle, justement, que tout le monde en a peur, et ceux qui doivent la porter les premiers. Les masses tremblent devant leur propre transformation. C'est cohérent : rien de grand ne se fait sans complexité et détours. C'est d'autant plus vrai pour quelque chose d'immense.

Crise annonce l'implacable arrivée de l'Humanité future appelée à accomplir pleinement sa substance comme matière biologique pensante, enrichie par l'Histoire à laquelle nous allons mettre fin (car l'Histoire est l'histoire de la lutte des classes), en allant à la symbiose avec notre Biosphère.

Oui, le Communisme s'annonce, à la fois depuis le passé, mais également depuis l'avenir, car le présent s'y précipite de manière toujours plus accélérée.

C'est le triomphe des masses qui résonne au loin, ces masses déboussolées et passives, qui vont révéler leur inépuisable nature. L'heure est à l'espoir, l'heure est au combat, à l'enthousiasme et aux exigences de la lutte, car les masses vont intervenir historiquement.

« Les masses sont la lumière même du monde... elles sont la fibre, la palpitation inépuisable de l'histoire... Quand elles parlent tout tremble, l'ordre chancelle, les cimes les plus hautes s'abaissent, les étoiles prennent une autre direction, parce que les masses font et peuvent tout. » (Gonzalo, Parti Communiste du Pérou).

Vive la seconde vague de la révolution mondiale !

Nous vous appelons à consulter, en Belgique et en France, les sites **vivelemaoisme.org** et **materialisme-dialectique.com**. ■

Comment la superpuissance impérialiste américaine a poussé la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne à la remplacer dans le soutien au régime ukrainien

Le début du mois de mars 2025 a été historique sur le plan des contradictions inter-impérialistes. Tout a commencé le dernier jour de février, avec l'altercation entre le président américain Donald Trump et le président ukrainien Volodymyr Zelensky.

Ce dernier a essayé de maintenir le rôle qu'il a joué jusque-là, celui du fer-de-lance de la croisade contre la Russie. Donald Trump l'a très mal pris, lui qui veut se débarrasser de la question ukrainienne pour se focaliser sur la Chine.

Cette situation de tension a servi de prétexte à un renversement total, puisque dans la foulée la superpuissance américaine a suspendu son aide militaire à l'Ukraine. Ce qui, bien entendu, a provoqué une sidération sans pareil dans toute l'Europe du côté des dirigeants, puisque sur le coup le caractère temporaire de la suspension n'était alors pas connue.

Dans l'imaginaire de ceux-ci, le « gendarme » américain quittait son job, il abandonnait les Européens à leur sort. Et à leur triste sort, puisque la Russie est censée être un ogre dont le rêve est de faire défiler ses troupes à Berlin, Paris, Bruxelles, Londres et Helsinki.

Il ne restait et ne reste donc plus qu'aux Européens qu'une option : financer et armer le régime ukrainien encore davantage, afin de remplacer l'aide américaine. C'est le sens des propos d'Emmanuel Macron lors de son allocution surprise du 5 mars 2025, où il a présenté la Russie, de manière unilatérale, comme étant l'ennemi à abattre.

C'est le sens de la mise en place de la militarisation généralisée proposée par Von der Leyen à travers « ReArm Europe », et acceptée lors de la réunion à Bruxelles le 6 mars 2025. Bruxelles, une plaque tournante pour l'Union européenne et l'Otan, les deux organisations à travers laquelle se met en place le front militaire composé principalement de la France, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de la Pologne.

C'est le sens de la réunion des chefs d'état-major de toute une série de pays organisée par Emmanuel Macron le 11 mars 2025 à Paris. C'est le sens de l'économie de guerre s'instaurant dans toute l'Europe.

La position intenable de Volodymyr Zelensky

Volodymyr Zelensky est un comique, il a été élu dans le cadre d'une vague populiste, qu'on devine porté par de grands capitalistes. C'est, avant tout, un comédien et il avait un profil parfait dans le cadre d'une intense propagande occidentale en la faveur du régime ukrainien. Chaque jour, en uniforme kaki, Volodymyr Zelensky a distillé des messages, savamment élaborés par un régime ukrainien passé par l'école du social-impérialisme soviétique autant que le régime russe. Il va de soi qu'on peut se douter que la superpuissance impérialiste américaine a apporté une gigantesque contribution pour calibrer les propos et produire une narration pleine de « saveurs » pour les différentes opinions publiques.

Le souci de Volodymyr Zelensky, c'est qu'il a cru à son propre rôle. Lors de sa visite à Washington le 28 février 2025, il a cherché à maintenir ses positions tenues jusque-là, en particulier contre la Russie et Vladimir Poutine. Ce faisant, il a nui à la narration américaine qui est nouvelle, et qui veut que Donald Trump est capable d'instaurer la paix. Volodymyr Zelensky s'est d'autant plus pris les pieds dans le tapis qu'il avait été jusque-là l'excellente marionnette de la superpuissance impérialiste américaine, lorsque Joe Biden était à la présidence.

Mais le souci véritable de Volodymyr Zelensky est celui des Ukrainiens. Ceux-ci ont vraiment cru qu'ils allaient rentrer dans l'Union européenne, ce qui est leur véritable intérêt sur le plan économique. Ils ont accepté la propagande du régime que l'adhésion de leur pays à l'Otan était inévitable et la clef pour rejoindre l'Union européenne. Ils ont même passivement toléré la destruction de millions de livres en russe et le discours officiel voulant que la « Moscovie » ait toujours voulu les détruire.

Une fois qu'on s'est aligné sur un tel nationalisme, impossible de reculer, et c'est valable même pour Volodymyr Zelensky en présence de Donald Trump. Volodymyr Zelensky n'avait aucune chance : il raconte depuis le début du conflit en 2022 que les Russes veulent procéder au génocide des Ukrainiens. Il ne pouvait donc pas du tout aller dans le sens d'accepter tranquillement des négociations.

Donald Trump n'avait aucune envie de s'aligner de son côté sur le nationalisme ukrainien, contrairement à son prédécesseur Joe Biden (et toute son équipe). Le jouet nationaliste ukrainien a été bien employé, il ne sert plus à rien du point de vue américain, il est donc abandonné, aussi simplement que cela. C'est la fin d'une tragique illusion nationaliste du côté ukrainien.

L'altercation entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky à Washington

J.D. Vance

Écoutez, pendant quatre ans aux États-Unis, nous avons eu un président [=Joe Biden] qui se levait lors des conférences de presse et se montrait dur avec Vladimir Poutine.

Et ensuite, Poutine a envahi l'Ukraine et a détruit une partie significative du pays. Le chemin vers la paix et la prospérité passe, peut-être, par s'engager dans la diplomatie. Nous avons essayé la voie de Joe Biden, celle de bomber le torse et de faire comme si les paroles du président des États-Unis comptaient plus que ses actions. Ce qui fait des États-Unis un grand pays, c'est leur engagement dans la diplomatie. C'est ce que fait le président Trump.

Volodymyr Zelensky

Je peux vous demander ?

J.D. Vance

Bien sûr, oui.

Volodymyr Zelensky

D'accord. Il a occupé des territoires, nos territoires, de grandes parties de l'Ukraine. Des parties de l'est et la Crimée. Il les a occupés en 2014. Pendant de nombreuses années, et je ne parle pas seulement de Biden.

À cette époque, c'était Obama, puis le président Obama, puis le président Trump, puis le président Biden, et maintenant le

président Trump. Que Dieu bénisse : maintenant, le président Trump va l'arrêter. Mais depuis 2014, personne ne l'a arrêté. Il a simplement occupé et pris. Il a tué des gens. Vous savez que la ligne de contact...

Donald Trump

2015 ?

Volodymyr Zelensky

2014.

J.D. Vance

2014 et 2015.

Donald Trump

Oh, 2014 ? Je n'étais pas là.

Volodymyr Zelensky

Mais de 2014 à 2022, la situation était la même, que des gens meurent sur la ligne de contact. Vous savez que nous avons eu des conversations avec lui, beaucoup de conversations, ma conversion bilatérale.

personne ne l'a arrêté. Vous savez que nous avons eu des discussions avec lui, beaucoup de discussions. Des discussions bilatérales.

Et nous avons signé avec lui. Moi, en tant que nouveau président, en 2019, j'ai signé avec lui un accord, j'ai signé avec lui, Macron et Merkel. Nous avons signé un cessez-le-feu.

Un cessez-le-feu. Tous m'ont dit qu'il ne bougerait jamais. Nous avons signé avec lui un contrat sur le gaz. Mais après, il a rompu le cessez-le-feu. Il a tué notre peuple et il n'a pas échangé les prisonniers. Nous avons signé un échange de prisonniers, mais il ne l'a pas respecté. De quelle diplomatie, J.D., parlez-vous ? Que voulez-vous dire ?

J.D. Vance

Je parle de la diplomatie qui mettra fin à la destruction de votre pays.

Monsieur le Président, avec tout le respect, je pense que c'est irrespectueux de venir dans le Bureau Oval et d'essayer de débattre de cela devant les médias américains.

En ce moment, vous faites des tours et envoyez de force des conscrits sur les lignes de front parce que vous manquez d'hommes. Vous devriez remercier le président d'essayer de mettre fin à ce conflit.

Volodymyr Zelensky

Êtes-vous déjà allé en Ukraine ? Vous parlez de nos problèmes.

J.D. Vance

J'y suis allé...

Volodymyr Zelensky

Venez une fois.

J.D. Vance

J'ai en fait regardé et vu les reportages, et je sais que vous emmenez des gens en tournée de propagande, Monsieur le Président. N'êtes-vous pas d'accord pour

dire que vous avez des difficultés à recruter des soldats ?

Volodymyr Zelensky

Nous avons des problèmes...

J.D. Vance

Et pensez-vous qu'il soit respectueux de venir dans le Bureau Oval des États-Unis d'Amérique et d'attaquer l'administration qui essaie de prévenir la destruction de votre pays ?

Volodymyr Zelensky

Beaucoup de questions. Commençons par le début.

J.D. Vance

D'accord.

Volodymyr Zelensky

Tout d'abord, en temps de guerre, tout le monde a des problèmes, même vous. Mais vous avez un bel océan et ne ressentez pas cela pour l'instant, mais vous le sentirez à l'avenir. Dieu merci...

Donald Trump

Vous n'en savez rien. Vous n'en savez rien.

Volodymyr Zelensky

Dieu merci, vous n'êtes pas en guerre.

Donald Trump

Ne nous dites pas ce que nous allons ressentir. Nous essayons de résoudre un problème. Ne nous dites pas ce que nous allons ressentir.

Volodymyr Zelensky

Je ne vous dis pas ça. Je réponds à vos questions.

Donald Trump

Parce que vous n'êtes pas en position de nous dicter cela.

J.D. Vance

C'est exactement ce que vous faites.

Donald Trump

Vous n'êtes pas en position de nous dicter ce que nous allons ressentir. Nous allons nous sentir très bien.

Volodymyr Zelensky

Vous en ressentirez l'influence. Je vous le dis.

Donald Trump

Nous allons nous sentir très bien et très forts.

Volodymyr Zelensky

Je vous le dis. Vous en ressentirez l'influence.

Donald Trump

Vous n'êtes pas en bonne position en ce moment. Vous vous êtes permis de vous placer dans une très mauvaise position.

Volodymyr Zelensky

Depuis le début de la guerre...

Donald Trump

Vous n'êtes pas en bonne position. Vous n'avez pas les cartes en main pour le moment. Avec nous, vous commencez à en avoir.

Volodymyr Zelensky

Je ne joue pas aux cartes. Je suis très sérieux, Monsieur le Président. Je suis très sérieux

Donald Trump

Vous jouez aux cartes. Vous jouez aux cartes. Vous jouez avec la vie de millions de personnes. Vous jouez avec la Troisième Guerre mondiale.

Volodymyr Zelensky

De quoi parlez-vous ?

Donald Trump

Vous jouez avec la Troisième Guerre mondiale. Et ce que vous faites est très irrespectueux envers ce pays, ce pays qui vous a soutenu bien plus que ce que beaucoup de gens ont dit qu'il aurait dû faire.

Volodymyr Zelensky

Je suis plein de respect pour votre pays.

J.D. Vance

Avez-vous dit « merci » une seule fois ?

Volodymyr Zelensky

Plein de fois ! Même aujourd'hui.

J.D. Vance

Non, lors de cette réunion, vous avez dit merci ? Vous êtes allé en Pennsylvanie et avez fait campagne pour l'opposition en octobre.

Volodymyr Zelensky

Non. De quoi parlez-vous ?

J.D. Vance

Offrez quelques mots d'appréciation aux États-Unis et au président qui essaie de sauver votre pays.

Volodymyr Zelensky

S'il vous plaît. Vous pensez que si vous parlez très fort de la guerre, vous...

Donald Trump

Il ne parle pas fort. Il ne parle pas fort. Votre pays est en grande difficulté. Attendez une minute.

Volodymyr Zelensky

Puis-je répondre ?

Donald Trump

Non. Non. Vous avez beaucoup parlé. Votre pays est en grande difficulté.

Volodymyr Zelensky

Je sais. Je sais.

Donald Trump

Vous n'êtes pas en train de gagner. Vous ne la gagnez pas. Vous avez une sacrée chance de vous en sortir grâce à nous.

Volodymyr Zelensky

Monsieur le Président, nous restons dans notre pays, nous restons forts. Depuis le début de la guerre, nous avons été seuls, et nous sommes reconnaissants. J'ai dit merci dans ce cabinet, et seulement dans ce cabinet.

Donald Trump

Vous n'avez pas été seuls. Nous vous avons donné, par l'intermédiaire de ce président stupide, 350 milliards de dollars.

Nous vous avons fourni du matériel militaire. Vous êtes certainement courageux, mais ils ont eu utilisé notre équipement militaire.

Volodymyr Zelensky

De quoi sommes-nous en train de parler ? Vous m'avez invité...

Donald Trump

Si vous n'aviez pas eu notre équipement militaire, cette guerre aurait été terminée en deux semaines.

Volodymyr Zelensky

En trois jours. Je l'ai entendu de la bouche de Poutine : en trois jours.

Donald Trump

Peut-être moins.

Volodymyr Zelensky

Bien sûr. Oui.

Donald Trump

Ça va être très difficile de faire affaire dans ces conditions, je vous le dis.

J.D. Vance

Dites juste merci.

Volodymyr Zelensky

Je l'ai dit de nombreuses fois, merci au peuple américain.

J.D. Vance

Acceptez qu'il y ait des désaccords. Allons débattre de ces désaccords au lieu d'essayer de les exposer aux médias américains alors que vous avez tort. Nous savons que vous avez tort.

Donald Trump

Mais vous voyez, je pense qu'il est important pour le peuple américain de voir ce qui se passe. Je pense que c'est très important.

C'est pourquoi j'ai laissé cette discussion durer si longtemps. Vous devez être reconnaissant.

Volodymyr Zelensky

Je suis reconnaissant.

Donald Trump

Vous n'avez pas les cartes en main. Vous êtes acculé là-bas, votre peuple meurt. Vous manquez de soldats.

Volodymyr Zelensky

Non, s'il vous plaît, Monsieur le Président.

Donald Trump

Écoutez. Vous manquez de soldats. Ce serait une sacrée bonne chose. Ensuite, vous nous dites : « Je ne veux pas de cessez-le-feu. Je ne veux pas de cessez-le-feu. Je veux continuer et obtenir ceci. »

Écoutez, si vous pouviez obtenir un cessez-le-feu maintenant, je vous dirais de le prendre. Ainsi, les balles cesseraient de voler et vos hommes cesseraient de mourir.

Volodymyr Zelensky

Bien sûr que nous voulons arrêter la guerre.

Donald Trump

Mais vous dites que vous ne voulez pas de cessez-le-feu.

Volodymyr Zelensky

Mais je vous ai dit, avec des garanties.

Donald Trump

Je veux un cessez-le-feu, parce que vous obtiendrez un cessez-le-feu plus rapidement qu'un accord de paix.

Volodymyr Zelensky

Demandez à notre peuple ce qu'il pense du cessez-le-feu—

Donald Trump

Ce n'était pas avec moi. Ce n'était pas avec moi. C'était avec un type nommé Biden, qui n'était pas une personne intelligente. C'était avec Obama.

Volodymyr Zelensky

C'était votre président.

Donald Trump

Excusez-moi. C'était avec Obama, qui vous a donné des draps, et moi, je vous ai donné des Javelins.

Volodymyr Zelensky

Oui.

Donald Trump

Je vous ai donné des Javelins pour détruire tous ces chars. Obama vous a donné des draps. En fait, l'expression est : Obama a donné des draps, et Trump a donné des Javelins.

Vous devez être plus reconnaissant parce que, laissez-moi vous dire, vous n'avez pas les cartes en main. Avec nous, vous avez des cartes. Mais sans nous, vous n'avez aucune carte. Ce sera un accord difficile à conclure, car les attitudes doivent changer.

Une journaliste

Et si la Russie viole le cessez-le-feu ? Et si la Russie rompt les négociations de paix ? Que ferez-vous dans ce cas ? Je comprends que ce soit une conversation tendue.

Donald Trump

Que dites-vous ?

J.D. Vance

Elle demande : et si la Russie viole le cessez-le-feu ?

Donald Trump

Et si quoi que ce soit ? Et si une bombe tombait sur votre tête maintenant ? OK ? Et s'ils le violaient ? Je ne sais pas, ils l'ont fait avec Biden, parce qu'ils ne le respectaient pas. Ils ne respectaient pas Obama. Ils me respectent.

Laissez-moi vous dire, Poutine en a bavé avec moi. Il a traversé une fausse chasse aux sorcières où ils l'ont utilisé, ainsi que la Russie, la Russie, la Russie, la Russie.

Vous avez déjà entendu parler de cette affaire ? C'était un mensonge. C'était une arnaque impliquant Hunter Biden et Joe Biden. Hillary Clinton, le sournois Adam Schiff.

C'était une arnaque des démocrates. Et il a dû traverser cela. Et il l'a fait. Nous n'avons pas fini en guerre. Et il a dû le supporter. Il était accusé de toutes ces choses. Il n'avait rien à voir avec ça. C'était sorti de la chambre à coucher de Hunter Biden. Ça venait de la chambre à coucher de Hunter Biden. C'était dégoûtant.

Et puis ils ont dit : « Oh, l'ordinateur portable de l'enfer a été fabriqué par la Russie ». Les 51 agents. Tout cela n'était

qu'une escroquerie. Et il a dû supporter tout cela.

On l'accusait de toutes ces choses. Tout ce que je peux dire, c'est ceci : il a peut-être rompu des accords avec Obama et Bush, et peut-être avec Biden.

Il l'a fait. Peut-être. Peut-être qu'il ne l'a pas fait. Je ne sais pas ce qui s'est passé. Mais il ne les a pas rompus avec moi. Il veut conclure un accord. Je ne sais pas s'il peut conclure un accord.

Le problème, c'est que je vous ai donné du pouvoir pour être un dur à cuire, et je ne pense pas que vous auriez été un dur à cuire sans les États-Unis. Et votre peuple est très courageux.

Volodymyr Zelensky

Merci.

Donald Trump

Mais soit vous concluez un accord, soit nous nous retirons. Et si nous nous retirons, vous devrez vous battre. Je ne pense pas que ce sera joli, mais vous devrez vous battre.

Mais vous n'avez pas les cartes en main. Une fois que nous signerons cet accord, vous serez dans une bien meilleure position.

Mais vous ne montrez aucun signe de gratitude. Et ce n'est pas une bonne chose. Honnêtement, ce n'est pas une bonne chose.

Très bien. Je pense que nous en avons assez vu. Qu'en pensez-vous, hein ? Ça va faire de la très bonne télévision. Je peux vous le dire. Très bien. Nous verrons ce que nous pouvons faire pour arranger cela. Merci. ■

La question de la matrice idéologie nationaliste ukrainienne

Il suffit de lire l'échange du 28 février 2025 entre le président américain Donald Trump, son vice-président J.D. Vance et le président ukrainien Volodymyr Zelensky pour voir qu'il est incorrect de parler de traquenard ou d'embuscade. La vérité est que Volodymyr Zelensky a mis les pieds dans le plat en continuant la narration passée où il faut maintenir le cap de la guerre pour faire tomber la Russie. Il n'a pas voulu changer de logiciel et il s'est fait remettre à sa place pour cette raison.

Il a beaucoup été dit de la part des médias et de nombreux commentateurs que Donald Trump a repris l'argumentaire du président russe Vladimir Poutine quant aux origines du conflit. C'est rater qu'une telle chose n'intéresse pas Donald Trump. Il veut geler le rapport américano-russe et n'importe quelle narration en ce sens lui convient. Que les arguments proviennent de Vladimir Poutine ou de n'importe qui d'autre ne les dérange pas. Son pragmatisme n'a pas d'idéologie.

Tel n'est pas le cas de Volodymyr Zelensky, dont le régime est fondé sur le nationalisme ukrainien et la matrice « bandériste », en référence à Stepan Bandera. Tout le régime ukrainien est fondé, idéologiquement, sur le principe que pour exister, la nation ukrainienne doit défaire la Moscovie qui veut sa perte. C'est une obsession qui a une dimension nationale, religieuse et même ethnique (les Russes seraient à moitié « asiatiques », pas de vrais européens, etc.).

On est ici dans une histoire nationale traumatisée ; autant la Pologne est devenue catholique et s'ancrait dans l'Europe centrale ou les pays baltes, autant l'Ukraine est devenue catholique orthodoxe et s'est reliée à la Russie à la fois contre les Polonais et les Tatars qui lançaient des raids incessants. La lecture du roman *Tarass Boulba* de Gogol est ici incontournable pour comprendre l'histoire de l'Ukraine et son rapport historique à la Russie, face aux Polonais et aux Tatars.

Tout cela pour dire, finalement, que le régime ukrainien s'est défini comme anti-Russie dans sa substance même, et il ne s'en cache pas. Si les masses ukrainiennes n'étaient, somme toute, même pas au courant avant 2022, les nationalistes restant ultra-marginaux, elles se sont finalement alignées là-dessus dans le contexte de la guerre, basculant dans le nationalisme dont elles ne pensent plus pouvoir sortir.

Et dont l'État ukrainien ne veut pas sortir, s'étant façonné par là, brûlant par millions les livres en russe, interdisant ce qui relève du « soviétisme », etc.

LE PLAN DE PARTITION DE LA RUSSIE « DÉCOLONISÉE »

PUBLIÉ LE 15 MARS 2023 SUR AGAUCHE.ORG

Cet article analyse une photo représentative. On y voit Valeri Zaloujny, alors encore commandant en chef des forces armées d'Ukraine, dans les bureaux de Kyrylo Boudanov, le directeur du renseignement militaire ukrainien. Derrière lui, il y a une carte de la Russie ; toute question des journalistes à ce sujet a été ignoré.

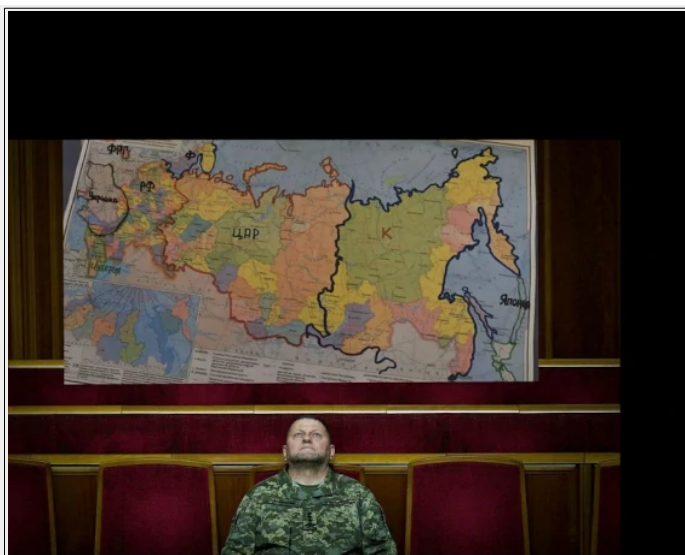
On peut voir [sur le carte] que la Russie a connu une partition. C'est la « fameuse » décolonisation de la Russie prônée par désormais tous les pays occidentaux.

Seule la France considère qu'il serait grosso modo malencontreux d'aller si loin, mais elle n'a pas vraiment voix au chapitre et de toutes façons elle suit le mouvement général.

De plus, idéologiquement, l'idéologie « inclusive », « décoloniale », « post-moderne », « woke »... est totalement installée en France et pousse dans le sens de la soumission aux perspectives de la superpuissance américaine.

La carte divise la Russie en plusieurs États. L'idée n'est pas nouvelle, au XXe siècle c'est le Royaume-Uni qui a été l'un des plus fervents partisans d'une telle partition.

Regardons la carte en détail, car elle représente l'objectif stratégique de la superpuissance américaine. Notons que cette version n'est pas forcément aisée à appréhender, car elle est du type mappemonde.



Regardons en extrême-Orient d'abord, car comme la superpuissance chinoise est liée à la Russie, il faut donner des gages à celle-ci.



C'est pourquoi il y a un État, ici dénommé « K », peut-être pour « Kray », territoire, mais en réalité bien plus vraisemblablement pour... Kitai, la Chine. Cet État « K » n'a d'ailleurs pas de frontière marquée avec la Chine.

Il s'agit surtout de la Yakoutie actuelle, la lettre K étant d'ailleurs placée à son niveau.

On retrouve également le mot « Japon » tout à droite, au niveau des îles Kouriles.

Il faut savoir qu'il n'y a jamais eu de traité de paix entre l'URSS et le Japon à la fin de la seconde guerre mondiale. Le Japon, soutenu par la superpuissance américaine, revendique ces îles, alors qu'il a signé un accord impliquant le contraire.

Son argument est toutefois qu'il n'a pas signé d'accord comme quoi les îles reviennent à la Russie ! A l'occasion du conflit militaire entre la Russie et l'Ukraine, le Japon s'est précipité pour désigner comme « illégal » la présence russe sur ces îles.

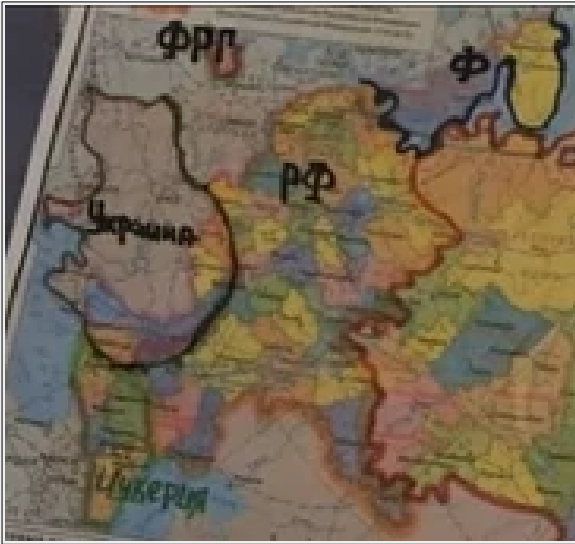
A l'ouest de cet État fantôme ou de ce territoire devenu chinois « K », on trouve l'État désigné comme « Tsar » (en ukrainien, en russe il manquerait une lettre d'accentuation). On parle ici d'un vaste territoire tenant surtout au district fédéral sibérien actuel, avec notamment Novossibirsk.

Quand on dit « surtout », c'est en fait un peu plus de la moitié. Et rien que ce district, faisant donc un peu plus de la moitié de l'État « Tsar », c'est pratiquement neuf fois la France (avec 20 millions d'habitants)...

Cet État avec un immense territoire serait évidemment la principale cible de la superpuissance américaine. Il permettrait de relancer le capitalisme occidental sans commune mesure.

Regardons maintenant la partie occidentale. Tout en haut à gauche, il y a les lettres RFA, indiquant que la région Kaliningrad est censée revenir à la République Fédérale d'Allemagne.





Tout en haut à droite, c'est le « F » de Finlande. Cette dernière obtiendrait un vaste territoire, la Karélie, la péninsule de Kola, et sa frontière serait directement avec Saint-Pétersbourg. Comme la Finlande rejoint l'Otan, celle-ci serait à quelques kilomètres de la ville...

Voyons maintenant où est l'Ukraine. La carte est accolée à une autre, afin de parvenir à saisir ce qu'il en est. Sur la partie gauche, on a « RFA » (pour Kaliningrad). Comme il n'y a pas de marquage de frontière ni avec Pologne, ni avec la Biélorussie, on en déduit que cette dernière a été intégrée par la première.

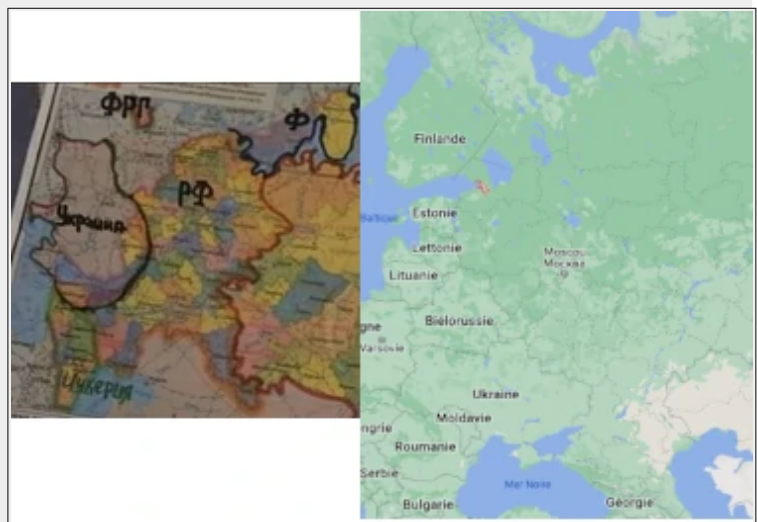
En-dessous on a « Ukraine ». Celle-ci... s'agrandit : elle prend à la Russie les régions de Rostov, de Krasnodar, de Belgorod et de Koursk.

Rien que cet aspect de la carte révèle la nature fondamentale du régime ukrainien. Il est nationaliste et expansionniste.

Le mot tout en bas, c'est Ichkeria, en français Itchkérie, terme employé pour désigner leur pays par les nationalistes islamistes tchéchènes.

Au centre, on a « RF », pour « Fédération de Russie », avec une taille forcément devenue restreinte à la suite des découpages.

Que dire ! Ce plan, plutôt ce fantasme ukrainien, directement au service de l'empire américain, a une substance totalement impérialiste.



L'Ukraine est utilisée comme vecteur pour la désagrégation de la Russie. Et ce qui est très clair ici, c'est que si la nation ukrainienne est bien opprimée, le régime ukrainien ne le représente nullement et est entièrement au service de la superpuissance américaine. Et tant que les Ukrainiens soutiennent ce régime, c'est la catastrophe assurée pour eux.

Quant à nous, en France, nous devons constater qu'il y a une guerre américaine contre la Russie, par l'intermédiaire du régime ukrainien porté à bout de bras par l'Otan et l'Union européenne.

Et nous sommes une composante de cette guerre, car notre régime fait partie de l'Union européenne, de l'Otan, de ce bloc servant la superpuissance américaine sur les plans économique, financier, politique, militaire, social, idéologique, culturel.

Pas de convergence avec notre capitalisme ! Sabotez la guerre américaine contre la Russie !

Le rôle essentiel d'Ursula von der Leyen

Il est difficile de surestimer le rôle joué par la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen. Elle est à son poste depuis 2019 et c'est une représentante particulièrement agressive de la superpuissance impérialiste américaine. Il suffit pour définir le personnage de savoir qu'elle vient de la haute bourgeoisie, tant du côté de sa famille que de son mari, que son père était un politicien allemand de droite très actif dans le privé, qu'elle a eu six frères et sœurs dont une, décédée très jeune, qui s'appelait Benita-Eva (ce qui fait inmanquablement penser à Benito Mussolini et Eva Braun).

Le paradoxe veut qu'Ursula von der Leyen soit maintenant en première ligne pour « réarmer » l'Europe et prôner une autonomie par rapport aux États-Unis. Il faut pourtant bien comprendre que ce réarmement européen arrange la superpuissance impérialiste américaine, qui peut ainsi avoir toute la marge de manœuvre nécessaire pour se consacrer à l'essentiel : sa compétition avec le challenger chinois qui entend prendre sa place pour l'hégémonie mondiale.

En fait, au sens strict, en tant que présidente de la Commission européenne, c'est en quelque sorte Ursula von der Leyen qui est la seule en Europe à pouvoir impulser des orientations stratégiques. Elle peut d'autant plus facilement le faire que l'Union européenne est une vaste bureaucratie cosmopolite. De là cependant à lui attribuer une substance supra-nationale, il ne faut pas exagérer : sans l'assentiment des bourgeoisies nationales, elle n'est pas en mesure de faire quoi que ce soit.

Attribuer le militarisme à Ursula von der Leyen ou à l'Union européenne, c'est être aveugle devant son propre capitalisme, son propre impérialisme. Ursula von der Leyen est le jouet historique d'une tendance générale. Elle représente une articulation majeure, mais ce n'est pas elle qui serait aux commandes d'une sorte de super-machinerie.

Là est la complexité de la question : il faut savoir souligner son rôle majeur dans le dispositif menant à la guerre impérialiste de repartage du monde, mais il faut bien cerner sa fonction et ne pas lui attribuer une substance qu'elle n'a pas. L'extrême-droite, démagogique et populiste, cherche d'ailleurs à tromper les masses précisément à ce niveau-là. Elle tente de dévier la dénonciation du capitalisme devenant impérialisme, en la transformant en nationalisme.

Déclaration de presse de la présidente de la Commission européenne von der Leyen sur le paquet défense

Bruxelles, le 4 mars 2025

Nous vivons une époque des plus graves et des plus dangereuses. Je n'ai pas besoin de décrire la gravité des menaces auxquelles nous sommes confrontés.

Ni les conséquences dévastatrices que nous aurions à subir si ces menaces se réalisaient. Car la question n'est plus de savoir si la sécurité de l'Europe est menacée de manière très réelle. Ou si l'Europe doit assumer davantage la responsabilité de sa propre sécurité.

En réalité, nous connaissons depuis longtemps les réponses à ces questions. La véritable question qui se pose est de savoir si l'Europe est prête à agir avec la détermination que la situation exige. Et si l'Europe est prête et capable d'agir avec la rapidité et l'ambition nécessaires.

Lors des différentes réunions de ces dernières semaines – la dernière en date il y a deux jours à Londres – la réponse des capitales européennes a été aussi retentissante que claire. Nous sommes dans une ère de réarmement.

Et l'Europe est prête à augmenter massivement ses dépenses de défense. A la fois pour répondre à l'urgence à court terme d'agir et de soutenir l'Ukraine mais aussi pour répondre au besoin à long terme d'assumer une plus grande responsabilité pour notre propre sécurité européenne.

C'est pourquoi j'ai écrit aujourd'hui une lettre aux dirigeants avant le Conseil européen de jeudi. C'est pourquoi nous sommes réunis aujourd'hui. Et j'ai exposé dans cette lettre aux dirigeants le plan ReArm Europe.

Cet ensemble de propositions porte sur la manière d'utiliser tous les leviers financiers à notre disposition – afin d'aider les États membres à augmenter rapidement et de manière significative les dépenses consacrées aux capacités de défense. De toute urgence maintenant mais aussi sur une période plus longue au cours de cette décennie. Il comprend cinq volets.

Le premier volet de ce plan ReArm Europe consiste à libérer l'utilisation des fonds publics dans la défense au niveau national. Les États membres sont prêts à investir davantage dans leur propre sécurité s'ils en ont la marge budgétaire.

Et nous devons leur permettre de le faire. C'est pourquoi nous proposerons sous peu d'activer la clause de sauvegarde nationale du pacte de stabilité et de croissance.

Elle permettra aux États membres d'augmenter de manière significative leurs dépenses de défense sans déclencher la procédure concernant les déficits excessifs.

Par exemple : si les États membres augmentaient leurs dépenses de défense de 1,5 % du PIB en moyenne, cela pourrait créer une marge de manœuvre budgétaire de près de 650 milliards d'euros sur une période de quatre ans.

La deuxième proposition sera un nouvel instrument. Il fournira 150 milliards d'euros de prêts aux États membres pour des investissements dans la défense. Il s'agit essentiellement de mieux dépenser – et de dépenser ensemble.

Nous parlons de domaines de capacités paneuropéens.

Par exemple : la défense aérienne et antimissile, les systèmes d'artillerie, les missiles et les munitions, les drones et les systèmes anti-drones ; mais aussi de répondre à d'autres besoins de la cybernétique à la mobilité militaire par exemple. Cela aidera les États membres à mettre en commun la demande et à acheter ensemble.

Bien sûr, avec cet équipement, les États membres peuvent considérablement renforcer leur soutien à l'Ukraine. Ainsi, des équipements militaires immédiats pour l'Ukraine. Cette approche d'achats conjoints permettra également de réduire les coûts, de réduire la fragmentation, d'accroître l'interopérabilité et de renforcer notre base industrielle de défense.

Et cela peut être bénéfique pour l'Ukraine, comme je viens de le décrire. C'est donc le moment pour l'Europe, et nous devons en être à la hauteur.

Le troisième point est d'utiliser le pouvoir du budget de l'UE. Nous pouvons faire beaucoup dans ce domaine à court terme pour orienter davantage de fonds vers les investissements liés à la défense.

C'est pourquoi je peux annoncer que nous proposerons des possibilités et des incitations supplémentaires aux États membres qui décideront, s'ils souhaitent utiliser les programmes de la politique de cohésion, d'augmenter les dépenses de défense.

Les deux derniers domaines d'action visent à mobiliser les capitaux privés en accélérant l'Union des caisses d'épargne et d'investissement et par le biais de la Banque européenne d'investissement.

Pour conclure : l'Europe est prête à assumer ses responsabilités. ReArm Europe pourrait mobiliser près de 800 milliards d'euros pour une Europe sûre et résiliente. Nous continuerons à travailler en étroite collaboration avec nos partenaires de l'OTAN.

C'est un moment pour l'Europe. Et nous sommes prêts à passer à l'action.

Le projet spirituel pour l'Europe d'Emmanuel Macron

Emmanuel Macron est un ambitieux, et il est encore jeune. Il se verrait bien président des États-Unis d'Europe et, pour cette raison, il cherche à se placer comme celui qui va porter l'unification « spirituelle » de l'Europe. Il faut se rappeler ici qu'Emmanuel Macron a une formation en philosophie ; il s'est rapproché très jeune du philosophe Paul Ricoeur (1913-2005), dont il a aidé à procéder à ses archivages à la fin de sa vie. « C'est Ricoeur qui m'a poussé à faire de la politique, parce que lui-même n'en avait pas fait », a ainsi pu dire Emmanuel Macron.

Pour faire simple, Paul Ricoeur fait dans l'existentialisme, dans le spiritualisme, avec comme thème l'individu, son affirmation. On est dans l'idéologie des années 1940-1950, celle du pétainisme et d'une partie de la résistance (celle catholique). Il faudrait s'engager, afin de donner un élan pour porter quelque chose de concret. On peut bien résumer cela par la formulation de Paul Ricoeur comme quoi « la fatalité, c'est personne, la responsabilité, c'est quelqu'un ». On notera qu'il n'a pas été résistant et qu'il s'est même aligné un temps sur le pétainisme.

Emmanuel Macron ne croit donc pas vraiment que la Russie soit une menace matérielle pour la France, même si à ses yeux c'est un « État voyou ». C'est sur le plan spirituel qu'il la voit comme une « menace existentielle ». Il ne dit pas cela ainsi, car personne ne le comprendrait, mais il est évident que c'est le fond de sa pensée. Il est en ce sens très proche de Bernard-Henri Lévy et de Raphaël Glucksmann. La menace contre « l'humanisme » n'est pas forcément physique, elle peut être intellectuelle et surtout « spirituelle ». Il faudrait sans cesse s'opposer aux « nouveaux barbares ».

Cela étant, Emmanuel Macron procède tout de même à un renforcement majeur des capacités militaires françaises, et le 26 février 2024 il a ouvert la boîte de Pandore en mettant sur la table la question de l'envoi de troupes en Ukraine. C'est que pour prendre son rôle « spirituel » au sérieux, il est obligé de se comporter en chef de guerre. En ce sens, Emmanuel Macron est un anti-de Gaulle. Ce dernier était un chef de guerre et avait besoin d'un rôle spirituel pour porter l'esprit de la Résistance. Emmanuel Macron fait le contraire.

Il ne maîtrise par conséquent pas du tout les fondamentaux de la guerre et il provoque un engrenage qui le dépasse totalement. Il pense que c'est un jeu « spirituel », alors qu'il amène les choses à prendre *matériellement* un tournant inéluctable.

Adresse aux Français

Emmanuel Macron, 5 mars 2025

Françaises, Français, mes chers compatriotes, Je m'adresse à vous ce soir en raison de la situation internationale et de ses conséquences pour la France et pour l'Europe et cela après plusieurs semaines d'action diplomatique. Vous êtes en effet légitimement inquiets devant les événements historiques en cours qui bouleversent l'ordre mondial.

La guerre en Ukraine, qui a entraîné près d'un million de morts et de blessés, continue avec la même intensité. Les États-Unis d'Amérique, notre allié, ont changé leurs positions sur cette guerre, soutiennent moins l'Ukraine et laissent planer le doute sur la suite. Dans le même temps, les mêmes États-Unis d'Amérique entendent imposer des tarifs douaniers aux produits venant d'Europe.

Enfin, le monde continue d'être sans cesse plus brutal, et la menace terroriste ne faiblit pas. Au total, notre prospérité et notre sécurité sont devenues plus incertaines.

Il faut bien le dire nous rentrons dans une nouvelle ère.

La guerre en Ukraine dure maintenant depuis plus de trois ans. Nous avons dès le premier jour décidé de soutenir l'Ukraine et de sanctionner la Russie et nous avons bien fait car c'est non seulement le peuple ukrainien qui lutte avec courage pour sa liberté, mais c'est aussi notre sécurité qui est menacée.

En effet, si un pays peut envahir impunément son voisin en Europe alors personne ne peut plus être sûr de rien, et c'est la loi du plus fort qui s'applique et la paix ne peut plus être garantie sur notre continent même. L'Histoire nous l'a enseigné.

Au-delà de l'Ukraine, la menace russe est là et touche les pays d'Europe. Nous touche. La Russie a déjà fait du conflit ukrainien un conflit mondial. Elle a mobilisé sur notre continent des soldats nord-coréens et des équipements iraniens, tout en aidant ces pays à s'armer davantage.

La Russie du Président Poutine viole nos frontières pour assassiner des opposants, manipule les élections en Roumanie et en Moldavie. Elle organise des attaques numériques contre nos hôpitaux, pour en bloquer le fonctionnement. La Russie tente de manipuler nos opinions, avec des mensonges diffusés sur les réseaux sociaux.

Et au fond, elle teste nos limites et elle le fait dans les airs, en mer, dans l'espace et derrière nos écrans. Cette agressivité ne semble pas connaître de frontières : et la Russie dans le même temps continue de se réarmer, dépensant plus de 40% de son budget à cette fin.

D'ici 2030, elle prévoit encore d'accroître son armée, d'avoir 300 000 soldats supplémentaires, 3 000 chars et 300 avions de chasse de plus. Qui peut donc croire, dans ce contexte, que la Russie d'aujourd'hui s'arrêtera à l'Ukraine ?

La Russie est devenue au même ou je vous parle et pour les années à venir une menace pour la France et pour l'Europe.

Je le regrette très profondément et je suis convaincu qu'à long-terme la paix se fera sur notre continent avec une Russie redevenue apaisée et pacifique, mais la situation que je vous décris et celle-là et nous devons faire avec.

Face à ce monde de dangers, rester spectateurs serait une folie. Il s'agit sans plus tarder de prendre des décisions pour l'Ukraine, pour la sécurité des Français, pour la sécurité des Européens. Pour l'Ukraine d'abord. Toutes les initiatives qui aident à la paix vont dans le bon sens et je veux ce soir les saluer.

Nous devons continuer d'aider les Ukrainiens à résister jusqu'à ce qu'ils puissent négocier avec la Russie une paix solide pour eux-mêmes et pour nous tous. C'est pour cela que le chemin qui mène à la paix ne peut pas passer par l'abandon de l'Ukraine, bien au contraire.

La paix ne peut pas être conclue à n'importe quel prix et sous le diktat russe. La paix ne peut être la capitulation de l'Ukraine. Elle ne peut pas être son effondrement. Elle ne peut pas davantage se traduire par un cessez-le-feu qui serait trop fragile.

Et pourquoi ? Parce que là aussi nous avons l'expérience du passé. Nous ne pouvons oublier que la Russie a commencé à envahir l'Ukraine en 2014, que nous avons alors négocié un cessez-le-feu à Minsk et la même Russie n'a pas respecté ce cessez-le-feu et que nous n'avons pas été capable de les maintenir faute de garanties solides.

Aujourd'hui, on ne peut plus croire la Russie sur parole. L'Ukraine a droit à la paix et à la sécurité pour elle-même et c'est notre intérêt, l'intérêt de la sécurité du continent européen.

C'est en ce sens que nous travaillons avec nos amis britanniques, allemands et plusieurs autres pays européens. C'est pourquoi vous m'avez vu ces dernières semaines rassembler plusieurs d'entre eux à Paris, aller les retrouver il y a quelques jours à Londres, pour consolider les engagements nécessaires à l'Ukraine.

Une fois la paix signée, pour que l'Ukraine ne soit pas à nouveau envahie par la Russie, il nous faut le préparer. Cela passera à coup sûr par un soutien à l'armée ukrainienne dans la durée. Cela passera aussi peut-être par le déploiement de forces européennes.

Celles-ci n'iraient pas se battre aujourd'hui, elle n'ira pas se battre sur la ligne de front, mais seraient là au contraire une fois la paix signée pour en garantir le plein respect.

Dès la semaine prochaine, nous réunirons à Paris les chefs d'état majors des pays qui souhaitent prendre leur responsabilité à cet égard. C'est ainsi un plan pour une paix solide, durable, vérifiable que nous avons préparé avec les Ukrainiens et plusieurs partenaires européens et que j'ai été défendre aux États-Unis il y a 15 jours et à travers l'Europe. Et je veux croire que les États-Unis resteront à nos côtés : mais il nous faut être prêts si tel n'était pas le cas.

Que la paix en Ukraine soit acquise rapidement ou non, les États européens doivent compte tenu de la menace russe que je viens de vous décrire, être capables de mieux se défendre et de dissuader toute nouvelle agression.

Oui quoi qu'il advienne, il nous faut nous équiper davantage, hausser notre position de défense et cela pour la paix même, pour dissuader. A ce titre, nous restons attachés à

l'OTAN et à notre partenariat avec les États Unis d'Amérique, mais il nous faut faire plus, renforcer notre indépendance, en matière de défense et de sécurité. L'avenir de l'Europe n'a pas à être tranché à Washington ou à Moscou.

Et oui, la menace revient à l'est et l'innocence en quelque sorte des trente dernières années depuis la chute du mur de Berlin est désormais révolue. A Bruxelles demain, lors du conseil extraordinaire qui réunira les 27 chefs d'État et de gouvernement avec la Commission et le Président du Conseil, nous franchirons des pas décisifs.

Plusieurs décisions seront prises, que la France proposait depuis des années. Les États-membres pourront accroître leurs dépenses militaires sans que cela soit pris en compte dans leur déficit. Des financements communs massifs seront décidés pour acheter et produire sur le sol européen des munitions, des chars, des armes, des équipements parmi les plus innovants.

J'ai demandé au gouvernement d'être mobilisé pour que d'une part cela renforce nos armées le plus rapidement possible, et d'autre part que cela accélère la réindustrialisation dans toutes nos régions. Je réunirai avec les ministres compétents les industriels du secteur dans les prochains jours.

L'Europe de la défense que nous défendons depuis huit ans devient donc une réalité. Cela veut dire des pays européens davantage prêts à se défendre et à se protéger, qui produisent ensemble les équipements dont ils ont besoin sur leur sol, qui sont prêts à davantage coopérer et à réduire leurs dépendances à l'égard du reste du monde et c'est une bonne chose.

L'Allemagne, la Pologne, le Danemark, les États baltes et nombre de nos partenaires ont annoncé des efforts inédits en matière de dépenses militaires. Alors dans ce temps de l'action qui s'ouvre enfin, la France a un statut particulier.

Nous avons l'armée la plus efficace d'Europe et grâce aux choix faits par nos aînés après la deuxième Guerre mondiale, nous sommes dotés de capacités de dissuasion nucléaire. Ceci nous protège beaucoup plus que nombre de nos voisins.

De plus, nous n'avons pas attendu l'invasion de l'Ukraine pour faire le constat d'un monde inquiétant, et à travers les deux lois de programmation militaire que j'ai décidées et que les Parlements successifs ont voté, nous aurons doublé le budget de nos armées en presque dix ans.

Mais compte tenu de l'évolution des menaces, de cette accélération que je viens de décrire, nous aurons à faire de nouveaux choix budgétaires et des investissements supplémentaires qui sont désormais devenus indispensables. J'ai demandé au gouvernement d'y travailler le plus vite possible.

Ce seront de nouveaux investissements qui exigent de mobiliser des financements privés mais aussi des financements publics, sans que les impôts ne soient augmentés.

Pour cela, il faudra des réformes, des choix, du courage. Notre dissuasion nucléaire nous protège. Elle est complète, souveraine, française de bout en bout.

Elle a depuis 1964 de manière explicite toujours joué un rôle dans la préservation de la paix et de la sécurité en Europe. Mais répondant à l'appel historique du futur chancelier

allemand, j'ai décidé d'ouvrir le débat stratégique sur la protection par notre dissuasion de nos alliés du continent européen.

Quoi qu'il arrive, la décision a toujours été et restera entre les mains du Président de la République, chef des armées. Maîtriser notre destin, devenir plus indépendant, nous devons y œuvrer au plan militaire mais aussi au plan économique.

L'indépendance économique, technologique, industrielle et financière sont des nécessités. Nous devons nous préparer à ce que les États-Unis décident de tarifs douaniers sur les marchandises européennes comme ils viennent de le confirmer à l'encontre du Canada et du Mexique.

Cette décision incompréhensible tant pour l'économie américaine que pour la nôtre aura des conséquences sur certaines de nos filières. Elle accroît la difficulté du moment mais elle ne restera pas sans réponse de notre part.

Alors tout en préparant la riposte, avec nos collègues européens, nous continuerons comme je l'ai fait voilà quinze jours à tout tenter pour convaincre que cette décision nous ferait du mal à tous. Et j'espère oui convaincre et en dissuader le Président des États-Unis d'Amérique.

Au total, le moment exige des décisions sans précédent depuis bien des décennies. Sur notre agriculture, notre recherche, notre industrie, sur toutes nos politiques publiques nous ne pouvons pas avoir les mêmes débats que naguère.

C'est pourquoi j'ai demandé au Premier ministre et à son gouvernement et j'invite toutes les forces politiques, économiques et syndicales du pays à leurs côtés à faire des propositions à l'aune de ce nouveau contexte. Les solutions de demain ne pourront être les habitudes d'hier.

Mes chers compatriotes, Face à ces défis et ces changements irréversibles, il ne faut céder à aucun excès : ni l'excès des va-t-en-guerre ni l'excès des défaitistes. La France ne suivra qu'un cap, celui de la volonté pour la paix et la liberté, fidèle en cela à son Histoire et ses principes.

Oui c'est ce en quoi nous croyons pour notre sécurité, et c'est ce en quoi nous croyons aussi pour défendre la démocratie, une certaine idée de la vérité, une certaine idée d'une recherche libre, du respect dans nos sociétés, une certaine idée de la liberté d'expression qui n'est pas autour des discours de haine, une certaine idée de l'humanisme.

C'est cela que nous portons et qui se joue. Notre Europe possède la force économique, la puissance et les talents pour être à la hauteur de cette époque, et que nous nous comparions aux États-Unis d'Amérique et a fortiori à la Russie, nous en avons les moyens.

Nous devons donc agir en étant unis en européens et déterminés à nous protéger. C'est pourquoi la patrie a besoin de vous, de votre engagement. Les décisions politiques, les équipements militaires et les budgets sont une chose mais ils ne remplaceront jamais la force d'âme d'une nation.

Notre génération ne touchera plus les dividendes de la paix. Il ne tient qu'à nous que nos enfants récoltent demain les dividendes de nos engagements. Alors nous ferons face, ensemble. Vive la République. Vive la France.

L'UE valide la course à la guerre

Le 6 mars 2025, un sommet extraordinaire des dirigeants de l'Union européenne à Bruxelles a validé le plan *ReArm Europe*, à l'unanimité. La Hongrie a suivi, se contentant de ne pas voter la déclaration finale, qui pose ouvertement la ligne de soutien jusqu'au boutiste à l'armée ukrainienne.

Dans les faits, la confluence entre l'Union européenne et l'Otan est devenue évidente ; déjà sous-jacente depuis le départ, elle ne se masque même plus. Tout ce qui est un obstacle potentiel est gommé, y compris éventuellement en-dehors de tout cadre légal. L'Autriche a ainsi sa neutralité inscrite dans sa constitution : ça ne l'empêche nullement de participer à *ReArm Europe*, donc de fait d'être une composante du bloc belliciste. On notera ici qu'il en va de même pour la Suisse. Si ce pays est extérieur à l'Union européenne et à l'Otan, sa neutralité a été de facto abandonnée avec un soutien ouvert à l'initiative de l'Otan en faveur de l'Ukraine.

Afin de bien asseoir le projet *ReArm Europe*, le président ukrainien Volodymyr Zelensky était présent à Bruxelles. Celui-ci change en quelque sorte de tutelle : d'américaine, celle-ci devient européenne. Et comme pour remplacer la superpuissance impérialiste américaine, il faut une économie de guerre, alors c'est le grand saut dans le militarisme pour l'Union européenne.

Il ne s'agit pas seulement d'une dimension quantitative, puisqu'on parle de 800 milliards d'euros dans l'armement. Il faut se concentrer sur la dimension qualitative : une fois qu'est lancé un tel processus, on ne peut plus retourner en arrière. Lorsqu'on remodèle son économie, qu'on a transformé les mentalités, on ne peut pas dire qu'on s'est trompé et tout annuler.

La date du 6 mars 2025 est donc absolument historique pour les masses européennes, sans que celles-ci n'aient compris quoi que ce soit des enjeux. Leur niveau de conscience individuelle est bien trop faible. Par contre, il y a trop de luttes de classe historiquement pour qu'il n'y ait pas une mémoire de classe. Individuellement, les gens sont foutus, mais collectivement, comme prolétariat recomposé, la révolution devient possible et nécessaire dans le contexte de l'effondrement du capitalisme cherchant à sauver sa peau en se précipitant dans la guerre.

L'époque forge les mentalités d'acier qui sont nécessaires pour les grandes transformations. Dommage que cela n'ait pas été un choix conscient.

Sommet extraordinaire du Conseil de l'UE sur la défense européenne et l'Ukraine - 6 mars 2025

I. UKRAINE

1. Le Conseil européen a procédé à un échange de vues avec Volodymyr Zelensky, président de l'Ukraine.
2. Le Conseil européen a discuté des derniers développements concernant l'Ukraine. Le texte figurant dans le document EUCO 10/25 a été fermement soutenu par les 26 chefs d'État ou de gouvernement.
3. Le Conseil européen reviendra sur cette question lors de sa prochaine réunion.

1. Le Conseil européen a procédé à un échange de vues avec Volodymyr Zelensky, président de l'Ukraine.
2. L'Union européenne a, dès le début, soutenu l'Ukraine dans l'exercice de son droit naturel à la légitime défense contre la guerre d'agression à grande échelle menée par la Russie, et elle continuera de soutenir l'Ukraine et son peuple. Le Conseil européen réaffirme son soutien constant et indéfectible à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.
3. La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine a des implications plus vastes pour la sécurité européenne et internationale. Dès le début de la guerre, l'Union européenne et ses États membres ont souligné, avec leurs partenaires et alliés, la nécessité d'y mettre fin par une paix globale, juste et durable fondée sur les principes de la Charte des Nations unies et du droit international. Le Conseil européen salue tous les efforts visant à parvenir à une telle paix.
4. Compte tenu de la nouvelle dynamique des négociations qui devraient conduire à une paix globale, juste et durable, le Conseil européen souligne l'importance des principes suivants :
 - a) il ne peut y avoir de négociations sur l'Ukraine sans l'Ukraine ;
 - b) il ne peut y avoir de négociations qui affectent la sécurité européenne sans la participation de l'Europe. La sécurité de l'Ukraine, de l'Europe, de la zone transatlantique et de la sécurité mondiale sont étroitement liées ;
 - c) toute trêve ou tout cessez-le-feu ne peut avoir lieu que dans le cadre du processus conduisant à un accord de paix global ;
 - d) tout accord de ce type doit s'accompagner de garanties de sécurité solides et crédibles pour l'Ukraine qui contribuent à dissuader toute future agression russe ;
 - e) la paix doit respecter l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine.
5. Pour parvenir à la « paix par la force », l'Ukraine doit être dans la position la plus forte possible, ses propres capacités militaires et de défense robustes constituant un élément essentiel. Cela vaut avant, pendant et après les négociations visant à mettre fin à la guerre. À cette fin, l'Union européenne reste déterminée, en coordination avec des partenaires et alliés partageant les mêmes idées, à fournir un soutien politique, financier, économique, humanitaire, militaire et diplomatique renforcé à l'Ukraine et à son peuple, et à intensifier

la pression sur la Russie, notamment par de nouvelles sanctions et en renforçant l'application des mesures existantes, afin d'affaiblir sa capacité à poursuivre sa guerre d'agression.

6. L'Union européenne continuera à fournir à l'Ukraine un soutien financier régulier et prévisible. En 2025, elle versera à l'Ukraine 30,6 milliards d'euros, les décaissements au titre de la Facilité pour l'Ukraine devant atteindre 12,5 milliards d'euros, et 18,1 milliards d'euros au titre de l'initiative ERA du G7, remboursés par les bénéfices exceptionnels provenant des actifs russes immobilisés. Le Conseil européen invite la Commission à prendre rapidement toutes les mesures nécessaires pour accélérer le financement au titre des instruments susmentionnés. Il exhorte également la Commission et les États membres à utiliser toutes les options prévues dans le cadre de la Facilité pour l'Ukraine afin d'accroître le soutien financier à l'Ukraine.

7. Le Conseil européen a examiné les travaux réalisés concernant la fourniture d'un soutien militaire à l'Ukraine. Outre les fonds déjà engagés pour l'Ukraine pour cette année, il se félicite de la volonté des États membres d'intensifier d'urgence leurs efforts pour répondre aux besoins militaires et de défense urgents de l'Ukraine, en particulier la livraison de systèmes de défense aérienne, de munitions et de missiles, la fourniture de la formation et de l'équipement nécessaires aux brigades ukrainiennes, et d'autres besoins que l'Ukraine pourrait avoir. Il souligne à cet égard le rôle important de la mission d'assistance militaire de l'Union européenne à l'Ukraine (EUMAM Ukraine). Le Conseil européen invite le Conseil à faire avancer rapidement les travaux sur les initiatives, notamment celle du haut représentant, visant à coordonner un soutien militaire accru de l'UE à l'Ukraine, y compris le volet des besoins militaires de l'initiative ERA du G7.

8. Une Ukraine capable de se défendre efficacement fait partie intégrante de toutes les futures garanties de sécurité. Dans ce contexte, l'Union européenne et les États membres sont déterminés à contribuer à la formation et à l'équipement des forces armées ukrainiennes et à intensifier les efforts visant à soutenir et à développer davantage l'industrie de défense ukrainienne et à approfondir sa coopération avec l'industrie de défense européenne.

9. À la lumière des négociations en vue d'une paix globale, juste et durable, l'Union européenne et les États membres sont prêts à contribuer davantage aux garanties de sécurité sur la base de leurs compétences et capacités respectives, dans le respect du droit international, notamment en explorant la possibilité de recourir aux instruments de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Les garanties de sécurité devraient être mises en œuvre conjointement avec l'Ukraine, ainsi qu'avec les partenaires partageant les mêmes idées et les partenaires de l'OTAN.

10. Le Conseil européen rappelle que tout soutien militaire ainsi que toutes les garanties de sécurité en faveur de l'Ukraine seront fournis dans le plein respect de la politique de sécurité et de défense de certains États membres et en tenant compte des intérêts de sécurité et de défense de tous les États membres.

11. Le Conseil européen souligne le droit inhérent de l'Ukraine à choisir son propre destin, sur la base de la Charte des Nations Unies et du droit international. L'Union européenne intensifiera son soutien aux efforts de réforme de l'Ukraine sur la voie de son adhésion à l'UE.

12. Le Conseil européen appelle la Commission, la Slovaquie et l'Ukraine à intensifier leurs efforts pour trouver des solutions viables à la question du transit du gaz, tout en tenant compte des préoccupations exprimées par la Slovaquie.

13. Le Conseil européen reviendra sur cette question lors de sa prochaine réunion.

La réunion des états-majors à Paris

Emmanuel Macron se pose comme leader en Europe : c'est lui qui entend être le stratège du soutien militaire au régime ukrainien, soutien remplaçant celui de la superpuissance impérialiste américaine. Ce n'est pas que l'armée française soit si puissante, bien au contraire, mais celle-ci dispose de deux avantages : déjà, elle est bonne dans tous les domaines, même si à petite échelle. Ensuite, la France dispose de l'armement nucléaire, et si le Royaume-Uni également, sa « clef » est liée à la superpuissance impérialiste américaine.

Emmanuel Macron a donc invité 34 chefs d'état-major à Paris, le 11 mars 2025. Ceux-ci relèvent des pays de l'Union européenne et de l'Otan ; il n'y a pas eu d'invitation faite aux Américains. Le cadre, c'est celui du Paris Defence and Strategy Forum. Il en a déjà été parlé ici, plus spécifiquement dans le numéro de *Crise* d'avril 2024.

Il y était écrit que :

« La bourgeoisie française met donc les bouchées double pour préparer la guerre : tel est le sens de l'Academ et du « Paris defence and strategy forum » qui prévoit déjà une seconde édition en mars 2025. Cela rend les choses très claires. Croire qu'Emmanuel Macron se serait lancé tout seul dans une initiative militariste relève du mensonge ou de la naïveté. La militarisation est un processus objectif, dont on peut voir les contenus concrets, les initiatives sur le long terme. On parle ici d'une stratégie ! Et notre stratégie, c'est d'être contre leur stratégie ! »

Emmanuel Macron a tenu un discours aux chefs d'état-major dans l'auditorium du musée de la Marine à Paris ; lui-même était bien entendu accompagné du général Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées.

Naturellement, les journalistes n'avaient pas accès au forum et les informations qui ont « fuitées » relèvent d'un choix effectué par la France et les participants, à différents niveaux. Il est ainsi parlé d'établir un « plan » afin d'envoyer, dans le cadre d'un accord de paix en Ukraine 30 000 soldats, notamment à Kiev, Odessa et Lviv. L'espace aérien serait également verrouillé par les forces occidentales. L'armée ukrainienne serait renforcée en étant considérée comme le verrou essentiel.

Il va de soi que du point de vue russe, tout cela semble inacceptable : ce serait comme avant 2022, mais en pire.

Le « deal » sur les minerais ukrainiens

Dans un article de 1939 pour les *Cahiers du bolchévisme*, l'organe théorique du Parti Communiste Français, Gabriel Péri parle longuement de l'Ukraine. Et il souligne le point suivant :

« Qui est maître de l'Ukraine, possède l'une des contrées les plus prospères du continent avec son bétail et ses céréales, ses minerais de fer et son manganèse. Qui est maître de l'Ukraine s'est ouvert la voie vers le Caucase et ses pétroles, vers la Perse et la Mésopotamie. »

Regardons ce que cela donne en 2025. Juste avant le début du conflit militaire en 2022, les minerais représentaient 30 % des exportations ukrainiennes. La vice-ministre Svetlana Grinchuk, justement responsable des ressources naturelles, expliquait qu'« environ 5 % de toutes les matières premières essentielles du monde se trouvent en Ukraine, qui n'occupe que 0,4 % de la surface de la Terre ».

On parle notamment du graphite et du lithium (incontournables pour les batteries au lithium-ion), ainsi que du titane (utilisé dans l'armement notamment). L'Ukraine ne dispose cependant ni d'infrastructures pour cela, ni de réserves disponibles immédiatement. De plus, seul le graphite peut éventuellement avoir une portée stratégique, dans la mesure où la Chine domine largement le marché.

Restent les terres rares, mais là tout reste à faire. C'est là le sens du « deal » proposé par Donald Trump. Le 4 février, il explique qu'il veut obtenir 500 milliards de dollars de « terres rares » ukrainiennes, en retour des 350 milliards fournis depuis 2022 (en réalité, 175 milliards). Les États-Unis investiraient, ils gèreraient le tout, et obtiendraient 50 % des bénéfices, jusqu'à ce que soit atteinte la somme de 500 milliards de dollars.

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a été mis devant le fait accompli et enjoint de signer le contrat ; il a refusé, c'est un élément de l'arrière-plan de l'altercation à Washington. Le « deal » est alors revenu sur la table, le régime ukrainien se disant prêt à le signer immédiatement, avec des modifications et si cela accompagne un accord de paix. C'est l'alignement, apparent du moins, du régime ukrainien sur la position de Donald Trump qui est de geler la situation. Cela donne la réunion en Arabie Saoudite le 11 mars 2025 et l'annonce le même jour de l'arrêt de la suspension américaine de la livraison d'armes au régime ukrainien.

Furent présents à Djeddah le 11 mars 2025 pour les négociations américano-ukrainiennes :

Ukraine : le président ukrainien Volodymyr Zelensky ; le chef de l'administration présidentielle Andriï Iermak ; le ministre des Affaires étrangères Andriï Sybiga ; le ministre de la Défense Roustem Oumerov ; le chef adjoint de cabinet du président Pavlo Palissa.

États-Unis : le chef de la diplomatie Marco Rubio ; Steve Witkoff (un investisseur proche de Donald Trump) ; le conseiller à la sécurité nationale Mike Waltz. Les trois Américains avaient déjà négocié avec la Russie au mois de février.

La déclaration commune américano-ukrainienne

« Aujourd'hui, à Djedda, en Arabie saoudite, sous l'aimable hospitalité du prince héritier Mohammed bin Salman, les États-Unis et l'Ukraine ont pris des mesures importantes pour rétablir une paix durable en Ukraine.

Les représentants des deux nations ont salué la bravoure du peuple ukrainien dans la défense de sa nation et ont convenu que le moment était venu d'entamer un processus vers une paix durable.

La délégation ukrainienne a réitéré la forte gratitude du peuple ukrainien envers le président Trump, le Congrès américain et le peuple des États-Unis pour avoir rendu possible des progrès significatifs vers la paix.

L'Ukraine s'est déclarée prête à accepter la proposition des États-Unis de promulguer un cessez-le-feu immédiat et provisoire de 30 jours, qui peut être prolongé par accord mutuel des parties, et qui est soumis à l'acceptation et à la mise en œuvre simultanée par la Fédération de Russie. Les États-Unis feront savoir à la Russie que la réciprocité russe est la clé de la paix.

Les États-Unis lèveront immédiatement la pause sur l'échange de renseignements et reprendront l'assistance à la sécurité de l'Ukraine.

Les délégations ont également discuté de l'importance des efforts d'aide humanitaire dans le cadre du processus de paix, en particulier pendant le cessez-le-feu susmentionné, y compris l'échange de prisonniers de guerre, la libération de détenus civils et le retour des enfants ukrainiens transférés de force.

Les deux délégations sont convenues de nommer leurs équipes de négociation et d'entamer immédiatement des négociations en vue d'une paix durable assurant la sécurité à long terme de l'Ukraine. Les États-Unis se sont engagés à discuter de ces propositions spécifiques avec les représentants de la Russie. La délégation ukrainienne a rappelé que les partenaires européens seront impliqués dans le processus de paix.

Enfin, les présidents des deux pays ont convenu de conclure dès que possible un accord global pour développer les ressources minérales essentielles de l'Ukraine afin de développer l'économie ukrainienne et de garantir la prospérité et la sécurité à long terme de l'Ukraine. »

Remarque de Marco Rubio en conférence de presse

« Nous étions ici pour rechercher la paix. Cela ne signifie pas que l'accord sur les minéraux n'est pas très important ; il l'est très certainement.

Et nous l'avons exprimé aujourd'hui dans les déclarations que nous avons publiées conjointement, à savoir que le président - nos présidents respectifs ont donné instruction aux membres appropriés de leurs gouvernements de mener cette affaire à son terme et à sa conclusion. »

Chronologie des jours fatidiques

(publié sur agauche.org)

26 février 2025

Un an depuis le début de la chronologie de l'escalade française contre la Russie.

27 février 2025

Le ministre français des Armées Sébastien Lecornu se rend à Blois (Loir-et-Cher) sur le site du droniste français Turgis Gaillard, qui développe des munitions téléopérées (MTO) et a commencé à tester le prototype de l'AAROK, un drone aérien de type MALE (Moyenne Altitude Longue Endurance) dont le premier essai de vol devra se dérouler en 2026.

Le ministre français des Armées Sébastien Lecornu explique à la radio, sur France Info, que la France négocie avec l'Ukraine pour des minerais, et ce depuis octobre 2024. « Notre industrie de défense va avoir besoin d'un certain nombre de matières premières clés. »

Il a également affirmé qu'il fallait, dans une situation de trêve en Ukraine, des « stocks d'armes en Europe, payés aussi peut-être par les Européens pour l'Ukraine ». Ainsi, « Si la guerre devait redémarrer entre la Russie et l'Ukraine nous avons X mois de stocks de munitions qu'on est capable tout de suite d'attribuer à l'Ukraine ».

28 février 2025

Donald Trump attaque violemment verbalement Volodymyr Zelensky lors de la visite à la Maison-Blanche. Il n'y a pas de conférence de presse et la délégation ukrainienne quitte précipitamment les lieux.

Le consulat de Russie à Marseille « exprime sa profonde indignation face à la décision du tribunal français » alors que deux chercheurs français du CNRS ont été condamnés à huit mois de prison ferme (finalement sous bracelet électronique) pour leur action le matin du 24 février. Ils avaient projeté trois bouteilles remplies d'azote liquide.

« Il est clair que l'objectif des auteurs de l'attentat était de causer des dommages matériels au consulat général. Nous considérons l'absence de victimes et de blessés comme un heureux hasard. Nous attribuons également la responsabilité de ce qui s'est passé aux actions des autorités françaises, qui ont lancé une campagne antirusse de grande envergure pour répandre la russophobie et le sentiment antirusse dans la société française. »

Interviewé par *Le Monde*, l'ancien président de la République François Hollande déclare : « Nous devons être décidés à utiliser la force, insiste le socialiste. Tant qu'il y a un doute de la part de nos ennemis sur nos capacités militaires et sur notre crédibilité politique, nous sommes faibles, quelle que soit la somme que nous dépensons. »

29 février 2025

Dans une interview aux chaînes portugaises RTP1 et RTP3, Emmanuel Macron parle d'ouvrir la dissuasion nucléaire française à d'autres pays.

« Si les collègues veulent avancer vers une plus grande autonomie et des capacités de dissuasion, alors nous devons ouvrir cette discussion très profondément stratégique. Elle a des composantes très sensibles et très confidentielles mais je suis disponible pour que cette discussion s'ouvre. »

1er mars 2025

Interview du président français Emmanuel Macron par différents journaux français (Le Parisien, le Journal du Dimanche, etc.

« Laisser l'Ukraine sans garantie de sécurité, c'est permettre à la Russie, sans zone tampon, de dévorer la Moldavie et de venir aux frontières de la Roumanie. Elle est une menace existentielle pour l'Europe. Nos générations qui ont vécu dans une Europe rêvée, et sans s'en rendre compte, c'est terminé ! On veut choisir ou subir ? »

Une citation se retrouve dans de multiples articles présentant cet interview : « il [Vladimir Poutine] ira à coup sûr sur la Moldavie et peut-être au-delà sur la Roumanie ».

Volodymyr Zelensky est accueilli à Londres par le premier ministre britannique Keir Starmer. « Vous êtes vraiment le bienvenu à Downing Street ». Le Royaume-Uni accorde un prêt de 2,26 milliards de livres (près de 2,74 milliards d'euros) à l'Ukraine.

Le président français continue de réagir à l'altercation ayant eu lieu à Washington la veille.

« Je pense qu'au-delà de l'énervement, il faut que tout le monde revienne au calme, au respect, et à la reconnaissance, qu'on puisse avancer concrètement. »

Le secrétaire général de l'Otan Mark Rutte explique à la BBC que « Ce que j'ai dit au président Zelensky, c'est que je crois, cher Volodymyr, que vous devez trouver un moyen de réparer votre relation avec Donald Trump et l'administration américaine ».

2 mars 2025

Sommet à Londres avec des représentants de l'Otan et de l'Union européenne, ainsi que des pays suivants : Ukraine, France, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Espagne, Finlande, Suède, Danemark, République tchèque, Pologne, Roumanie, Turquie.

Il est proposé selon Emmanuel Macron « une trêve dans les airs, sur les mers et les infrastructures énergétiques » en Ukraine pour un mois. Il est parlé de déploiement de troupes, en théorie seulement après un accord de paix. Le président français Emmanuel Macron a également ouvertement parlé d'ouvrir le parapluie nucléaire français à d'autres pays européens.

La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen explique à la sortie du sommet de Londres que sera présenté « un plan exhaustif de réarmement de l'Europe le 6 mars » : « il est maintenant urgent d'augmenter les investissements militaires » afin de « se préparer au pire ».

Reportage de TF1 : *La défense européenne bientôt seule face à la Russie ? Forces et faiblesses de l'arsenal du Vieux Continent.*

Le ministre français de l'Intérieur Bruno Retailleau appelle à abandonner définitivement l'illusion de la paix : « Nous assistons à un changement radical d'époque, qui nous rappelle que les États ne sont pas des ONG caritatives. Ils défendent leurs intérêts. Défendons les nôtres. En Europe, il faut que les nations – car il n'y a pas d'autres acteurs de puissance que les nations – renforcent leurs appareils de défense. Et que l'Union européenne abandonne définitivement l'illusion de la paix par la seule puissance du droit et du marché. Ce que nous ne ferons pas pour nous-mêmes, personne ne le fera à notre place. »

3 mars 2025

Conférence virtuelle du « groupe des cinq » – France, Royaume-Uni, Allemagne, Italie, Pologne, convenant de continuer le soutien politique et militaire à l'Ukraine. L'information n'a pas circulé en France.

Débat à l'Assemblée nationale dans le cadre d'une « déclaration du gouvernement sur la situation en Ukraine et la sécurité en Europe ».

Le ministre français des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot affirme à la radio sur France Inter que « Jamais le risque d'une guerre sur le continent européen, dans l'Union européenne n'a été aussi élevé parce que depuis bientôt quinze ans, la menace ne cesse de se rapprocher de nous ». Il a dénoncé les « ambitions impérialistes » de la Russie.

Le secrétaire d'État britannique aux Forces armées Luke Pollard dément sur Times radio l'existence d'un accord pour une trêve partielle en Ukraine. « Il n'y a pas d'accord sur ce à quoi ressemblerait une trêve. »

Le président finlandais Alexander Stubb déclare à CNN que l'Ukraine doit automatiquement devenir membre de l'Otan si la Russie venait à rompre un éventuel cessez-le-feu.

4 mars 2025

Les États-Unis annoncent le gel de la livraison d'armes à l'Ukraine. Donald Trump met notamment en avant sur les réseaux sociaux un propos de Volodymyr Zelensky du 1er mars comme quoi « la fin de la guerre est très, très lointaine ». Donald Trump a affirmé que « C'est la pire chose que Zelensky pouvait dire et l'Amérique ne va plus tolérer ça très longtemps ».

Interview sur Fox News du vice-président américain J. D. Vance qui déclare : « Si vous voulez de véritables garanties de sécurité, si vous voulez vraiment vous assurer que Vladimir Poutine n'envahisse plus l'Ukraine, la meilleure garantie de sécurité est de donner aux Américains un intérêt économique dans l'avenir de l'Ukraine (...) Quel est le plan ? Vous ne pouvez pas financer la guerre éternellement. Le peuple américain ne le tolérera pas ». Cette garantie américaine indirecte vaudrait mieux que « 20 000 soldats d'un pays quelconque qui n'a pas fait la guerre depuis trente ou quarante ans ».

La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen présente à Bruxelles le plan « Rearm Europe » (« réarmer l'Europe »).

« Nous vivons une époque à la fois cruciale et dangereuse. Je n'ai pas besoin de décrire la gravité des menaces auxquelles nous sommes confrontés ni les conséquences dévastatrices que nous devons endurer si ces menaces se concrétisent (...). Si les États membres augmentaient leurs dépenses de défense de 1,5 % du PIB en moyenne, cela pourrait créer une marge budgétaire de près de 650 milliards d'euros sur une période de quatre ans. » Elle propose également une institution pour fournir 150 milliards d'euros de prêts aux États membres pour les investissements de défense.

Le ministre français de l'économie Eric Lombard indique que des efforts budgétaires sont à prévoir en faveur de l'armée.

« Nous devons faire plus d'efforts pour nous protéger, pour bâtir cette économie en faveur de la paix et renforcer la défense dans un modèle européen. Nous allons devoir dépenser plus d'argent public et donc effectivement, cela imposera plus d'efforts. »

Raphaël Glucksmann explique sur RMC-BFM TV que « Nous sommes seuls face à la guerre en Ukraine, seuls face à Vladimir Poutine ». « Ceux qui au nom d'un pacifisme dévoyé prônent la faiblesse face à un tyran qui veut nous déclencher la guerre, ce sont eux qui portent une responsabilité immense et plongent nos pays dans la crise. »

Le ministre français des armées Sébastien Lecornu publie sur un réseau social que : « Dimanche, un avion de chasse SU-35 russe a adopté un comportement dangereux à l'égard d'un drone Reaper français, en mission de surveillance dans l'espace aérien international au dessus de la Méditerranée orientale. Trois passages successifs à grande proximité, qui auraient pu entraîner la perte de contrôle du drone, attestant une volonté de restreindre la libre circulation aérienne dans les espaces communs. Une action intentionnelle, non-professionnelle et agressive qui n'est pas acceptable. La France continuera d'agir pour défendre la liberté de navigation dans les espaces aériens et maritimes internationaux. »

5 mars 2024

Emmanuel Macron annonce qu'il parlera à 20h sur la situation en Ukraine. « Mes chers compatriotes, Dans ce moment de grande incertitude, où le monde est confronté à ses plus grands défis, je m'adresserai à vous ce soir à 20h. »

Son allocution consiste à présenter la Russie comme un danger existentiel. « La Russie est devenue, au moment où je vous parle et pour les années à venir, une menace pour la France et pour l'Europe. »

L'ancien premier ministre Gabriel Attal publie une tribune dans Le Monde : « Utilisons les plus de 200 milliards d'euros d'avoirs russes gelés en Europe pour accompagner l'effort de résistance ukrainien ». Il présente la Russie comme « une menace existentielle » et appelle à prendre l'argent gelé pour le fournir à l'armée ukrainienne.

Le directeur de la CIA, John Ratcliffe, déclare que le président américain Donald Trump a « ordonné l'arrêt de la coopération en matière de renseignement avec l'Ukraine ainsi que de l'aide militaire ».

La porte-parole du gouvernement Sophie Primas revient sur la chaîne LCI sur l'incident aérien présenté la veille par le ministre des armées Sébastien Lecornu. « C'était au moins une observation, voire une attaque. »

Pierre Servent, consultant défense LCI, dit de son côté : « À mon sens, ce que nous avons vu, c'est un acte de guerre. Il y a des avions français qui sont accrochés par des systèmes de défense aériens russes. L'étape d'après, ce sont les tirs de missiles. Donc, je considère que nous sommes en état de guerre avec la Russie poutinienne ».

A l'issue du Conseil des ministres, la porte-parole du gouvernement Sophie Primas explique que la France « est prête à intensifier son soutien à l'Ukraine ».

Elle déclare également qu'il était « envisagé » et ce « à court terme » un déplacement à Washington du président français avec Volodymyr Zelensky et le Premier ministre britannique Keir Starmer.

Un tel déplacement est démenti un peu plus tard par l'Élysée.

Diffusion d'un sondage Elabe pour BFMTV. « 76 % des Français sont inquiets que le conflit militaire se propage dans d'autres pays proches de la Russie et 64 % qu'il se propage en France. »

A noter que ces chiffres sont restés stables depuis juin dernier. Concernant le passage Volodymyr Zelensky à Washington le 28 février, « 73 % ont été choqués par cette séquence, dont 39 % très choqués et 34 % plutôt choqués. À l'inverse, 26 % ne sont pas choqués, dont 18 % pas vraiment choqués et 8 % pas du tout choqués. »

6 mars 2025

Un sommet extraordinaire réunissant les 27 dirigeants des pays membres de l'Union européenne valide le plan d'investissement militaire « réarmer l'Europe » de la Commission européenne, pour un montant de 800 milliards d'euros.

Il se conclut par une déclaration commune de soutien total au régime ukrainien, financièrement et militairement. C'est « la paix par la force ».

Emmanuel Macron tient lors de la conférence de presse qui s'ensuit des propos très offensifs contre la Russie.

« L'analyse partagée par tous les États membres est que la Russie, comme je le rappelais hier aux Français et aux Françaises, constitue dans la durée une menace existentielle pour l'ensemble des européens, et donc aussi pour la France. »

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky était présent au sommet et explique que lui et Emmanuel Macron ont coordonné leurs positions et convenu des prochaines étapes et précise qu'ils ont « une vision commune claire ».

La prochaine étape est la réunion des chefs d'état-major européens qui doit avoir lieu à Paris le 11 mars.

Le ministre des Armées Sébastien Lecornu explique à la radio d'État France inter que la France fournit du renseignement militaire à l'Ukraine.

7 mars 2025

L'armée ukrainienne annonce avoir utilisé pour la première fois des Mirage 2000 français (livrés le mois précédent) pour repousser une attaque russe d'au moins 58 missiles et 194 drones (un missile aurait été détruit).

Annnonce des lauréats du Fonds Ukraine financé par des « dons » des ministères français de l'Économie et des Affaires étrangères, avec 19 projets, pour un total de 200 millions d'euros.

Sont présents la vice-Première ministre ukrainienne en charge de l'Économie Ioulia Svyrydenko, les ministres français de l'Économie Eric Lombard, des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot, du Commerce extérieur Laurent Saint-Martin, ainsi que l'envoyé spécial d'Emmanuel Macron pour la reconstruction de l'Ukraine, Pierre Heilbronn.

8 mars 2025

Interview du ministre français des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot par *Le Parisien*.

« [La France pourrait-elle entrer en guerre ? C'est l'angoisse de beaucoup de Français, que leur répondez-vous ?]

Notre objectif est de garantir les conditions d'une paix durable sur le continent européen. Mais force est de constater que la menace s'est transformée depuis trois ans : elle s'est internationalisée avec l'entrée dans le conflit de soldats nord-coréens, s'est installée dans tous les champs de la conflictualité.

Soit nous restons aveugles au fait que la ligne de front s'est rapprochée de nous et, un jour ou l'autre, nous serons inévitablement entraînés vers la guerre.

Soit nous nous donnons les moyens de dissuader la menace, et nous aurons la paix.

C'est tout l'objectif du sommet européen qui a eu lieu jeudi à Bruxelles, un moment aussi décisif pour la sécurité européenne que la création de l'Otan en 1949. Il y a eu 1949, il y aura eu 2025. »

La dirigeante de la diplomatie de l'Union européenne Kaja Kallas affirme que le président russe Vladimir Poutine « n'a aucun intérêt pour la paix ». « Les missiles russes continuent de s'abattre sans relâche sur l'Ukraine, apportant toujours plus de morts et de destructions. »

« Nous devons intensifier notre soutien militaire – sinon, encore plus de civils ukrainiens paieront le prix fort. »

Le journaliste de France Télévisions Thibaud Le Meneec affirme sur *Franceinfo* que « plusieurs pays redoutent des opérations militaires russes à moyen terme, comme la Roumanie, l'Estonie ou la Moldavie » et publie sur ce média un article très violemment belliciste en ce sens : « Pays baltes, Moldavie, Roumanie, Pologne... Que sait-on des objectifs de la Russie de Vladimir Poutine après la guerre en Ukraine ? ».

Le ministre des Armées Sébastien Lecornu annonce que 195 millions d'euros issus des bénéfices des avoirs gelés russes vont être investis dans la fourniture de matériel militaire français pour l'armée ukrainienne.

Il appelle à une « union nationale autour de nos forces armées » et rencontrera les dirigeants des partis politiques pour discuter avec eux et des représentants de l'armée, à huis-clos.

L'amiral Bernard Rogel, ancien chef d'état-major particulier de François Hollande et d'Emmanuel Macron, explique dans *Ouest France* que « la Russie est passée de risque à menace ».

9 mars 2025

Le ministre français des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot commence une tournée de conférences dans toute la France, afin de contribuer au « réarmement des esprits ».

Raphaël Glucksmann appelle sur *RMC-BFM TV* à « un grand emprunt collectif européen de 500 milliards d'euros ». Il présente le président russe Vladimir Poutine comme un « tyran prêt à la guerre ».

Le Journal du Dimanche affirme que l'objectif d'Emmanuel Macron lors de sa dernière allocution était de « faire peur », lui attribuant cette expression.

Un démenti officiel de l'Élysée est publié dans la foulée : « La Présidence de la République dément avoir employé les termes "faire peur" qui lui sont prêtés dans l'édition du jour du JDD.

Il ne s'agit ni de son expression ni de son intention. En cette période grave où, face à la menace russe, la quasi-totalité des chefs d'État et de gouvernement européens prend des mesures inédites pour assurer leur défense, chacun doit veiller au respect de la parfaite véracité des faits.

En réaction se lance une campagne contre les médias du milliardaire Vincent Bolloré (CNEWS, Le JDD, Europe 1) accusés d'être devenu pro-russe.

Sur *Europe 1*, le général Dominique Trinquant parle d'une « menace existentielle de la Russie », avec une guerre qui « se fait de différentes formes ».

« Il y a une guerre qui est déjà en cours, c'est la guerre cyber, et la guerre de communication. Dans ce domaine-là, pourquoi la menace est-elle existentielle de Monsieur Poutine ? Parce qu'il a intérêt à casser nos sociétés. »

10 mars 2025

Annonce par la chaîne France 2 de la déprogrammation des émissions Envoyé spécial et Complément d'enquête le 13 mars, en raison d'une émission spéciale « La France face à la guerre ».

« Comment la France se prépare-t-elle à un conflit ? Avec quel budget ? Comment s'organise-t-elle pour préparer la guerre hybride et répondre à la menace cyber ?

Comment compte-t-elle étoffer la réserve citoyenne alors que certains de nos voisins européens comme l'Allemagne relancent le service militaire ? Comment construire l'Europe de la défense sans le partenaire américain et l'OTAN ? »

Conférence de presse conjointe à l'Élysée d'Emmanuel Macron et de la présidente moldave Maia Sandu. Emmanuel Macron présente la Moldavie comme « l'avant-poste de la menace russe ».

Sur France Inter, Jordan Bardella, président du Rassemblement national, affirme que « La Russie est évidemment une menace aujourd'hui multidimensionnelle pour la France et pour les intérêts européens ».

11 mars 2025

Le ministre des Armées Sébastien Lecornu ouvre le Forum Défense et Stratégie de Paris en présence de 34 chefs d'état-major. Il insiste sur le fait que la France refuse « toute démilitarisation de l'armée ukrainienne ».

Emmanuel Macron prend la parole à huis-clos ; ce qui « fuite » concerne un « plan » pour envoyer des troupes "non combattantes" dans plusieurs villes ukrainiennes.

La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen déclare à Strasbourg devant le parlement européen que « le temps des illusions est révolu ». « Il nous faut une augmentation très rapide des capacités de défense européennes. Et il nous la faut maintenant. »

Réunion en Arabie Saoudite avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky et le chef de la diplomatie américaine Marco Rubio. Un accord pour une proposition de cessez-le-feu de trente jours est trouvé et sera proposé à la Russie. La nuit a été marquée par l'attaque de Moscou au moyen de 300 drones.

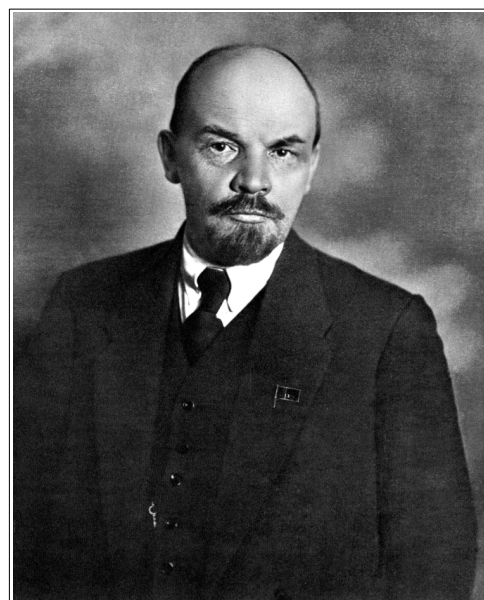
La Gauche gouvernementale contribue à la mise en place d'un Capitalisme monopoliste d'État pour mener la guerre à la Russie

La question du Capitalisme monopoliste d'État (CME) est absolument capital pour qui veut maintenir haut levé le drapeau de la Révolution socialiste. Capital, car elle demande une haute maîtrise des fondements critiques de l'économie politique.

Il peut paraître difficile de saisir cette séquence puisque le révisionniste soviétique Eugen Varga a mis en avant ce concept comme faire-valoir pour « moderniser » les leçons du léninisme. Et l'on sait que le PCF, avec notamment la figure de Paul Boccara, le Varga français, a repris à sa cause ce concept pour théoriser sa stratégie révisionniste d'un éternel front des forces de la gauche s'emparant de l'État disposé à réaliser le socialisme par la « démocratie élargie ».

Il faut donc un petit rappel. Lénine n'a jamais parlé du capitalisme monopoliste d'État avant 1917. Or les dates sont fondamentales. Parler du CME avant 1914 et après 1920 n'a aucun sens, car le CME est la forme d'un capitalisme au stade impérialiste dans le cadre de la guerre de repartage impérialiste.

Il est impératif que les forces révolutionnaires lisent et approfondissent le bilan effectué par l'article *La Première Guerre mondiale et ses enseignements* publiés dans le numéro 26 d'avril 2024. Il permet de saisir la dynamique des rivalités inter-impérialistes dans le cadre du changement d'un « ordre international », et surtout la mise en place d'un capitalisme monopoliste d'État.



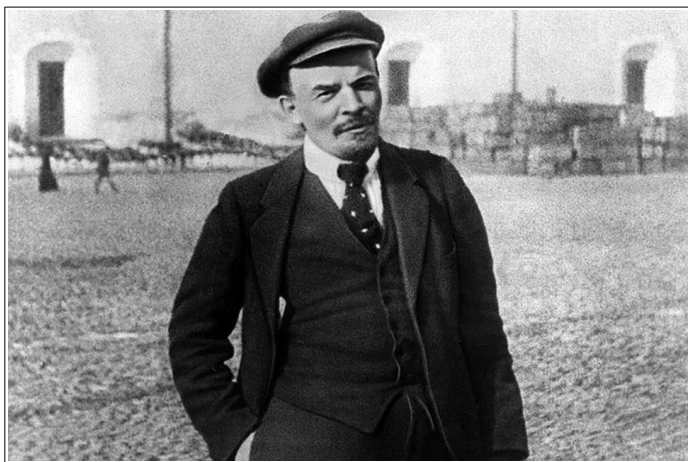
Dans cet article, il est analysé précisément la mise en place du CME à partir de l'automne 1914 en France puis son démantèlement progressif entre 1918-1920. Voici ce qui est dit :

« Le CME, ce n'est pas directement la croissance des arsenaux d'État, mais la supervision par l'État de groupes de production constitués autour de grandes firmes privées qui elles-mêmes stimulent toute une chaîne de sous-traitance. »

Le CME ce n'est ni la « planification », ni le « Socialisme », ni même encore la domination sur tout le reste de l'économie d'entreprises publics de l'armement qui seraient toutes réquisitionnées. Le CME c'est un nouveau rapport entre l'appareil d'État et les donneurs d'ordre des industries d'armement.

Ce n'est plus une question de relations de conseils, d'aide à la recherche et à l'exportation comme cela est le cas par « temps de paix », mais *un nouveau rapport organique entre l'état-major militaire, les fonctionnaires et les grandes directions industrielles qui sont, quant à elles, chargées de piloter toute une chaîne de sous-traitance.*

C'est pour cela qu'il y a un capitalisme + des monopoles + une dimension étatique : il n'y a pas d'économie « nationalisée », mais le maintien du caractère privé des myriades de petites entreprises sous-traitantes dépendantes à des monopoles qui chapeautent les grands besoins de la production, qui sont eux-mêmes définis et orientés par une direction politico-militaire.



Le CME c'est la pénétration organique de l'État par les monopoles sous la subordination de l'intérêt militaire. Il exprime le point d'aboutissement de la formation du capitalisme monopoliste qui tend à l'impérialisme.

Cela va en partie à l'encontre de sa propre trajectoire historique, l'intérêt privé des entreprises étant relativement soumis à l'«intérêt général», celui de la bourgeoisie dans la bataille pour le repartage.

Ce qu'il faut avoir en tête, c'est que le CME est un moment dans une séquence, et non pas une nouvelle forme du capitalisme. C'est lorsqu'on parle du CME comme une nouvelle époque, un nouveau stade, une nouvelle structure du capitalisme de l'époque impérialiste qu'il y a révisionnisme. Le CME répond simplement aux besoins de la guerre de repartage ouverte.

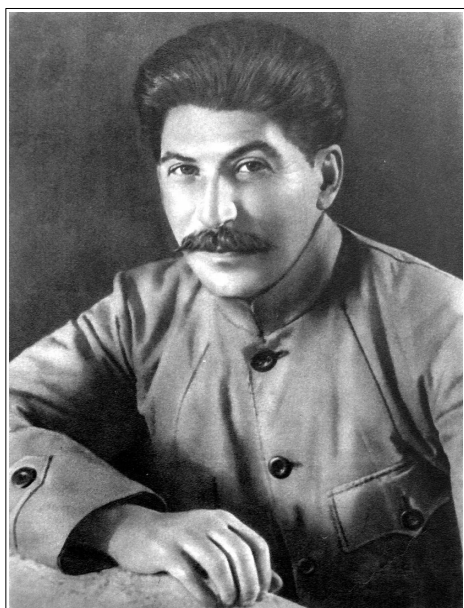
Cela n'empêche pas que dans les années qui précèdent l'ouverture de la guerre mondiale, il y a des éléments divers et variés qui permettent d'attester de la tendance à la guerre, et donc des conditions de mise en place d'un CME au moment « critique ». En ce début d'année 2025, ce processus se voit de manière toujours plus limpide.

La mise à exécution du retrait relatif des États-Unis dans le soutien à l'Ukraine, ainsi que sa mise à distance des pays européens, font se précipiter Emmanuel Macron en chef de guerre européenne contre la Russie. C'était déjà bien en cours depuis la date fatidique du 26 février 2024, mais la séquence de janvier-mars 2025 a été un coup d'accélérateur phénoménal.

Et les forces de Gauche intégrées aux institutions qui n'ont aucun horizon de renversement ou de transformation du capitalisme se retrouvent coincées.

Coincées, car elles leur faut bien continuer à faire une critique, une opposition face à un Président ayant décrété une dissolution rendant tout instable et imprévisible, et dans le même temps elles sont tous alignés sur la défense du capitalisme français, et donc sur l'emballement vers la guerre.

Afin de conserver l'ancrage à Gauche, ces forces jouent la justice sociale tout en acceptant la défense nationale ce qui, dans le contexte de la crise générale et du déploiement de la guerre de repartage impérialiste, ne peut que converger avec la mise en place d'un capitalisme monopoliste d'État.



Dans ce panorama, il y a deux forces qui ont le mérite de la clarté et de la constance depuis le début : ce sont le *Parti Socialiste* et *Les Écologistes*. Ces deux partis politiques se sont toujours rangés derrière la défense de l'Ukraine « au nom du camp démocratique » et ont toujours plaidé pour un soutien avéré à l'Otan et aux États-Unis.

Mais ce qui change, c'est évidemment le retrait des États-Unis de l'Europe. Ces forces suivent alors de bout en bout les consignes d'Emmanuel Macron sur la guerre à la Russie et le réarmement massif. Soutenir les États-Unis et l'Otan dans sa guerre à la Russie, participer à la guerre européenne à la Russie en est une autre.

La guerre contre la Russie par le biais de l'Ukraine n'a été possible ces trois dernières années que parce que les États-Unis ont massivement soutenu, financièrement et militairement l'Ukraine. De ce fait, la question de la mise en place d'une « économie de guerre » appelée des vœux d'Emmanuel Macron dès le mois de juin 2022 ne revêtait pas l'importance stratégique qu'elle revêt désormais, en cette année 2025.

Entre 2022 et 2025, les forces de Gauche ont pu soutenir, soit de manière active et assumée, soit de manière passive et masquée à l'instar de *La France Insoumise*, à la fois l'Otan et les États-Unis sans trop se soucier plus en profondeur des choses. Cela permettait de se placer relativement en dehors de la question, en espérant garder une marge de manœuvre critique, en critiquant les « mauvais choix » des États-Unis et donc appeler à changer de « politique ».

Voici par-exemple quelques déclarations à la suite de la première réunion des chefs de partis politiques sur la situation en Ukraine le jeudi 7 mars 2024, après qu'Emmanuel Macron ait appelé le 26 février 2024 à « ne rien exclure en dynamique (...) y compris des troupes au sol ». Ces déclarations sont tirées de la revue *Le Point* du 7 mars 2024 :

« Selon Fabien Roussel, Emmanuel Macron a notamment esquissé, carte à l'appui, le scénario d'une avancée du front « vers Odessa ou vers Kiev », « ce qui pourrait engager une intervention », car « il ne faudrait en aucune manière le laisser faire ». Il a dès lors décrit un président « prêt demain à s'engager dans une escalade guerrière qui peut être dangereuse ».

« Marine Tondelier a jugé « extrêmement inquiétant de voir un président de la République français qui explique, face à quelqu'un qui détient l'arme nucléaire, que nous détenons nous-mêmes, qu'il faut montrer que nous sommes sans limites ». « C'est vraiment un problème d'amateurisme à ce stade-là », a-t-elle ajouté, évoquant une « déclaration viriliste ».

« Manuel Bompard a expliqué quant à lui qu'il était arrivé « inquiet (et) ressorti plus inquiet encore puisque le président de la République, loin de revenir sur les déclarations qui étaient les siennes la semaine dernière, les a confirmés »

« On a un président qui malheureusement, comme toujours, joue », pour « instrumentaliser la guerre » et « aborder les élections européennes avec les habits d'un chef de guerre », a déploré pour sa part le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure. « C'est pas une Game Boy, en fait, la France ».

Et voici maintenant les réactions de ces mêmes chefs de parti à la sortie de la réunion de même nature, mais une année plus tard, le 25 février 2025.

Cette fois-ci les réactions sont tirées du journal *Le Monde* de la même date :

Manuel Bompard a jugé intéressant « d'entendre pour la première fois le président utiliser le terme de non-alignement » vis-à-vis des États-Unis, mais a déploré que l'Alliance atlantique reste perçue comme « une obligation dans l'architecture de sécurité » future de l'Europe. « La question de troupes n'a été évoquée que comme ne pouvant l'être qu'à l'issue de la conclusion d'un accord de paix. »

« Il faut avoir un message très clair (...) L'Europe va devoir être un pilier. » (Marine Tondelier)

« La France doit faire entendre sa voix parce qu'elle a une voix originale et forte à porter » [en tant que puissance nucléaire et membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU]. Il s'est, en revanche, inquiété que M. Macron ait laissé entendre qu'il faille « se préparer éventuellement à continuer de soutenir l'Ukraine et d'être auprès de l'Ukraine militairement si l'Ukraine voulait poursuivre la guerre. » (Fabien Roussel)

Voilà qui est clair : *Emmanuel Macron n'est plus un « amateur » qui aurait eu des propos irrationnels et lancés à la volée sans conséquences et qui lui aurait valu d'être la risée de l'Europe en février 2024 !*

Maintenant, il y a alignement sur cette stratégie, même si certains, tel Fabien Roussel qui maintient une ligne pacifiste au nom de l'ONU :

« Je suis favorable à l'envoi de troupes pour garantir l'accord de paix, sous l'égide de l'ONU, mais pas pour poursuivre la guerre. » (Fabien Roussel au micro d'Europe 1)

Le désengagement des États-Unis envers l'Europe pose clairement une question de vie ou de mort pour le capitalisme français, dans sa capacité à se relancer ou à être mis de côté, alors même qu'il est déjà bien affaibli.

Voir le capitalisme français s'affaiblir, c'est donc avoir le gâteau des richesses accumulées plus petit à se partager : pour les forces de la Gauche ayant accepté, d'une manière ou d'une autre, le capitalisme, c'est inenvisageable.

À la sortie de la seconde réunion des chefs de parti du 25 février 2025, tous les partis de la Gauche gouvernementale se sont donc alignés sur la défense des perspectives d'Emmanuel Macron, y compris la question d'envoi de troupes françaises.

Tout au plus, certains ont appelé à un chimérique « mandat de l'ONU ». À ce sujet, Marine Le Pen se prononce tout pareillement pour l'envoi de troupes de « maintien de la paix » sous « mandat ONU ».

Cette proposition n'a aucun sens sauf à croire à la géopolitique et à ses fausses solutions de « coup de poker ». En effet, ONU ou pas, si les troupes françaises sont visées, cela reviendra au même. Mais là n'est évidemment pas la question de fond.

Ce qui compte pour les forces de la Gauche gouvernementale, c'est de ne pas entraver la démarche internationale d'Emmanuel Macron en faveur d'une France leader dans la guerre européenne contre la Russie. C'est un soutien clair et net dans le but de se placer à moyen terme dans le cadre de l'« économie de guerre » et de ne pas se couper de la légitimité institutionnelle qui s'impose déjà tel un rouleau compresseur.

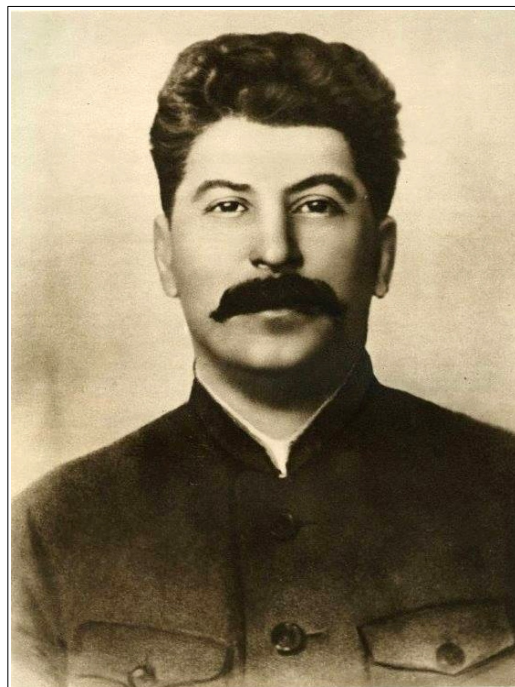
À la suite de l'annonce du programme d'armement « ReArm Europe » à hauteur de 800 milliards d'euros par la présidente de la commission européenne Ursula von der Leyen le 4 mars 2025, le porte-parole des députés socialistes Emmanuel Grégoire a affirmé lors d'une conférence de presse :

« Nous soutenons pleinement ces orientations, nous considérons qu'il faudra aller évidemment plus loin. »

Cela a le mérite d'être très clair. Le *Parti Socialiste* appelle de ses vœux à une économie de guerre européenne, se plaçant comme une force politique disposée à participer à sa mise en œuvre au niveau national.

La palme de la contribution politique au militarisme revient, comme toujours depuis février 2022, aux écologistes. La présidente des députés écologistes Cyrielle Châtelain a déclaré lors du « débat » (sans vote) à propos de l'Ukraine à l'Assemblée nationale le lundi 3 mars les choses suivantes :

« La priorité est aujourd'hui de garantir une sécurité européenne autonome. L'union européenne doit accélérer la mise en place d'une défense européenne incluant le Royaume-Uni et travailler en partenariat avec des alliés non-alignés (...) Il est aussi nécessaire d'établir une base industrielle de défense européenne afin d'être opérationnellement indépendant et de garantir l'inter-opérabilité entre les armées européennes. En effet si c'est augmenter les budgets de défense pour acheter aux américains, cela ne garantit pas notre indépendance. »



Et pour assurer cette souveraineté industrielle, la France doit activement empêcher la fermeture des industries françaises. Perdre aujourd'hui des compétences et capacités de production est aujourd'hui une grave erreur. Il est temps que le gouvernement mette en cohérence ses discours et ses actes. »

Membre du groupe « écologiste et social » piloté par *Les Écologistes* à l'Assemblée nationale, François Ruffin a appelé dans le contexte de guerre à l'unité nationale avec « un sentiment de justice et d'égalité ».

Puis dans une vidéo diffusée sur *YouTube* le lendemain de l'allocution télévisée d'Emmanuel Macron du mercredi 5 mars 2025, il se pose en conseiller militaire à la défense européenne face à la nouvelle donne européenne :

« Est-ce qu'il s'agit d'une armée européenne ? Non. Mais en revanche, comment on opère de la solidarité entre les armées nationales, de ce que les militaires appellent de l'interopérabilité entre les airs, la mer, la terre, comment on fait fonctionner ça, ça mérite des discussions et non pas comme ça se pratique aujourd'hui dans l'improvisation, dans la panique. »

Puis ensuite, il revient sur la protection de l'industrie sous la pandémie de Covid-19 avec des exemptions de suivi des règles de l'OMC et de l'Union européenne. François Ruffin ajoute que cela a été possible

« aussi par la planification. C'est l'État, c'est la Direction générale de l'armement (DGA) qui décidait qu'est-ce qu'il fallait produire, en quelle quantité. C'est de s'exempter de ces règles, de ces normes de l'OMC et de Bruxelles qui a permis de préserver l'industrie de défense.

Et bien, si demain, dès aujourd'hui, dès maintenant, dans l'urgence, on veut protéger notre électronique, notre chimie, notre métallurgie, notre sidérurgie parce qu'on a besoin de ça pas simplement pour l'industrie de défense mais simplement pour maintenir notre puissance ça doit passer par sortir de la concurrence libre et non faussée et du règne à tout va du marché ».

Dans le même registre, on a la *Gauche Républicaine et Socialiste* (GRS) avec son député Emmanuel Maurel qui intervenait à l'Assemblée nationale le mardi 4 mars 2025 sur le thème « La perte de souveraineté industrielle et l'atteinte aux industries stratégiques ».

Sous-titré « Si la France veut disposer d'une défense nationale souveraine, il faut défendre notre industrie », cette intervention a vu Emmanuel Maurel déclarer la chose suivante :

« [à propos de l'entreprise Vencorex en procédure de redressement judiciaire depuis septembre 2024] Je ne comprends pas, je suis très surpris d'entendre monsieur Bayrou qui dit « la nationalisation temporaire ce n'est pas une solution, ça ne marchera pas ». On parle quand même d'une entreprise qui agit dans des éléments aussi essentiels que les carburants pour Ariane et pour nos missiles balistiques. (...) »

Je pourrais aussi parler de la sidérurgie. Les dernières fonderies françaises d'ArcelorMittal risquent elles aussi de disparaître. Pourquoi se refuser obstinément à des prises de capital public dès lors que nos intérêts vitaux sont en jeu. (...)

Il y a une autre entreprise dont on a pas parlé depuis le début et je veux en parler moi, c'est le cas de « LMB aérospace » qui est en passe d'être rachetée par un groupe américain.

Il s'agit du fournisseur essentiel des Rafales, des sous-marins nucléaires, des chars Leclerc, donc là on a vraiment l'armée de l'air, l'armée de terre, la Navale. Et là aussi moi je pense qu'il est nécessaire, et on attend de vous monsieur le ministre que vous disiez « oui le gouvernement français met son veto ». »

Quant à *La France Insoumise*, elle est aussi une force de soutien à l'impérialisme et au militarisme français dans ses plans de guerre. La question est ici aussi d'apparaître comme une force étant le meilleur élève pour mener à bien les plans de réindustrialisation pour la guerre et le renforcement de l'armée française pour la défense de la puissance française.

Il suffit de voir ces propos de Manon Aubry, eurodéputé LFI, tenus sur le plateau de Cnews/Europe 1 le jeudi 6 mars 2025 :

« Pour produire des chars d'assaut, il faut de l'acier. Et pour avoir de l'acier, il faut des hauts fourneaux. Nous n'en avons plus que quatre en France qui sont là aussi en grande difficulté et ArcelorMittal est en train de les abandonner.

Donc il faut de la cohérence, il faut une reprise en main de l'État, un véritable planification et ensuite pour l'effort budgétaire, il faut nous dire clairement face à ces besoins combien ça coûte (...). Ce que je demande c'est pas de demander aux gens de payer en travaillant plus, ce que je demande ce qu'on mette enfin à contribution par exemple les plus grands milliardaires »

Dans le fond, *La France Insoumise* pense que toute cette situation est le résultat d'une mauvaise gestion des choses, de mauvais choix, avec des « politiques va-t-en-guerre » qui sont inadmissibles car ils ne mettent pas à profit les plus riches dans la contribution à l'« économie de guerre ».

Jamais il n'est question du capitalisme français en crise se jetant dans la guerre pour s'en sortir. De fait, *La France Insoumise* se place au défense du complexe militaro-industriel français et jamais il n'est question de remettre en cause la « dissuasion nucléaire » française. Voici ce qu'a dit Manuel Bompard sur la radio RMC le jeudi 6 mars 2025 :

« Aujourd'hui on a des gens à l'échelle européenne qui disent qu'il faut sortir de la tutelle américaine mais qui continuent à acheter des armes qui pour 50% (...) sont pour alimenter l'industrie américaine.

[Ça veut dire que vous êtes pour une préférence européenne en matière d'achat d'armement ?]

Ah bah évidemment, mais surtout pour qu'on continue et qu'on protège l'industrie européenne. Je vais vous parler d'une entreprise qui s'appelle Vencorex qui est une entreprise de l'industrie chimique qui est un sous-traitant indispensable à notre dissuasion nucléaire.

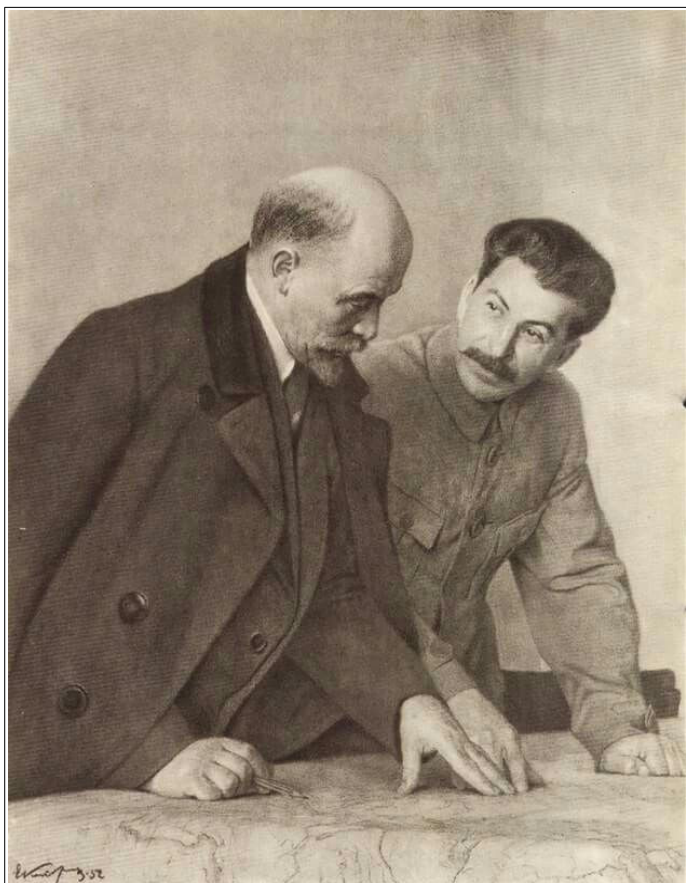
Aujourd'hui il va y avoir une décision judiciaire sur cette entreprise qui est menacée de liquidation judiciaire. Les salariés de cette entreprise disent il faut la protéger cette entreprise, elle est indispensable à notre dissuasion nucléaire.

Il faut une nationalisation partielle. Est-ce que le gouvernement est prêt à nationaliser Vencorex pour qu'on soit effectivement indépendant dans le cadre de notre dissuasion nucléaire ? Sinon ce sont des mots et des phrases qui n'ont aucune conséquences et aucunes conclusions sur nos politiques. »

Dans les faits, la gauche gouvernementale relève de la même tendance que le parti Socialiste d'avant 1914, avec ces figures qui se sont rangées dans l'Union sacrée et ont été aux avant-postes du capitalisme monopoliste d'État pour organiser les besoins de la guerre.

On parle de Marcel Sembat, ministre des travaux publics d'août 1914 à décembre 1916 avec Léon Blum comme chef de cabinet, Albert Thomas, sous-secrétaire d'État chargé de l'Artillerie et de l'équipement militaire de août 1914 à décembre 1916.

Il y a aussi Jules Guesde, fondateur du Parti ouvrier français et défenseur du collectivisme, qui est ministre d'État de 1914 à 1916 et combat ardemment la minorité pacifiste à l'intérieur de la SFIO.



Enfin, il y a Alexandre Millerand, qui était déjà une figure de l'aile droite, qui devient ministre de la Guerre (après y être passé avant la guerre).

De fait, au regard de la situation française et européenne en 2025, les forces de la Gauche gouvernementale ayant composé anciennement la NUPES, puis le Nouveau Front Populaire, s'alignent sur les besoins d'une défense nationale des industries « stratégiques » par l'armée française.

Elles se placent en éléments de direction de la mise en forme d'un capitalisme monopoliste d'État qui trouve toujours plus à se matérialiser dans le cadre de la guerre de repartage impérialiste, avec une France à l'avant-poste de la guerre contre à la Russie.

Savoir échapper à cette emprise social-chauvine est absolument fondamental, et cela dans l'esprit de Lénine qui justement avait à faire face aux mêmes courants opportunistes. Il a su s'y opposer pour parvenir à affirmer la ligne révolutionnaire, transformant la guerre impérialiste de repartage du monde en guerre civile. ■

Article de Gabriel Péri publié dans les *Cahiers du bolchevisme*
(janvier 1939)

L'UKRAINE ET LA POUSSÉE VERS L'EST

L'année 1938 aura été avant tout celle de la grande expansion nazie vers l'Est. Deux dates marquent dans ce domaine le gigantesque effort de l'Allemagne. Au mois de mars, son armée s'installe en Autriche. Au mois de septembre, sous la pression et le chantage, elle obtient que la Tchécoslovaquie lui soit livrée.

Dans le programme de l'expansionnisme nazi, l'annexion de l'Autriche, le démembrement de la Tchécoslovaquie constituaient, non point des fins, mais des moyens.

On s'en est rendu compte au lendemain de Munich. La diplomatie hitlérienne n'a jamais considéré Munich comme une liquidation ou comme un règlement, mais bien comme une étape vers la réalisation des desseins ambitieux de *Mein Kampf*.

Après Munich, l'objectif essentiel « IIIe Reich » a été de détruire la dernière collaboration sur laquelle la France pouvait compter encore, la collaboration soviétique. Couper la France de son dernier allié, entraîner la France dans une conversation à deux, dans un accord bilatéral, dans un de ces tête-à-tête qui préparent les corps-à-corps, telle était l'ambition de la diplomatie hitlérienne.

Cette ambition a été partiellement satisfaite par la signature de la déclaration franco-allemande du 6 décembre.

Sans doute fera-t-on observer que la déclaration franco-allemande ne constitue pas un contrat diplomatique, qu'elle laisse subsister les pactes et traités auxquels la France est partie ; ce raisonnement, dont usa il y a quelques semaines M. Georges Bonnet devant les Commissions parlementaires est, au fond, assez spécieux.

L'Allemagne officielle a interprété les signatures du 6 décembre comme l'indice sur de l'affaiblissement des relations franco-soviétiques. M. Sieburg, dans la *Frankfurter Zeitung*, a exposé que la déclaration Bonnet-Ribbentrop marquait la résignation de la France de limiter sa diplomatie à ses frontières. Interprétation nazie, dira-t-on ?

Sans doute ! mais qu'a fait, qu'a dit le gouvernement français pour corriger cette interprétation ? Les journaux les plus directement inspirés par le Quai d'Orsay ont gravement soutenu que la France devait démissionner de l'Europe centrale. Le rapporteur de politique extérieure au Congrès radical-socialiste de Marseille a développé la thèse suivant laquelle la France, abandonnant l'Europe à ses vicissitudes, devait assurer son avenir impérial. Raisonnements futiles. Ceux qui les mettent en circulation confondent sans doute la France avec les Pays-Bas.

Ils oublient que c'est en Europe que se décide le rôle de la France dans le monde. Les retentissantes manifestations du 30 novembre à Rome n'ont elles rien appris à ces abstracteurs de quintessence !

Une possibilité de redressement s'offrait à la diplomatie française lorsque, inquiète pour son avenir prochain, la Pologne se rapprocha de l'U.R.S.S.

Hélas, le *Temps* écrivait deux jours plus tard que l'événement devait plutôt inciter la France à se désintéresser de l'Europe orientale.

Du moins, cet affaiblissement des relations franco-soviétiques est-il compensé par un relâchement de la solidarité des deux puissances de l'axe ? On a tenté de le faire croire à Paris. Jusqu'ici, aucun résultat n'a couronné cette tentative. Sans doute les profits et les risques sont-ils très inégalement répartis dans le consortium italo-allemand.

Mais le Reich et l'Italie agissent de concert sur deux secteurs du monde. Tout se passe comme si chaque partenaire avait pour mission de découvrir une diversion dont l'autre pourra tirer bénéfice. Une pression de l'Italie sur la France rend plus aisée la victoire des exigences allemandes auprès de la Grande-Bretagne.

Une pression subite en Méditerranée facilite la réalisation des desseins d'expansion en Europe centrale. C'est au moment où l'Italie réclame la Corse et la Tunisie que l'Allemagne exige de la Grande-Bretagne la parité sur mer. Cette parité profiterait d'ailleurs à Rome et à Berlin.

Une Grande-Bretagne dépourvue de sa supériorité navale devrait sans doute diriger vers la Mer du Nord et la Baltique une partie de sa flotte méditerranéenne. Elle ne le ferait probablement pas avant d'avoir obtenu en Méditerranée un compromis susceptible d'apaiser pendant quelque temps la fringale de l'Italie fasciste.

Ainsi prend forme le schéma depuis longtemps dessiné par la diplomatie allemande. L'Europe est neutralisée et mise au pas. Dans cette Europe, l'Allemagne s'assure le monopole des alliances.

MITTEL EUROPA

Pour que le plan soit exécuté, encore faut-il planter de solides jalons dans la terre des pays convoités et transformer en glacis de l'expansion allemande les pays déjà mis au pas.

Depuis Munich, rien n'a été négligé pour l'exploitation de la formidable rapine. La démarche la plus sensationnelle et la plus connue fut alors le voyage du docteur Funck, ministre de l'Economie nationale du Reich dans les pays du Proche-Orient. Un journaliste français, très « Munichois » cependant, s'exprime en ces termes à ce sujet.

« En annexant les régions sudètes, le Reich s'appropriera le plus gros des industries de l'ancien empire austro-hongrois. Les usines les plus importantes de la région danubienne passèrent entre ses mains.

Le seul concurrent industriel de l'Allemagne à l'Est a disparu. Le commerce allemand se gonfle du commerce sudète. Le Reich consolide ses positions sur le Danube et la route s'ouvre à nouveau devant lui, vers le Proche-Orient. Cette route, le docteur Funck l'avait prise le jour même où les soldats allemands franchissaient la frontière tchécoslovaque. Il était à Belgrade, deux jours plus tard à Ankara, quatre jours plus tard à Sofia. Il y a frappé avec une étonnante rapidité, trois coups qui résonnèrent dans toutes les capitales européennes. La nouvelle offensive commerciale du Reich en sept jours avait réussi. »

A Londres, cependant, M. Neville Chamberlain, évoquant les mânes des quincailliers de Birmingham, affirmait que la domination du Reich sur l'Europe centrale était en somme un phénomène naturel, à condition que la concurrence britannique ne soit pas complètement éliminée de ces marchés. Les « gouvernantes anglaises » étaient de bonne composition. Le jalon était enfoncé.

Restait à transformer la Tchécoslovaquie en glacis de l'expansionnisme hitlérien. Une délégation économique tchécoslovaque s'est rendue à Berlin. Elle a rencontré Hermann Göring, lequel n'a pas fait mystère de ses projets. Le dictateur économique de l'Allemagne propose de faire de la Tchécoslovaquie une espèce de région économique du Reich. Les deux pays seraient associés dans une union douanière et, grâce à une union monétaire, le Reich s'approprierait le stock d'or et de devises tchécoslovaques.

UKRAINE ...

Économiquement asservie, la Tchécoslovaquie ne tarderait pas à devenir la pièce fondamentale des visées de la politique nazie sur l'Ukraine. Rappelons, pour mémoire, le passage archiconnu de la Bible du III^e Reich :

« Nous arrêtons l'éternelle marche des Germains vers le sud et vers l'ouest de l'Europe et nous jetons nos regards vers l'est. Nous mettons fin à la politique coloniale et commerciale d'avant-guerre et nous inaugurons la politique territoriale de l'avenir.

Mais si nous parlons aujourd'hui de nouvelles terres en Europe, nous ne saurions penser d'abord qu'à la Russie et aux pays limitrophes qui en dépendent. »

De longue date, le problème ukrainien a fait l'objet d'études attentives de l'autre côté du Rhin.

Les conseillers du Chancelier en matière de politique extérieure, les Rosenberg, les Rohrbach lui ont souvent représenté les avantages que présenterait pour l'Allemagne l'amputation de la Pologne et de l'U.R.S.S. de régions particulièrement riches.

Qui est maître de l'Ukraine, possède l'une des contrées les plus prospères du continent avec son bétail et ses céréales, ses minerais de fer et son manganèse. Qui est maître de l'Ukraine s'est ouvert la voie vers le Caucase et ses pétroles, vers la Perse et la Mésopotamie.

Dans ses *Souvenirs de guerre*, Ludendorff a souligné l'importance des greniers ukrainiens pour l'approvisionnement de l'Empire.

Un groupe ethnique ukrainien se trouve en Pologne. Il y constitue une très importante minorité nationale de six millions d'habitants. On sait que le 9 décembre dernier, le groupe des députés nationalistes ukrainiens a déposé au Parlement de Varsovie un projet d'autonomie. Ce projet n'est pas nouveau.

Il est très certain que la Pologne n'a jamais pratiqué une politique nationale compréhensive. L'oppression dont la minorité ukrainienne a été victime a fait naître le terrorisme.

On n'a pas oublié l'assassinat de l'ancien ministre polonais de l'Intérieur Curacky par un nationaliste ukrainien et les représailles sanglantes qui suivirent. Il est trop évident que la politique du gouvernement de Varsovie a dangereusement frayé la voie aux agitations allemandes sous couleur d'autonomisme.

Plus d'un million d'Ukrainiens vivent, d'autre part, en Roumanie, spécialement en Bukovine et en Bessarabie. Trente-cinq millions vivent dans la *République socialiste soviétique d'Ukraine*.

La capitale de la République est Kiev. Les deux autres grandes villes sont Kharkov et Odessa.

C'est en Ukraine que se trouvent les gisements du Donetz, en Ukraine encore que se trouve le *Dnieprogres*, l'une des plus puissantes stations hydroélectriques du monde.

M. André Pierre expose ainsi dans la *Tribune des Nations* le sort des citoyens de l'Ukraine soviétique :

« Les progrès économiques de cette région ont été très considérables depuis la révolution, grâce à la politique d'industrialisation à outrance symbolisée par les plans quinquennaux.

Les progrès intellectuels ont été également très sensibles et il est certain que la nationalité ukrainienne, sous le régime révolutionnaire communiste a obtenu des satisfactions substantielles.

Sous le tsarisme, la culture et la langue ukrainiennes étaient persécutées. Les livres en ukrainien ne pénétraient dans le pays que par voie clandestine.

Le gouvernement du tsar pratiquait une politique de russification et l'atmosphère était empoisonnée par ce que les communistes appellent le « chauvinisme impérialiste grand russe ».

Le gouvernement des Soviets a fait de l'ukrainien la langue officielle de la République.

L'Université de Kiev, l'ancienne « mère des villes russes », donne tous ses cours en ukrainien. Les fonctionnaires ont été obligés d'apprendre cette langue sous peine de révocation.

On exalte le souvenir des grands hommes de l'Ukraine, on élève des monuments à la mémoire du poète national Chevtchenko, on favorise le développement de la littérature et du théâtre, etc ... »

Ainsi s'explique l'attachement du peuple ukrainien à l'U.R.S.S. et la vigueur avec laquelle il a déjoué les complots ourdis par l'étranger au cours de ces dernières années.

L'Ukraine soviétique n'oublie pas, au surplus, qu'elle a été occupée par l'armée allemande en 1918 lorsque les empires centraux avaient imposé à la Rada de Kiev un traité de servitude.

Les diplomates et les généraux allemands ont consigné dans leurs rapports les procédés qu'ils mirent en œuvre à cette époque pour assurer l'exécution du traité.

Laissons encore M. André Pierre analyser ces documents :

« On trouverait difficilement dans l'histoire un tableau plus révoltant de brigandages et de rapines.

La razzia, organisée sous l'œil bienveillant de l'« hetman » Skoropadski, exigea l'institution d'un régime d'exception, avec cours martiales, expéditions punitives, exécutions de nombreux patriotes ukrainiens.

La terreur dirigée contre les ouvriers et les paysans, avec la complicité des propriétaires fonciers, ne parvint pas à briser la résistance populaire aux pillards étrangers.

Le peuple s'insurgea et l'Ukraine entière fut embrasée par une guerre de libération nationale semblable à la fameuse « guerre patriotique » du peuple russe contre l'invasion napoléonienne en 1812.

L'occupation du territoire ukrainien se termina par un fiasco et parmi les régiments allemands et autrichiens on vit se constituer des « soviets de soldats » révoltés contre leurs chefs.

L'Allemagne hitlérienne croit-elle que ces souvenirs, qui ne datent que de vingt ans, sont oubliés en Ukraine ! »

Enfin, 500.000 Ukrainiens vivent en Tchécoslovaquie, sur le territoire de la Russie subcarpathique.

C'est de cette Russie subcarpathique - qui s'appelle désormais Russie carpathique - que l'Allemagne voudrait faire le Piémont de l'Ukraine hitlérisée.

Prague est devenu un foyer de propagande « ukrainienne » inspirée par Berlin. Une revue, *Actualités ukrainiennes*, y paraît depuis plusieurs semaines. On y lit des déclarations de ce genre :

« Le problème de la nation ukrainienne s'impose aujourd'hui aux préoccupations européennes d'une manière plus pressante que jamais. Ce problème doit être résolu immédiatement.

Et il n'y a que deux solutions possibles : ou bien, répondant à la volonté de la nation ukrainienne elle-même, constituer un État ukrainien indépendant, ou bien, à l'encontre de la volonté des Ukrainiens, maintenir la division et l'asservissement des territoires ukrainiens.

Les habitants de l'Ukraine subcarpathique aspirent à l'autonomie qui serait, dans leur esprit, le début de la création de l'État futur ukraïno-slave à l'est de l'Europe. »

Le 5 décembre dernier, le Daily Express a publié une très curieuse interview du prince Razoumovski qui se prétend le chef d'une armée ukrainienne soutenue par Hitler.

« Dans quelques mois - en juin au plus tard - dit le prince, 43 millions d'Ukrainiens réclameront leur indépendance. Cette revendication sera soutenue par une armée nationale ukrainienne d'au moins 200.000 hommes et par Adolf Hitler.

Si la Russie refuse de laisser les 34 millions d'Ukrainiens, actuellement à l'intérieur de ses frontières, se séparer d'elle, ou si la Pologne n'accorde pas le droit d'autodétermination aux 7 millions d'Ukrainiens de la Galicie orientale, ce sera la guerre.

Pendant des années, nous avons attendu la justice. Nous avons foi dans les démocraties. Elles ne nous ont donné ni aide, ni espoir.

Maintenant, l'Allemagne nous offre l'une et l'autre, et c'est pourquoi Chust - la nouvelle capitale de l'Ukraine carpathique - est aujourd'hui la ville la plus importante d'Europe. »

La déclaration du prince Razoumovski, faite à son quartier général secret, quelque part en Europe orientale, rompt un silence de vingt ans pendant lequel il a collaboré avec les forces obscures qui réclament une Ukraine « indépendante ».

Le prince aurait ajouté que le monde entier a sous-estimé l'importance du problème des minorités. La Yougoslavie, la Pologne et la Roumanie n'oseront pas se battre contre le mouvement ukrainien.

« J'étais dernièrement à Berlin, en visite privée, mais je puis tout de même dire que quiconque essaiera de détruire le gouvernement d'Ukraine carpathique devra compter avec Hitler et l'aviation allemande aussi bien qu'avec les Ukrainiens. Les Polonais vont perdre la Galicie orientale, pacifiquement ou non. »

Le reporter lui ayant demandé quelle forme de gouvernement il prévoyait pour la Grande Ukraine : « semi-nazi », répondit le prince.

« Tous les partis politiques et politiciens existant en Ukraine disparaîtront.

Il n'est pas question que l'Ukraine devienne une colonie allemande; nous serons indépendants dans tout le sens du mot ; mais il y aurait une évidente communauté d'intérêts entre le nouvel État et Berlin.

Il ne faut pas oublier non plus que le jour où l'Allemagne aidera à fonder l'Ukraine indépendante, la route vers Bagdad s'ouvrira devant elle. »



POLOGNE ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Le jeu de l'Allemagne hitlérienne est diabolique. En septembre, elle a encouragé la Pologne à prélever sa livre de chair sur le cadavre déjà mutilé de la Tchécoslovaquie.

Aujourd'hui, elle s'évertue à attiser la haine justifiée du peuple tchécoslovaque contre le pouvoir polonais qui occupe une partie du territoire tchécoslovaque et y fait régner la brutalité et l'injustice. Dans ces régions occupées de Tchécoslovaquie, la propagande nazie excite à la guerre contre la Pologne et répand des cartes où la frontière tchécoslovaque est étendue jusqu'à Cracovie.

A Chust, nouvelle capitale de la Russie carpathique, Berlin a imposé un gouvernement de son choix dont le chef, Volos, a déclaré : « Nous devons tout à l'Allemagne ».

A travers ce pays, au lendemain de Munich, un autostrade a été bâti, qui relie Berlin aux portes de l'Orient. On se souvient qu'au lendemain du 30 septembre, l'Allemagne s'opposa à l'octroi de la Russie subcarpathique à la Hongrie.

Ce n'était pas seulement pour éviter qu'une frontière commune entre la Pologne et la Hongrie n'établisse, le cas échéant, un barrage contre l'expansion nazie vers le Sud-Est.

C'était aussi, et surtout, pour faire de la Russie carpathique placée sous le pouvoir de la Gestapo, le centre de l'action diplomatique allemande vers l'Ukraine.

Il n'est pas douteux que le bluff entre pour une large part dans les déclarations des organes nazis concernant l'Ukraine.

Mais on aurait grand tort de méconnaître la menace. Lorsqu'il eût achevé son périple européen il y a quelques jours, M. Pirow, ministre sud-africain, exprima « sa ferme conviction » qu'Hitler projetait une opération contre l'Ukraine pour le printemps et que l'Italie profiterait de la situation pour réaliser ses ambitions en Méditerranée.

LE BARRAGE NÉCESSAIRE

Comment arrêter à temps l'exécution de ces projets ou, ce qui revient au même, comment mettre fin à l'effroyable débandade diplomatique dont Munich a donné le signal.

Une première précaution s'impose : il convient de ne pas permettre à l'Allemagne de présenter à l'Europe la pièce montée du problème ukrainien comme elle présenta la pièce montée du problème des Allemands des Sudètes.

L'Allemagne du racisme et de l'antisémitisme n'est pas qualifiée pour être l'avocat de la résurrection des peuples.

La France doit dénoncer à l'opinion européenne l'objectif véritable de la politique allemande. Il n'y a pas un problème ukrainien. Il y a le problème de l'expansion nazie, menaçante pour la paix de l'Univers.

C'est à ce problème qu'il faut s'attaquer courageusement. Donc point de fiction, point de méthode Runciman, point de « substitution des motifs ». Une seule question: que faire devant l'entre prise de domination du nazisme ? Le premier effort à développer est un effort d'éclaircissement de l'opinion mondiale.

Il doit aller de pair avec une démarche diplomatique persévérante tendant à regrouper tous ceux qu'inquiètent les projets allemands : Roumanie, Pologne, U.R.S.S.

Mais il faut comprendre que ce regroupement ne sera possible que si la France donne l'exemple et si elle sait promouvoir les associations nécessaires. Il y a un an, répondant à Flandin et définissant la politique française, M. Chautemps, alors Président du Conseil, s'exprimait ainsi :

« A en croire certains orateurs et non des moindres, la France ne pourrait trouver désormais son salut que dans un complet renversement de ad politique étrangère.

Reconnaissant la faillite de la sécurité collective, répudiant comme un instrument d'agression son pacte avec la Russie soviétique, elle devrait se replier sur elle-même et rechercher aussitôt une entente avec les puissances totalitaires.

Si telle est bien la pensée qui a été, tout à l'heure, apportée à cette tribune, j'ai le devoir de mettre le pays en garde contre une politique d'abandons qui ne nous est ni imposée par les circonstances, ni conseillée, quoi qu'on en ait dit, par l'exemple d'autres nations amies et qui aboutirait à renier les traditions de grandeur de la France sans garantir sa sécurité.

Une telle attitude serait dangereuse pour notre pays, car vous pensez bien que notre démission de l'Europe entraînerait immédiatement une inévitable soumission des petites nations aux grandes puissances, totalitaires, à l'hégémonie desquelles nous aurions laissé le champ libre.

Et le jour ne tarderait pas à venir, où toute leur puissance s'abattrait sur notre pays isolé et affaibli plus durement que sur ceux que nous aurions abandonnés. »

Cette définition, si heureusement contraire à l'esprit de Munich est-elle encore, malgré Munich, la définition de la politique extérieure de la France ?

Si oui, loin de passer sous silence, comme le fait Georges Bonnet, les obligations découlant pour elle du pacte franco-soviétique, la France doit, d'une part, affirmer sa résolution de faire honneur à sa signature, d'autre part, examiner avec son co-contractant les moyens pratiques et les formes concrètes de leur mutuelle assistance.

Une diplomatie avisée - nous voulons dire une diplomatie soucieuse de servir la paix au lieu de favoriser le fascisme - tiendrait compte enfin de l'indépendance des problèmes.

Elle saurait qu'on ne sauvera pas la paix à l'Est de l'Europe en sacrifiant au fascisme sur les rives de la Méditerranée. Et qu'on ne contiendra pas Mussolini en Afrique orientale ou en Afrique du Nord en laissant faire Hitler en Ukraine. Les prétendus réalistes se sont moqués de la notion de la paix indivisible.

Mais, en s'en moquant, ils ont permis l'organisation de la guerre divisible. ■

CONTRIBUEZ À CRISE

Diffusez les pdf

**Conservez les différents numéros
sur une clef usb mise dans un endroit sûr**

**Discutez de certains articles
avec des gens proches**

**Approfondissez certains articles
dans des contributions**

**Portez au débat certains aspects contradictoires
afin de faire avancer les choses**

**Préparez-vous à une situation
de crise sécuritaire**

Le précédent numéro de *Crise* analysait la possibilité de l'utilisation de Cyril Hanouna comme candidat à la présidentielle française. C'était bien vu : l'idée a effectivement émergé entre-temps. Lui et Raphaël Glucksmann apparaissent comme des figures de secours pour le capitalisme français.

Les prochaines présidentielles françaises, l'achèvement d'une recomposition autour de la question de la troisième guerre mondiale

Emmanuel Macron a bénéficié en France jusqu'à la nouvelle séquence de début mars d'un consensus tacite pour diriger la guerre, bien que la crise de régime prenait le pas sur les questions intérieures. Dans tous les cas, c'est la tendance au social-impérialisme qui domine dans les esprits : tout le monde comprend que les acquis sont menacés, que l'opulence occidentale est terminée, *donc la guerre est acceptée si cela permet à la France de garder sa place dans le monde.*

Le sort des peuples qui pâtissent de l'impérialisme occidental est largement ignoré à gauche ; si ce n'était pas le cas, il y aurait une contestation de la guerre en Ukraine.

La contestation contre l'attaque contre la Palestine ne déborde pas du cadre, et pour cause, elle relève d'un mirage, d'une tromperie et d'une prise de parti pour des puissances secondaires arabes, aux dépens des Palestiniens et des Libanais.

Tout roule donc parfaitement dans la conduite de la guerre par le président de la République. Mais voilà, il va bientôt falloir en changer. Emmanuel Macron ne peut pas se représenter et il peut se faire éjecter à tout moment en l'absence d'une majorité pour gouverner réellement.

Le paysage politique est en pleine mutation, en crise même, en étant passé d'un clivage gauche/droite classique à une tentative d'installer une partition à l'américaine sur le modèle de l'opposition entre démocrates et républicains.

Une tentative qui, si on regarde la tendance de fond qui est la guerre, semble bien en train de s'installer. Les deux camps sont clairement définis par deux attitudes envers le conflit, qui se calquent sur les positions américaines, et ce sont essentiellement ces deux camps qui vont s'opposer.

Ce sont deux fractions de la bourgeoisie française qui s'opposent en miroirs des deux fractions américaines.

On a d'une part la bourgeoisie libérale-démocrate, alignée sur les démocrates à l'américaine, ayant une prétention sociale, ou du moins sociétale, qui envisage l'Europe comme une puissance en devenir.

On a d'autre part la bourgeoisie conservatrice nationaliste qui veut suivre le modèle de Trump, qui voyait la Russie de Poutine comme un allié civilisationnel.

Du côté des conservateurs nationalistes

Pour le camp nationaliste, deux noms sortent récemment, poussés par les gros médias conservateurs : Philippe De Villiers (75 ans), érigé en grand sage de la droite conservatrice catholique et Cyril Hanouna (50 ans), propulsé en potentiel candidat « anti-système. »

On peut analyser les tendances ; on pourra bien avoir d'autres candidats entre-temps, mais ils représenteront cette même tendance de fond.

On l'a vu dans le numéro 31 de la revue Crise, Cyril Hanouna, ce personnage grossier, est bel et bien envisagé par la droite trumpiste en France.

La possibilité a d'ailleurs été clairement soulevée le 21 janvier 2025 sur l'émission sérieuse « On marche sur la tête » animée par Cyril Hanouna depuis août 2024 sur Europe 1.

C'est le porte-parole du « Comité Trump France » Philippe Karsenty, qui, face à un Cyril Hanouna arborant des lunettes de soleil aviateur noires, a dit :

« Pour réfléchir à qui est le Donald Trump français (...), aujourd'hui la question c'est de faire un portrait robot : c'est quelqu'un qui a des moyens financiers.

On n'a pas besoin d'être milliardaire, on peut être millionnaire, on peut tout simplement ne pas avoir besoin de travailler, d'être dépendant de qui que ce soit. Quelqu'un qui est médiatique, quelqu'un qui a des idées et quelqu'un qui a envie de faire bouger les choses.

Eh Bien je vais peut-être vous choquer, mais c'est vous Cyril. [Rires]

On y a pensé en 2022, des gens y ont pensé en 2022. Aujourd'hui la vraie question à se poser c'est : si ce n'est pas vous, Cyril, c'est quelqu'un qui vous ressemble (...).

Le véritable problème c'est d'avoir quelqu'un qui est proche du peuple. »

Il n'y a qu'à voir la séquence dans le bureau ovale, où Donald Trump se défait de tout langage diplomatique pour infliger une leçon à Volodymyr Zelensky : on est totalement dans une scène qui aurait pu être possible avec Cyril Hanouna en tant que président, mais sur un mode nonchalant et pervers.



Voilà donc une figure qui continue d'être mise sur la table, si bien que *Le Figaro* a demandé une enquête

sur l'opinion des Français à l'égard d'une telle possibilité. Il en ressort que 11 % des électeurs l'approuveraient comme candidat.

On a retrouvé sur le plateau radiophonique de Cyril Hanouna, le 3 mars 2025, une autre figure mise en avant : Philippe De Villiers.

Ce patriarche de la droite catholique, royaliste a été valorisé de manière particulièrement significative dans l'émission « On marche sur la tête ».

Un chroniqueur ouvre l'entretien en disant « c'est la première fois que je me trouve avec deux présidentiables dans la même pièce ». Le plateau rit et Philippe De Villiers répond, mi-sérieux, mi-amusé : « Je vais vous faire une confidence... Il sera mon JD Vance. » En montrant Cyril Hanouna.

Avant de lui prodiguer un conseil solennel, celui « d'écouter le peuple ».

Que la droite conservatrice soit obligée d'aller chercher aussi loin dans ses vestiges pour sortir des banalités populistes pareilles, cela en dit long sur l'état de décomposition de la bourgeoisie.



Philippe De Villiers le dit lui-même, il ne pensait pas être « réhabilité » de son vivant. Il avait été longtemps marginalisé dans le paysage politique, connu pour sa ligne réactionnaire, sa proximité avec les franges royalistes et les positions de l'extrême-droite française.

Pour rappel, il a été secrétaire d'État à la culture en 1986-1987, puis à l'origine du parti souverainiste « Mouvement pour la France » en 1994 et avait été candidat aux élections présidentielles de 1995 et 2007. Il a alors un siège de député de Vendée et le MPF se rangera derrière le président Nicolas Sarkozy en 2008.

Il est notamment connu pour avoir créé le parc du Puy Du Fou, un dispositif idéologique à la gloire de la contre-révolution, du féodalisme et des rois de France.

Il semble à moitié gâteux et a minima radote de manière très prononcée, mais son livre *Mémoricide* est un succès commercial avec 200 000 exemplaires vendus. Il y expose sa volonté de voir renouer le pays avec sa « mémoire », avec ses racines chrétiennes.

Le livre, est mis en avant dans la très réactionnaire revue JDNews (fourni avec le Journal du Dimanche), qui œuvre à faire de ce courant de pensée le symbole d'une révolte contre le monde dominant, pour eux le multiculturalisme. Une revue qui est l'organe de diffusion de la bourgeoisie française la plus agressive, proche de Donald Trump.

On a donc ces deux figures pour le moins surprenantes pour incarner « le changement » en France.

On pourrait s'attendre à du sérieux et de la prestance, on a un bouffon et une personne âgée et dépassée.

Du côté des libéraux européens

Pour représenter la tendance libérale européenne et démocrate à l'américaine, il va être très dur d'arriver à remplacer Emmanuel Macron, avec toutes ses prétentions.

Raphaël Glucksmann semble pourtant tout trouvé en ce qui concerne son bellicisme et sa détermination à faire exister une puissance impérialiste 100 % européenne.

C'est en sa qualité de potentiel candidat qu'il a assisté au prétendu débat sur la guerre en Ukraine organisé au parlement le 3 mars 2025. Cela fait partie de son placement politique pour être l'homme indispensable, celui le plus au fait des questions internationales.



Fils du philosophe médiatique André Glucksmann, né en 1979, Raphaël Glucksmann est issu de la bourgeoisie parisienne intellectuelle qu'il fréquente depuis lors.

Il a étudié au prestigieux lycée Henri-IV, un établissement connu pour former l'élite française et où se côtoient les enfants de la bourgeoisie intellectuelle et politique.

Son parcours à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne en philosophie et en sciences sociales l'a ancré dans un milieu universitaire cosmopolite, prétendument critique envers les institutions mais profondément lié aux cercles intellectuels parisiens.

Raphaël Glucksmann mène donc une vie à mille lieues du mode de vie des masses populaires. Sans être un milliardaire déconnecté, il y a un immense fossé.

C'est un bourgeois bohème dans sa version la plus pragmatique, évoluant dans le « tout Paris », fréquentant les grands restaurants du gratin et portant des marques de luxe. Son côté bohème se limite finalement à se déplacer, sans véritable élégance, en trottinette électrique.

Sa première expérience politique remarquable fut d'être conseiller du président géorgien Saakachvili (2008-2012). Son but à peine caché était alors de participer à faire basculer complètement la Géorgie dans le giron occidental.

Saakachvili, soutenu par la jeunesse citadine plutôt aisée, avait été très contesté à partir de 2007 pour son autoritarisme, ses atteintes aux libertés individuelles et son incapacité à résoudre les problèmes économiques.

Sa volonté de rapprochement avec l'Europe était critiquée comme ne répondant pas aux besoins de la population.

Dans un pays aux fortes inégalités sociales, notamment entre ville et campagne, cela avait donné lieu à des manifestations contre la concentration du pouvoir et les abus des forces de sécurité, qui avaient rassemblé, au plus haut, 100 000 à 150 000 personnes.

En novembre 2007, une manifestation pacifique à Tbilissi avait été dispersée avec violence par la police, faisant des blessés et des arrestations. Cet événement avait choqué l'opinion publique et internationale, mettant en lumière les méthodes répressives du régime de Saakachvili.

Pendant cette période, les médias indépendants avaient été contraints de cesser leurs émissions, et les libertés de réunion et d'expression avaient été sévèrement limitées.

Suite à cela, le président géorgien instaura l'état d'urgence, levé neuf jours plus tard, avec dans la foulée l'annonce d'élections présidentielles perçues par beaucoup comme une manœuvre pour conserver le pouvoir dans un contexte de contestation croissante.

C'est à la suite de sa réélection douteuse que Raphaël Glucksmann vola au secours du chef d'État si peu démocratique, en tant que conseiller. Il l'avait rencontré à Kiev, plusieurs années auparavant, dans le cadre de manifestations pro-occidentales.

La mission de Raphaël Glucksmann en Géorgie était limpide : trop de contestation nuisait à l'entrée de la Géorgie dans la zone d'influence de l'Europe.



Il s'agissait de lisser l'image du président, de le faire entrer dans les canons européens et de se débarrasser de cette crise, comme si de rien n'était.

Rien que cet épisode révèle son absence de considération démocratique, fait tomber son masque « d'homme de gauche » et montre son vrai visage d'agent atlantiste de la pire espèce.

Globalement, la suite de son parcours consiste à partir en croisade contre les régimes autoritaires, défendre la démocratie à l'occidentale et les droits humains, mais seulement lorsque les violations sont attribuées à la Chine ou à la Russie. Il est donc un spécialiste de la déstabilisation des ennemis des États-Unis.

En novembre 2018, il se lance en politique, alors que la société française traverse la crise dite des « gilets jaunes ». Raphaël Glucksmann fonde alors le mouvement « Place publique », une initiative typique de la petite-bourgeoisie intellectuelle paniquée face aux turbulences sociales, qui tente de court-circuiter ce qui vient « d'en-bas ».

Le nom même du mouvement est symptomatique : démocratique en apparence, mais les concepts historiques de gauche sont absents. Jamais il ne sera question de « socialisme » ou de « classe ».

Et en même temps, les grandes figures politiques socialistes comme Jean Jaurès sont utilisées, mais pour en vider justement le contenu socialiste. Ce mouvement n'est dans les faits qu'un vague progressisme libéral, très proche, voire identique à celui incarné par Emmanuel Macron.

Dès le début de la guerre en Ukraine, Raphaël Glucksmann trouve sa véritable fonction politique en incarnant le bellicisme le plus agressif, se montrant féroce pro-armes, anti-russe et voulant toujours faire plus. Il participe à radicaliser le discours politique en faveur de la guerre, ce qu'Emmanuel Macron ne peut pas faire

directement. Et en même temps, on peut le présenter comme une figure « d'opposition ».

Au bout de trois semaines de conflit, visiblement frustré que la France n'intervienne pas de manière plus directe dans le conflit, il déclare : « Si nous ne défendons pas l'Ukraine pour nos principes, alors faisons-le pour nos intérêts vitaux ».

Cette formulation cynique est on ne peut plus explicite : les « intérêts » occidentaux sont placés au-dessus de toute considération démocratique. Comme en Géorgie, on est bien loin de l'internationalisme incarné en principe par la gauche, qu'il pille pourtant sans vergogne lorsqu'il s'agit de s'insérer dans un espace politique que le Parti Socialiste avait alors du mal à garder.

En février 2024, il est justement nommé candidat de la liste commune entre le « Parti Socialiste » et « Place Publique » pour les élections européennes du 9 juin 2024.

C'est à partir de là qu'il bénéficie d'un tremplin sans précédent en termes médiatiques mais aussi politiques, pouvant justifier sa présence dans des rassemblements de la Gauche. Arrivé troisième avec 13,38 % des voix aux élections européennes, sa légitimité devient réelle, lui permettant de clairement construire une dynamique pour la prochaine élection présidentielle. »

Entre 2023 et 2025, il multiplie les tribunes et les interventions médiatiques, demandant d'aller plus loin dans la livraison d'armes ou, plus récemment, le déploiement de troupes. Il argumente en reproduisant le discours de l'OTAN, qui présente la Russie comme maléfique et les Ukrainiens comme défenseurs héroïques de la liberté occidentale.

En février 2025, sa rhétorique guerrière culmine avec l'appel à saisir 200 milliards d'avoirs russes et à lever 500 milliards d'euros pour financer la militarisation de l'Europe.

Il est également interviewé par le quotidien italien *Corriere della Sera*, avec comme titre pour l'interview : « Glucksmann : “Trump et l'Ukraine ? C'est la fin de l'Occident. L'Europe est sous le choc, nos armées seront bientôt testées.” »

On y lit notamment :

J: L'UE pourra-t-elle faire entendre sa voix ?

RG : Je l'espère, mais les dirigeants européens n'ont pas encore pris la mesure de ce qui s'est passé à Washington avec Trump à la Maison Blanche.

Ursula von der Leyen sera à Munich et devrait faire entendre un message européen fort, malgré les divisions entre les États membres.

Mais elle est en état de choc, paralysée, son passé de démocrate-chrétienne à l'ancienne la fait toujours réfléchir sur la base de l'alliance inaliénable avec les États-Unis, seule garantie de démocratie pour elle et pour une grande partie de la classe dirigeante allemande... (...)

J : La perspective d'une extension de la guerre en Europe n'est-elle pas paradoxale, alors que l'on parle de négociations en vue d'une fin imminente du conflit ?

RG : Non, car Poutine est encouragé à aller de l'avant. Tous les services de sécurité européens, de Riga à Berlin, disent la même chose : Poutine va tester directement nos défenses dans les années à venir. Écoutons-les ! (...)

J : En divisant l'Occident ?

RG : Oui, Poutine est en train de réussir l'objectif historique de l'Union soviétique, puis de la Russie, qui est de séparer l'Occident, et en particulier l'Europe, de l'Amérique.

C'est une réussite inestimable. Lorsqu'il s'est rendu compte qu'il ne pourrait pas prendre Kiev en trois jours, Poutine est passé à une guerre d'usure, confiant dans le fait que les Occidentaux ne tiendraient pas. Les Ukrainiens au front continuent de tenir, au prix d'énormes sacrifices. C'est nous, à l'arrière, qui avons abandonné.

J : Que va-t-il se passer maintenant ? Que pourrait faire l'Europe en réponse à Trump ?

RG : Nous sommes à un tournant. Les dirigeants européens pourraient sortir de leur torpeur, par exemple en affectant immédiatement à l'Ukraine les 200 milliards d'actifs publics russes gelés dans nos banques. Les pays baltes, les Scandinaves et la Pologne savent qu'ils sont en première ligne et commencent à se préparer.

Si les autres États européens ignorent le danger, Poutine aura atteint son objectif total : « diviser non seulement les Européens des Américains, mais aussi les Européens entre eux ». (...)

Ce sont les défaites militaires qui font tomber les dictateurs, souvenez-vous d'Hitler, de Mussolini ou de Milosevic.

Peu importe la souffrance du peuple, peu importe les centaines de milliers de jeunes Russes que Poutine a envoyés au front pour y mourir. Trump lui donne raison, Poutine sera encore plus fort face à l'opinion publique.

Et si nous ne faisons rien, il ne s'arrêtera pas ».

Raphaël Glucksmann veut rompre totalement avec la Russie, mettre en place une économie de guerre et créer une armée européenne. Cette vision s'inscrit dans le projet plus large d'États-Unis d'Europe, un rêve ancien de fédéralisme continental qui n'a jamais été autre chose qu'un dispositif au service de la superpuissance impérialiste américaine.

Telle est la situation : soit le populisme racoleur pour ramener le pays dans le girton nationaliste, avec Cyril Hanouna, soit le prolongement de l'engagement d'Emmanuel Macron, avec Raphaël Glucksmann.

Aux masses de savoir éviter Charybde et Scylla. ■

Le PKK et sa dissolution : l'appel à la paix et à une société démocratique d'Abdullah Öcalan

Le numéro précédent de Crise avait déjà annoncé qu'Abdullah Öcalan allait annoncer la fin du PKK.

Sa déclaration a été reportée, on ne sait pourquoi, mais il est vrai que c'est un jeu compliqué, puisque les principaux soutiens d'Abdullah Öcalan sont le dirigeant fasciste Devlet Bahçeli du MHP (les « Loups gris ») et le président turc Recep Tayyip Erdoğan.

Faire cesser la lutte armée par les Kurdes, au bout de quarante années de sacrifices, de dizaines de milliers de morts, n'est pas une chose aisée.

Espérons surtout que tout cela soit mis en échec. C'est malheureusement très mal parti, pour deux raisons. La première est que cela fait 20 ans que le PKK cherche à obtenir un accord de paix. S'il peut l'obtenir enfin, même dans de mauvaises conditions, il aura tendance à l'accepter. Et même s'il finit par refuser, ce sera uniquement en perspective d'un nouvel accord.

La seconde raison est que l'ensemble des organisations révolutionnaires en Turquie – on parle ici des structures clandestines – s'est aligné sur le PKK, placé dans son orbite. Naturellement, toutes prétendent chercher à influencer celui-ci, tenter de l'amener sur une ligne révolutionnaire. Ce qui est une illusion de par la base nationaliste du PKK : si individuellement on y trouve une sympathie pour la révolution, collectivement c'est la démarche purement nationaliste l'emporte.

Le PKK est né au XX^e siècle, à une période de l'histoire marquée par une violence extrême, marquée par deux guerres mondiales, dans l'ombre de l'expérience du socialisme réel et de la guerre froide mondiale.

Le déni explicite de la réalité kurde, la restriction des droits et libertés fondamentaux – en particulier la liberté d'expression – ont joué un rôle déterminant dans l'émergence et le développement du PKK.

Cependant, la théorie, le programme, la stratégie et les tactiques adoptés par le PKK se sont retrouvés écrasés sous le poids des dures réalités du siècle et du système du socialisme réel.

L'effondrement du socialisme réel dans les années 1990 en raison de ses dynamiques internes, la remise en question du déni de l'identité kurde dans le pays et les avancées en matière de liberté d'expression ont affaibli la signification fondatrice du PKK, le menant à des répétitions excessives.

Tout au long d'une histoire de plus de mille ans, les relations entre Turcs et Kurdes ont été définies par la coopération et l'alliance mutuelles.

Pour préserver leur existence et résister aux forces hégémoniques, Turcs et Kurdes ont jugé essentiel de maintenir cette alliance volontaire. Les deux derniers siècles de la modernité capitaliste ont été principalement marqués par des tentatives visant à briser cette alliance.

Les forces concernées, en fonction de leurs intérêts de classe, ont joué un rôle clé dans l'avancement de cet objectif. Ce processus s'est accéléré avec les interprétations unilatérales de la République.

Aujourd'hui, la tâche fondamentale est de reconstruire cette relation historique, devenue extrêmement fragile, sans exclure l'esprit de fraternité ni le respect des croyances. Le besoin d'une société démocratique est inévitable.

La fermeture des canaux de la politique démocratique a contribué à l'émergence et à l'assise du PKK, qui représente le mouvement insurrectionnel armé le plus long et le plus étendu de l'histoire de la République.

Les résultats inévitables des dérives nationalistes extrêmes, telles que la création d'un État-nation séparé, la fédération, l'autonomie administrative ou des solutions strictement culturelles, ne peuvent répondre à la sociologie historique de la société.

Le respect des identités, la liberté d'expression, l'auto-organisation démocratique de chaque segment de la société en fonction de ses structures socio-économiques et politiques ne sont possibles que dans le cadre d'une société et d'un espace politique véritablement démocratiques.

Le deuxième siècle de la République ne pourra assurer une continuité fraternelle et durable que s'il est couronné par la démocratie. Dans la recherche et la mise en place d'un système politique, il n'existe pas d'alternative à la démocratie. Le consensus démocratique est la voie principale.

Le langage de l'ère de la paix et de la société démocratique doit être développé en adéquation avec cette réalité.

L'appel lancé par M. Devlet Bahçeli, la volonté exprimée par M. le Président de la République et la réponse positive des autres partis politiques à cet appel ont créé un environnement propice à l'appel au désarmement que je lance à présent et dont j'assume la responsabilité historique.

Comme le ferait volontairement toute communauté et tout parti moderne dont l'existence n'a pas été abolie par la force, convoquez votre congrès et prenez votre décision : tous les groupes doivent déposer les armes, et le PKK doit se dissoudre.

J'adresse mes salutations à tous ceux qui croient en la coexistence et qui entendent mon appel.

25 février 2025 Abdullah Öcalan

Ce message était accompagné de la note additionnelle suivante de M. Öcalan transmise par l'intermédiaire de la délégation d'Imrali :

« Il ne fait aucun doute que le dépôt des armes et la dissolution du PKK nécessitent dans la pratique la reconnaissance de la politique démocratique et d'un cadre juridique approprié. »

Dès le 11 mars 2025, un accord était signé par le Rojava pour son intégration dans l'État syrien.

PKK ET EZLN, LES DIFFUSEURS DE L'ILLUSION « POST-RÉVOLUTIONNAIRE »

L'annonce de la dissolution du PKK par Abdullah Öcalan montre clairement la chose suivante : l'idéologie de l'autogestion communautaire est une fiction qui va uniquement dans le sens de la capitulation.

Sans la révolution, rien n'est possible. Penser que la mise en place d'une zone séparée, communautaire, est une révolution sans révolution, est une illusion issue de l'altermondialisme né dans les années 1990.

La naissance de l'altermondialisme

La chute du mur de Berlin en 1989, l'effondrement de l'URSS fin 1991, l'intervention américaine en Irak entre les deux (la « guerre du Golfe ») ont donné naissance à un courant de pensée qu'on appelle « l'altermondialisme ». Le principe est simple : oui, le capitalisme a gagné, mais puisqu'il a gagné, alors on peut désormais proposer un contre-modèle à partir de lui-même.

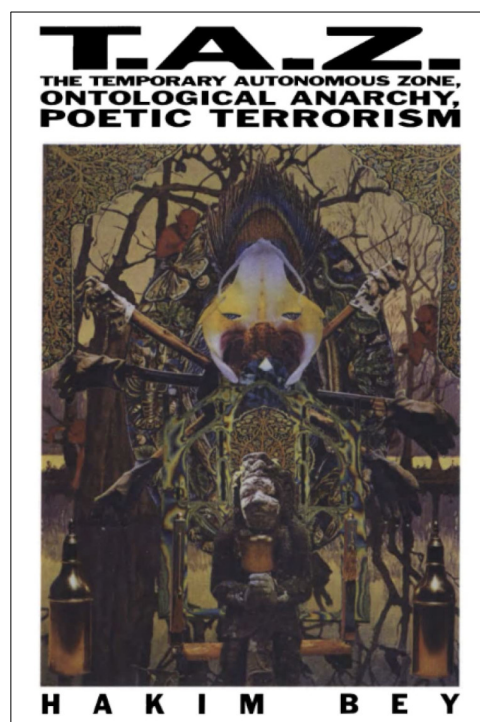
Deux ouvrages jouent ici un rôle fondamental dans la mise en place de cette idéologie. Il y a d'abord « Zone d'autonomie temporaire » publié en 1991, le premier manifeste en faveur de ce qu'on appellera en France et en Belgique les ZAD (Zones à défendre).

Son auteur, Peter Lamborn Wilson dit Hakim Bey, est un mystique réactionnaire, fanatique du soufisme (qui consiste en des confréries musulmanes mystiques) et fasciné par les pirates, qui a basculé dans le culte communautaire prétexte à une révolte individuelle.

Cet ouvrage aura une influence majeure dans le milieu de la musique techno et l'idéologie des rave-partys, puis en général dans tout ce qui relève de l'anarchisme.

Il y a ensuite *No Logo : la tyrannie des marques*, publié en 1999 par Naomi Klein, une Canadienne. Son succès tient à sa dénonciation de l'omniprésence des logos des multinationales, avec une critique petite-bourgeoise de la domination de ces grandes structures capitalistes sur la vie quotidienne.

Cet ouvrage a eu une portée culturelle immense, avec de nombreux secteurs petits-bourgeois profitant de cette démarche pour rejeter le collectivisme à travers le refus des monopoles capitalistes. D'un côté, il y a le refus il est vrai du consumérisme forcé. De l'autre pourtant, il y a un clair appel au retour en arrière, au refus anticommuniste de l'abondance.



Deux événements majeurs correspondent à l'émergence de l'altermondialisme. Il y a tout d'abord les manifestations altermondialistes marquantes, avec la présence d'un « black bloc ».



On a la « bataille de Seattle », avec les manifestations et les affrontements dans cette ville américaine en 1999 lors de la troisième conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce. On a aussi la présence de 300 000 personnes aux manifestations anti-G8 à Gênes en Italie en 2001, où un jeune manifestant, Carlo Giuliani, est tué par la police.

Il y a ensuite les attentats du 11 septembre 2001 par Al-Qaïda. En effet, Oussama ben Laden a toujours mis en avant une sorte de discours alter-mondialiste où l'hostilité à l'empire américain est une réponse à ses crimes contre les musulmans.

De plus, les attentats du 11 septembre possédaient une dimension « spectaculaire » et concrète typiquement « post-moderne ». Si on prend la définition de l'art contemporain avec ses « installations », on peut voir que les attentats du 11 septembre répondent aux mêmes critères.

C'est que pour l'altermondialisme comme pour l'islamisme qui se développe parallèlement, le concept de « révolution » n'existe pas. Ce qu'il faut, c'est marquer les esprits et entraîner derrière un certain état d'esprit.

L'altermondialisme affirme qu'un petit pourcentage de gens peut induire le changement. C'est la théorie des 3,5 %, notamment théorisée par l'Américaine Erica Chenoweth. Si 3,5 % des gens s'engagent durablement dans un projet, celui-ci l'emporte.

Quant à l'islamisme, il ne vise certainement pas une « révolution islamique », comme on l'a dans l'Islam chiite. L'islamisme, qui est sunnite, se pose même comme une contre-révolution, porté par des éléments djihadistes qu'il s'agit de rejoindre pour qu'une petite minorité fasse basculer les choses, de manière violente et spectaculaire.

Le PKK et l'EZLN

Le 1er janvier 1994 commençait dans le sud du Mexique, dans la région du Chiapas, le soulèvement de l'Armée zapatiste de libération nationale (Ejército Zapatista de Liberación Nacional, EZLN). Le succès mondial a été immédiat, avec la médiatisation forcée du « sous-commandant Marcos ».

C'est que l'EZLN a mené un soulèvement pour immédiatement réfuter la lutte armée et promouvoir des communautés indigènes autonomes, dont il serait le bras armé dans une perspective de défense.

La date choisie correspondait également à l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) entre le Canada, les États-Unis et le Mexique. L'EZLN s'est posé en acteur d'une altermondialisation, qui serait fondée sur les communautés et non le « néo-libéralisme » procédant à la libéralisation des marchés.



Au début des années 2000, Abdullah Öcalan fait adopter une ligne similaire au Parti des travailleurs du Kurdistan (Partiya Karkerên Kurdistanê, PKK), sous la forme du « confédéralisme démocratique » et du « municipalisme libertaire ».

La région syrienne dénommée Rojava par l'administration kurde alignée idéologiquement sur le PKK a mis en place ces principes, qui tiennent en fait à un repli communautaire et autogestionnaire.

Le PKK a par contre, à l'opposé de l'EZLN, continué de mener la lutte armée, en raison de la situation en Turquie. Il a par contre plusieurs fois cherché à s'intégrer aux institutions kurdes, sans avoir aucun écho de la part de l'État turc, jusqu'à finalement l'appel à l'auto-dissolution au début de l'année 2024 réalisé par Abdullah Öcalan.

Mais comme pour l'EZLN, le discours développé est celui qu'on désigne par l'expression « post-révolutionnaire ». Au Rojava syrien, comme au Chiapas au Mexique, les valeurs de la vie quotidienne communautaire sont présentées comme authentiques et non conformes au « néo-libéralisme ».

« L'insurrection qui vient » et les anarchistes

La démarche communautaire de l'EZLN et au Rojava a relancé toute l'idéologie communautaire propre à l'anarchisme. Il y a eu des expériences en ce sens au Mexique avec Flores Magon, en Ukraine avec Nestor Makhno, en Espagne en 1936. Mais tout cela était bien loin et là il y avait de nouveaux « exemples » à suivre.



L'ensemble de l'anarchisme mondial s'est donc engagé dans un soutien complet tant à l'EZLN qu'au Rojava.

Ce n'est pas tout cependant. Dans l'espace francophone, un ouvrage correspond à cette approche : *L'insurrection qui vient*, publié par le « comité invisible » en 2007.

Si cet ouvrage reflétait une volonté de généraliser des petites communautés œuvrant à des actions à visée insurrectionnelle, la capitulation des personnes arrêtées à la suite de « l'affaire de Tarnac » en 2008 (dont Julien Coupat) a brisé cette perspective.

Les gens portant *L'insurrection qui vient* ont trahi la conception initiale des petites communautés rétives au capitalisme et passant dans le sabotage matériel du capitalisme, jusqu'à faire en sorte que toute la société décroche.

Ils ont vendu l'idée à des gens cherchant un justificatif pour un repli sur soi. Il est important de voir ça, car depuis les gens pratiquant du yoga en petits groupes aux anarchistes s'installant dans des villages pour monter des associations, il y a un même fil conducteur petit-bourgeois.

C'est l'idée de se « transformer soi-même » au lieu de changer le monde. De se « révolutionner » au lieu de faire la révolution.

C'est une forme d'attitude contre-révolutionnaire.

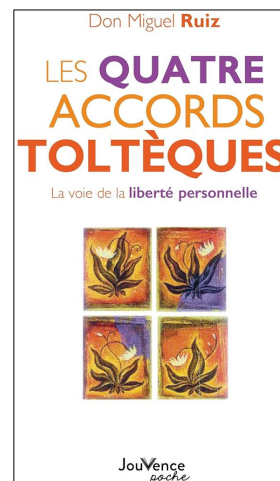
La philosophie « post-révolutionnaire » : le développement personnel

Résumons à grands traits en quoi consiste cette philosophie. Chacun aurait des frustrations intérieures à relâcher, et il faut oser aller vers sa chance. Cela présente un risque, mais c'est nécessaire pour son développement individuel.

Il faut suivre son élan intérieur, ne pas hésiter à rompre avec ceux qui nous bloquent, qui nous figent dans des postures.

Ce qui est horrible ici, c'est de s'apercevoir que la philosophie « post-révolutionnaire » est l'équivalente de celle du développement personnel. On est dans une tentative de « guérison » au moyen de l'adhésion à une communauté.

La preuve, c'est que toute la philosophie « post-révolutionnaire » se dépolitise toujours plus. Elle abandonne non seulement les principes, mais même l'idéologie, le fait de s'inscrire dans le patrimoine révolutionnaire historique.



Tant l'EZLN que le PKK, d'ailleurs, considèrent leurs débuts marxistes-léninistes comme une anomalie, plus que comme une erreur. On est dans une approche tout à fait « post-moderne », c'est-à-dire post-idéologique, post-politique.

La scène « post-révolutionnaire »

La philosophie « post-révolutionnaire » est au fond un rejet de l'Histoire, et c'est un prêt-à-porter pour des petits-bourgeois qui cherchent à échapper à la pression capitaliste sans pour autant tomber dans le communisme.

Cette scène est par conséquent présente dans le monde entier ; elle ne vise pas la révolution, mais une forme de rupture interne au système, par l'intermédiaire de communautés autogestionnaires. Son éventail de perspectives est extrêmement large.



Si on prend la Belgique, on a ainsi ATTAC, l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne, qui se situe dans la perspective de la revue *Le Monde Diplomatique*.

On a du côté politique le Parti du Travail de Belgique, anciennement marxiste-léniniste et passé dans la proposition d'une alternative depuis le système, par les élections. On a du côté activiste le Secours Rouge, qui lui s'oppose radicalement aux répressions et relève de l'extrême-gauche.

Dans ces trois cas, qui sont de nuances très prononcées, on est dans l'approche post-révolutionnaire. L'objectif d'une révolution dirigée par un Parti révolutionnaire n'est plus considéré comme une possibilité même théorique. Ce qui compte, c'est la mobilisation et la concrétisation immédiate d'un esprit post-révolutionnaire, au moyen d'une communauté agissante.

On est dans le regroupement communautaire : communauté de valeurs, communauté de luttes, communauté de repli.

C'est pourquoi l'ensemble des squats en Europe, lorsqu'ils sont politiques, sont très profondément marqués par cette démarche, avec une immense influence tant du PKK que des zapatistes mexicains par l'intermédiaire des « rencontres intercontinentales des peuples contre le néolibéralisme ».

Car l'ennemi est rarement désigné comme le capitalisme, et s'il l'est, alors les altermondialistes se désigneront comme « anticapitalistes ». Il ne s'agit pas pour eux de proposer un contre-projet, une contre-société. Il s'agit de « vivre » dans une communauté alternative.

La question de la révolution

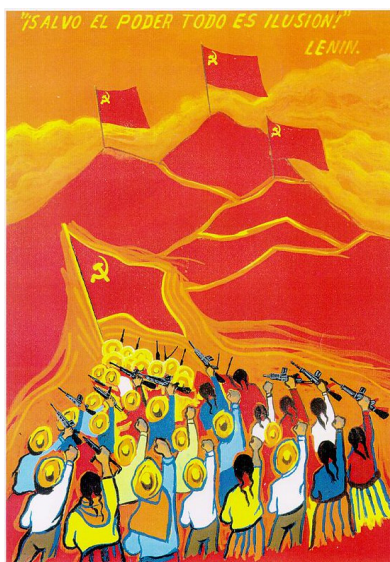
Il ne s'agit pas de faire ici tout un historique de l'altermondialisme, bien que cela soit nécessaire. Ce n'est cependant pas le moment ni l'endroit. Ce qui compte ici, c'est de s'apercevoir ici que l'idée même de révolution a disparu. Pour les gens façonnés par le 24 heures sur 24 du capitalisme, tout dépend du capitalisme.

On peut s'y opposer, et alors on s'attribue la définition de « révolutionnaire ». Mais il n'y a plus la perspective de mener la révolution. Même les trotskistes français de Lutte Ouvrière ont abandonné cette idée, alors qu'auparavant ils accordaient une grande valeur à la clandestinité.

Au mieux, on attend le « grand soir », avec une « grève générale ». Il est cependant considéré que ça viendra du capitalisme, de manière naturelle. L'altermondialisme considère que l'alternative vient depuis le capitalisme lui-même, par des petites communautés décrochant.

C'est l'idéologie commune au PKK et à l'EZLN, aux zadistes, et cela rejoint toutes les démarches identitaires « de gauche » en général : les LGBT, les communautaristes religieux ou ethniques, les milieux militants, les milieux associatifs, etc.

La perspective « révolutionnaire », c'est ici d'établir une communauté « différente ». Elle doit être « choisie » et pratiquer l'autogestion. C'est une vision petite-bourgeoise des choses, qui cherche une troisième voie entre capitalisme et communisme. ■



Seule une organisation matérialiste dialectique peut affirmer authentiquement la nation kurde et conduire la Révolution en Turquie

Le combat pour l'émancipation nationale kurde est historiquement porté par le PKK (Partiya Karkerên Kurdistan / Parti des travailleurs du Kurdistan), pratiquement depuis la fondation de cette organisation en 1978.

Certes, on peut considérer que le PKK est loin de représenter toute la nation kurde, ni même de faire l'unanimité auprès des masses kurdes, et plus important encore, l'idéologie portée par le PKK est une impasse inexcusable, car ayant contribué à égarer les énergies et à livrer le peuple kurde en tant que nation aux forces expansionnistes et impérialistes, sans l'avoir véritablement délivré des serres du féodalisme.



Néanmoins, autant pour les masses kurdes que pour de nombreuses organisations politiques, notamment de gauche, dans de nombreux pays, le PKK représente quelque chose, qu'on peut trouver fort et attachant également.

Cela tient au fait que l'on ne peut nier que le PKK a incontestablement fait avancer la cause nationale kurde, de manière paradoxale et incomplète, mais réelle.

C'est une situation profondément contradictoire : la capitulation totale du PKK était inéluctable, et en dépit des graves fautes de cette organisation, c'est là une défaite dramatique pour les masses kurdes, si l'on considère cette question sous l'angle national.

À la base même, il faut ici saisir l'importance des bases posées par Ibrahim Kaypakkaya sur la question kurde, et l'on doit ici renvoyer le lecteur au numéro 29 de *Crise* (janvier 2025) qui aborde plus précisément ce sujet de manière documentée.

Pour simplifier, on peut dire qu'Ibrahim Kaypakkaya a posé une ligne rouge, orientant la question kurde vers l'universel et la démocratie populaire, là où le PKK a fini par développer une ligne noire, fondée sur une approche particulariste et romantique, notamment sous la direction d'Abdullah Öcalan, avec finalement son « confédéralisme démocratique ».

Il va être ici question de clarifier en quoi la ligne du PKK a été une impasse historique inéluctable en analysant sur le fond son idéologie et ce qu'elle reflète sur le plan général. Cette clarification a en fait un haut intérêt idéologique au plan général, qui nous permet d'éclairer notre ligne Rouge, ce que nous proposons, notre vision du monde, notre perspective et nos valeurs, à travers l'analyse critique de cette question spécifique.

Nous allons structurer notre réflexion en quatre points, permettant de faire le tour de cette question, en partant du principe que l'ensemble de ces points s'articulent et constituent une vision d'ensemble profondément cohérente et tranchée.

1. D'abord, nous aborderons rapidement la question nationale kurde dans son contexte historique sur le plan conceptuel, jusqu'à la capitulation finale du PKK.
2. Ensuite, nous nous attaquerons au fond idéologique anti-matérialiste qui a aspiré le PKK jusqu'à sa défaite, c'est-à-dire toute cette soupe insupportable « post-marxiste », libertaire altermondialiste qui vole aujourd'hui en éclat sous les coups de buttoirs des exigences de la Crise.
3. Nous établirons les bases de la définition matérialiste dialectique la plus correcte possible à notre époque de la question nationale kurde.
4. Nous cadrerons fermement et de manière directive l'orientation que doivent suivre les révolutionnaires qui entendent mener, en Turquie comme en France, la rupture révolutionnaire face à l'État de leur pays.

1. LA QUESTION DU SEMI-FÉODALISME ET DE L'ANCIEN RÉGIME OTTOMAN

De manière différente de la majorité des peuples du Tiers Monde, les Kurdes ne se sont pas affrontés directement à l'impérialisme colonial d'un État capitaliste comme la France ou le Royaume-Uni par exemple.

Le processus de formation nationale s'est développé dans le cadre d'un empire féodal, en fait deux pour être précis : l'Empire ottoman et l'Empire persan.

Chacun d'eux étant bouleversé au cours du XIXe-XXe siècle en interne par la modernisation semi-capitaliste sur un mode bureaucratique, et en externe par les coups de buttoirs incessants de l'impérialisme des États bourgeois européens et de l'expansionnisme des Empires concurrents, austro-hongrois et surtout russe.

Au bout du compte, ces Empires se sont effondrés sur eux mêmes, incapables en interne de briser par une modernité bourgeoise nationale complète le féodalisme impérial, et démantelés par l'extérieur par les assauts de l'impérialisme.



Sur ce plan, le processus de formation de la nation kurde est plus proche de la situation des minorités nationales dans les autres grands Empires issus de féodalismes comparables comme l'Empire russe ou l'Empire chinois par exemple, davantage que de celle des peuples directement colonisés par l'impérialisme bourgeois, comme en Afrique ou en Asie du Sud.

Dans le cas kurde, comme l'a justement noté Ibrahim Kaypakkaya, l'impérialisme externe a même pu jouer un rôle relativement favorable par opportunisme, exactement comme pour le nationalisme grec, arménien ou bien arabe du Levant par exemple.

C'est ce qui explique que le mouvement décolonial de type universitaire ne s'intéresse pas vraiment au cas kurde, la situation coloniale ou même semi-coloniale n'y étant pas évidente, voire même trop lointaine et risquant d'apparaître comme une insurmontable contradiction idéologique, les décoloniaux ayant la prétention d'élever l'anti colonialisme au rang de vision du monde.



C'est d'ailleurs la même chose pour les autres minorités nationales issues d'Empires, comme pour les Arméniens, ou même les Ukrainiens par exemple.

Et inversement, lorsque les décoloniaux prétendent appliquer leur vision du monde à une nation opprimée issue d'un Empire féodal, comme par exemple les Palestiniens ou les Ouïghours, l'accent est mis à outrance sur le colonialisme, ou ses effets semi-coloniaux, mais jamais sur l'ancien régime impérial, c'est-à-dire sur le régime féodal et son héritage semi-féodal.

Dans le cas kurde, la question féodale est davantage prise en compte, cet aspect faisant voler en éclat les prétentions idéologiques des décoloniaux.

En revanche, la gauche libertaire s'intéresse grandement au cas kurde justement pour cela, et certaines organisations, relevant notamment du trotskisme comme par exemple le NPA, Révolution Permanente dans une moindre mesure ou même Lutte Ouvrière, tentent de fusionner l'approche décoloniale et libertaire, soutenant Kurdes et Palestiniens, avec le tour de force de ne pourtant jamais parvenir à saisir le cadre de fond.

Or, qui essaye de suivre les analyses de ces organisations sur ces sujets de manière sérieuse, c'est-à-dire armé de la science matérialiste dialectique, remarque les contorsions et les abstractions, voire le vide de celles-ci, comblées par les descriptions particularistes détaillant formellement la situation immédiate, pour mieux noyer l'absence de fond et de vision d'ensemble.

On va ici partir du principe que le lecteur connaît dans les grandes lignes l'idéologie du PKK, et même des autres mouvements nationalistes kurdes en Irak, en Turquie voire en Iran.

Sinon, on peut se reporter aux numéros de *Crise* disponibles abordant plus précisément cette question. Mais de toute façon on va être ici sévère, l'idéologie du PKK importe peu sur le fond, même s'il est toujours utile de la saisir sur la forme.

Pour poser le cadre de la réflexion, il faut se tourner vers l'*Appel à la paix et à une société démocratique* d'Abdullah Öcalan. On va revenir sur les éléments de langage qui trahissent la capitulation la plus complète devant le nationalisme pan-turc néo-ottoman du régime de la Turquie.

Mais avant tout, si on veut comprendre pourquoi au fond elle est une faute, on doit d'abord et surtout comprendre en quoi elle relève d'une idéologie d'ensemble fondamentalement erronée.

2. LA QUESTION DE LA MARGE COMME SIPHON OU NEXUS D'UN MODE DE PRODUCTION HISTORIQUE DÉTERMINÉ

En fait, comme pour toutes les idéologies particularistes tentant de se dresser formellement contre le capitalisme, ou du moins certaines de ses contradictions, en termes de contrastes culturels relatifs ou de différences de niveau de développement historique, l'idéologie du PKK se résume à la contradiction incontournable : ou bien affronter le capitalisme de fond en comble, en assumant le matérialisme dialectique, c'est-à-dire porter la Culture, l'universel, la Démocratie vers le Socialisme, ou bien tergiverser, tourner autour du pot en frelatant des idées de-ci de-là en cherchant à s'appuyer sur les marges du capitalisme en espérant faire quelque chose et se faire aspirer en fin de compte par lui.

Il faut ici remarquer une chose fondamentale sur le plan historique, propre à chaque mode de production que l'humanité a traversé, c'est la question de la marge.

Il est ici appelé marge toutes les forces sociales non pleinement engagées dans un mode de production historique, mais gravitant autour de lui, soit cherchant à en profiter, soit pour porter le nouveau, sur la base de la classe révolutionnaire en mesure de briser l'ancien.

Par exemple, le monarchisme, surtout dans sa version absolutiste, a constitué une telle marge du féodalisme : à la fois porteur d'une charge révolutionnaire en mesure de le renverser aussi bien que d'une relance devenant un nouveau centre, condensant en fait le féodalisme sur sa substance jusqu'à sa décadence la plus baroque.



Si on prend l'image de la matière animée par un mouvement comparable à celui d'un océan, s'élançant par vagues, la marge peut aussi bien être des siphons dans ces vagues, portés par un

courant contraire et s'asphyxiant sur eux-mêmes, que des nexus ascendant, s'élançant dans la direction même de la matière formant une vague nouvelle.



Pour filer la métaphore, l'idéologie du PKK est une affirmation marginale, finalement prise dans un siphon. L'échec du PKK a été dès lors complètement inévitable, c'est une fatalité déterminée et prévisible de par sa nature même.

Bien sûr, cette fatalité aurait pu, peut en partie, se transformer en son contraire, et aller au nexus, à la rupture révolutionnaire. Les éléments déterminant dans la différenciation de deux tendances, des deux lignes, sont en réalité d'abord qualitatifs.

Le PKK, lui, a misé sur la quantité, en développant une idéologie alternative se voulant unificatrice, à défaut d'être véritablement universelle. Il s'agit du « confédéralisme démocratique ».

En fait, cette idéologie ne peut finalement n'être rien d'autre qu'une dérivation marginale du capitalisme lui-même, une variation de son alternative libertaire tendancielle, qui du français Jean-Jacques Rousseau (1712-1778) à l'américain Thomas Jefferson (1743-1826), en allant jusqu'à l'inévitable Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865) qui idéalise un anarchisme bourgeois, fondamentalement capitaliste, mais s'imaginant être au-delà de celui-ci.

On est à la croisée de l'anarchisme comme individualisme et l'esprit fédéral d'un pays comme la Suisse.

Maintenant regardons le parcours de la nation kurde. Des lors que la modernité capitaliste s'installe quelque part, et aujourd'hui on peut considérer que l'ensemble de la planète a été atteinte et transformée de manière différenciée et contrastée, il n'y a plus de réelle et entière situation féodale ou arriérée, on peut alors parler par exemple de semi-feodalisme.

Le processus national kurde s'est ainsi élancé avec l'essor des premières bases du capitalisme, avec la mise en place d'un marché structuré et élargi dans le cadre du féodalisme avancé. Ce n'est donc pas un phénomène récent, et d'ailleurs les nationalistes kurdes du PKK revendiquent assez correctement ce processus, sur une base comparable à celle énoncée dans les grandes lignes par Ibrahim Kaypakkaya.

Parvenu à notre époque, si les nationalistes de gauche kurdes ne sont pas allés vers le matérialisme dialectique, vers la démocratie populaire et l'universel comme tendance, alors ils ne peuvent qu'être des libertaires bourgeois ou des réactionnaires.

Soit ils tentent de parvenir à une société bourgeoise inatteignable, soit ils se vendent comme force féodale. La seule autre option étant la révolution démocratique, que le PKK a abandonné.

La situation très particulière, qui a permis de faire illusion, est la guerre civile syrienne avec le soulèvement armé dans la zone kurde et l'établissement du Rojava. On a alors, en apparence, la réalisation de l'utopie confédéraliste du PKK.

Mais depuis que la seconde Crise du capitalisme a commencé en 2020 et que la guerre pour le repartage du monde est à l'ordre du jour de la part des pays avancés (impérialistes) comme des pays secondaires du capitalisme (de type semi-féodal semi-colonial), une telle utopie n'a plus sa place.



Face à la pression générale, une telle utopie comme celle du Rojava doit renoncer à son idéalisme crypto-capitaliste et se convertir au matérialisme dialectique en assumant sa base nationale authentique, dans un effort pénible et douloureux, soit capituler devant les forces réactionnaires et se convertir en support néo-féodal.

Expliquons bien pourquoi on parle d'idéologie crypto-capitaliste pour le PKK. Prenons l'universitaire américain James C. Scott (1936-2024), professeur de l'université de Yale, dans le Connecticut, au cœur même de l'anarchisme libertaire-libertarien Yankee du Nord-Est des États-Unis.

Quand on aura dit qu'il a été un agent de liaison à la CIA lors de ses recherches en Malaisie et à Paris, pour surveiller particulièrement les étudiants de gauche, on aura compris ce qu'il faut penser d'une telle personne.

Il est intéressant de voir comment sa systématisation conceptuelle de la pensée libertaire nous révèle toute la vanité de l'idéologie du PKK, qui n'est qu'une déclinaison de la dérive libertaire du capitalisme avancé, notamment dans ses marges.

James C. Scott parle fondamentalement de l'anarchisme, mais il prétend qu'il s'agirait là d'une tendance historique remontant même au néolithique.

En fait, il considère que l'histoire de l'Humanité se résume à la lutte entre d'une part le collectivisme, produisant l'État et sa culture rationnelle et mathématique, puissante, sécurisée et aliénante, et de l'autre une gamme infinie d'alternatives libertaires s'y opposant au nom fondamentalement de la liberté irréductible de l'individu et de son particularisme. Pour saisir par un nom général cette gamme de particularisme, il utilise le terme grec de Métis.

James C. Scott pense également que les peuples d'une vaste zone montagneuse d'Asie, allant de l'Afghanistan à l'Indochine, sont depuis des siècles en résistance libertaire contre le collectivisme, ce qu'il appelle la Zomia.

En fait, James C. Scott étire sur toute l'histoire ce qu'il constate à notre époque, en pensant que toutes les marges sont anarchistes et que tous les modes de production sont collectivistes. On voit tout de suite le rapprochement possible. La lutte du PKK relèverait ici d'une telle soi-disant Métis sur le fond, comme celle des zapatistes du Mexique ou des zadistes.

Surtout, selon James C. Scott, il existerait de telle Zomia partout dans le monde et dans l'histoire, affirmant le particularisme et la liberté dans un esprit communautaire fédéraliste, dont l'aboutissement est pour lui le capitalisme américain tel que l'a défini Thomas Jefferson, et l'économie de marché telle que l'a exprimée Friedrich Hayek.

Si James C. Scott s'est défendu d'être un libertarien, c'est surtout parce qu'il considère que les libertariens ne s'opposent pas assez à l'État et trahissent l'anarchisme du capitalisme qu'ils prétendent défendre. En somme, James C. Scott s'intoxique de ses propres illusions, exactement comme le fait le PKK en Turquie.

Pris dans les griffes de l'islamisme nationaliste de l'AKP, son idéologie est une sorte de déclinaison du libertarianisme américain appliquée à un pays semi-féodal semi-bureaucratique en expansion secondaire dans le capitalisme en crise de notre époque. L'idéologie du PKK ne pèse donc pas lourd.



Les islamistes turcs sont tout à fait prêt à admettre certaines idées nationales libertaires des kurdes, à condition de les fondre dans leur propre idéologie qu'est l'ottomanisme au plan général, avec une approche municipaliste locale, peu éloignée au fond de ce que raconte une personne comme Öcalan, qui peut voir sur ces points des convergences, c'est-à-dire un espace pour négocier une capitulation de fait.

Mieux même encore, les islamistes peuvent détourner les velléités libertaires du PKK vers leur propre idéologie décoloniale impériale, affirmant que l'État néo ottoman islamiste ne serait rien d'autre sur le fond que ce que le PKK appelle le confédéralisme démocratique, dès lors qu'il ne remet plus en cause le semi-féodalisme et l'islam comme morale réactionnaire devant encadrer les masses, et que le PKK se fonde de lui même dans l'expansionnisme turc.

Il est vrai que cela fait beaucoup, mais c'est bien le PKK qui veut cesser la lutte armée. Et ainsi au lieu de critiquer l'État turc comme fasciste, il s'agirait dès lors pour la mouvance du PKK de critiquer le « colonialisme » de l'Occident, en s'alliant avec l'État turc vu comme noyau du néo ottomanisme impérial dont les Kurdes sont une part.

Cette perspective est espérée, avec une jubilation non masquée, par le dirigeant du parti nationaliste MHP (Milliyetçi Hareket Partisi : Parti du mouvement - au sens de mise en action - nationaliste), Devlet Bahçeli, que mentionne d'ailleurs, en le saluant, le message d'Abdullah Öcalan !

Rien que cela d'ailleurs dit tout, mais il faut prendre alors le temps de connaître la position de Bahçeli et sa réponse à ce communiqué (publié le 1er mars 2025 sur le site du MHP) :

« Il est connu de tous que les troubles politiques, les conflits armés, les fissures systémiques et de nombreuses autres distorsions émergentes empoisonnent l'atmosphère de paix, de tranquillité et de sécurité de l'humanité. L'image d'un monde dont la stabilité a été mise à mal et dont la volonté a été enchaînée se présente à nous, avec tous ses risques et ses incertitudes. On ne sait pas par quels moyens l'équation politique mondiale, qui comporte de nombreuses inconnues, sera résolue, et même si elle l'est, quelles en seront la fin et les conséquences, et c'est aussi un mystère complexe sur lequel il faut méditer.

Simultanément à la montée des crises morales, spirituelles et juridiques, les conflits géopolitiques, les confrontations économiques et les confrontations stratégiques gagnent constamment de nouvelles positions et acquièrent des dimensions différentes. Dans des environnements et des conditions aussi chaotiques, une opportunité historique s'est ouverte pour la Turquie.

L'héritage civilisationnel et la magnifique existence de notre nation dont nous héritons sont notre seule garantie contre les menaces régionales et mondiales. La nation turque a fait de l'Anatolie sa patrie géographique depuis mille ans. Bien sûr, un prix élevé a été payé durant cette période millénaire. L'honneur de notre destinée, le symbole de notre sainteté, notre patrie bien-aimée a également trouvé son véritable sens et son contenu avec l'unité et la fraternité de l'essence humaine qui vit dans cette Anatolie géographique.

Cela a été enregistré et documenté à travers l'observation de siècles durant lesquels nous n'étions, non pas des locataires ou des visiteurs temporaires, nomades, saisonniers dans la géographie anatolienne, la somme totale et la source de fierté d'une formidable conscience de fraternité, immense et profondément enracinée. Telle est la nation turque.

Les nombreuses peines vécues jusqu'à présent n'ont pas pu jeter une ombre sur la croyance religieuse véritable et le désir de vivre ensemble. Les jeux maléfiques de l'impérialisme mondial ont été déjoués par la détermination sans précédent de la solidarité nationale. Tous nos compatriotes qui ont donné leur sang, leur couleur, leur âme et leur corps à la nation turque sont devenus les soldats d'une noble étreinte qui se concentre bien au-delà des différences régionales, linguistiques et culturelles partielles.

La République de Turquie combat l'organisation terroriste séparatiste PKK depuis 1984. Cette lutte est juste, légitime, légale et mérite certainement le plus haut niveau d'appréciation et de condoléances mutuelles. Finalement, l'aube d'une Turquie sans terreur dans le nouveau siècle est arrivée, et donc, le lever du soleil de la paix et de la tranquillité nationales est à nos portes.

La déclaration lue au public par la délégation du DEM le 27 février 2025 et rédigée à İmralı est précieuse et importante du début à la fin. L'organisation terroriste PKK, qui a tenu son premier congrès dans le village de Fis du district de Lice à Diyarbakır le 27 novembre 1978 et qui visait à établir un Grand Kurdistan dans le cadre marxiste-léniniste, a été appelée par son leader fondateur à dissoudre sa structure organisationnelle après 47 ans.

Les déclarations de Kandil viennent appuyer et compléter cet appel, et sont tout à fait satisfaisantes. Le fait que les meneurs de l'organisation terroriste PKK à Qandil se soient unis autour d'İmralı et aient soutenu l'appel du 27 février est une preuve de cohérence organisationnelle à ce stade et est dans l'intérêt de tous.

Obtenir des résultats grâce au terrorisme est un rêve irréaliste. Il est désormais impossible de tolérer l'incendie criminel et l'atteinte à l'intégrité territoriale de la fraternité turco-kurde, et il est vain de poursuivre une telle erreur. L'appel a été lancé à toutes les composantes de l'organisation séparatiste ; leur soumission et leur succès ajouteront de la force au pouvoir de la Turquie dans le nouveau siècle, et rendront la confrérie millénaire plus agile d'une part et plus solide d'autre part.

Le Parti du mouvement nationaliste est reconnaissant, au nom de la grande nation turque, à tous ceux qui apportent une contribution sincère à la cause d'une Turquie sans terrorisme et soutiennent le processus de démocratisation sans aucune condition préalable. Dénigrer l'appel du 27 février en revanche relève d'un complot insidieux ourdi par des personnes mal intentionnées au sein des médias, afin de saper les mesures prises vers la paix et la tranquillité.

Je veux qu'il soit clairement dit que ceux qui tentent de diluer le désir d'une Turquie sans terreur et de troubler l'atmosphère d'optimisme prudent sont des sous-traitants, ayant des mentalités antinationales qui alimentent le moulin du séparatisme et profitent de la poursuite des attaques sanglantes du terrorisme.

« Qu'est-ce qui a été donné ? (Souligné ainsi dans le communiqué) disent-ils. On ne peut pas parler de l'innocence et de la raison de ceux qui posent des questions telles que celle-ci ou que « Qu'est-ce qui a été pris ? » , tous ceux qui font des grimaces et qui gâchent l'atmosphère positive. (Souligné ainsi dans le communiqué).

La source d'exploitation de ceux qui ont peur de la dissolution du PKK se tarira, et la Turquie entrera dans un magnifique réveil au cours du nouveau siècle. En accordant la plus grande attention aux médisants, en restant vigilant face aux provocations des groupes marginalisés et en s'opposant aux scénarios des pays qui convoitent nos régions voisines de manière opportune et préparée, les portes d'une période entourée de violence et de trahison seront fermées pour ne plus jamais être ouvertes.

Il est essentiel qu'aucun compromis ne soit fait dans la lutte contre le terrorisme.

Le siècle turc sera établi et assuré par la coopération et l'union des forces, sans tomber dans les pièges absurdes de cercles si desséchés et pourris dans la pensée, le cœur, l'esprit et la conscience qu'ils ne savent pas que l'État ne négociera pas.

La nation turque est en train d'écrire une nouvelle histoire. Il n'y aura jamais de place dans ces pages de l'histoire pour ceux qui s'opposent à la patrie et à la nation.

Je célèbre une fois de plus le mois sacré du Ramadan de notre chère nation et du monde turco-islamique, et je prie Dieu de toujours préserver notre unité, notre solidarité et notre fraternité. Une Turquie sans terreur, une Turquie en paix, une Turquie de superpuissance, qui est un objectif à atteindre immédiatement, pas demain, et il est confié à notre honneur politique. »

On saurait être plus clair, et on mesure l'ampleur de la capitulation en identifiant comment le communiqué du PKK reformule avec ses pseudo-termes démocratiques, le lexique martial et nationaliste du MHP, qui en quelque sorte met les points sur les i.

Soulignons certains points. On voit que ce que le MHP appelle la fraternité géographique avec les peuples d'Anatolie, qui auraient vocation à se fondre dans la « sainte » nation turque, est appelé par le PKK « relation historique, devenue extrêmement fragile, sans exclure l'esprit de fraternité ni le respect des croyances ».

Ou comment la notion expansionniste de « Siècle turc » est qualifiée de « deuxième siècle de la République ». Bref, le PKK tente de jouer sur les mots, là où le MHP, devant lequel il vient de s'incliner, clarifie sans fard les termes.



Et encore, l'alignement est même parfois total, notamment sur le soi-disant anti-impérialisme du régime turc, auquel le PKK se soumet avec une obséquiosité totale, confirmant ce qui a été analysé dans les précédents numéros *de Crise*.

On peut penser que le prix idéologique à payer est énorme, mais dès lors que la base capitaliste turque est plus solide que celle du PKK, qui n'existe que dans la quantité, et ne peut donc rivaliser avec une force qui qualitativement dit la même chose et tend vers la même direction avec une maîtrise plus profonde des villes et de l'appareil de production industriel, offrant l'accès à une certaine massification de la consommation, le sol se dérobe littéralement sous les pieds du PKK.

De fait, les Kurdes du PKK sont au pied du mur. À moins de capituler et de se laisser entraîner toujours plus loin dans la fuite en avant générale du capitalisme en crise, il leur faut faire un saut qualitatif en sens inverse de la direction prise jusque là, et sortir du siphon de l'effondrement du

capitalisme, dans lequel depuis les années 1980-1990 ils ont cru voir un élan révolutionnaire de manière erronée, pensant tirer leur épingle du jeu en profitant de l'élargissement du capitalisme à cette époque.



C'est toute la valeur de la ligne d'Ibrahim Kaypakkaya qu'il leur faut redécouvrir, assumer, arborer et approfondir pour s'élancer dans l'authentique Nexus révolutionnaire en rompant avec toutes les illusions libertaires, qui ne conduisent qu'à la capitulation, peu importe leur forme.

L'heure du matérialisme dialectique a sonné, et l'époque qui s'ouvre appelle à trancher dans le vif et choisir nettement son camp entre celui de la bourgeoisie et du capitalisme et celui de la révolution et du socialisme. Entre ces deux camps, il n'y a plus d'espace marginal possible pour tergiverser.

3. LA QUESTION DE LA NATION KURDE

La question nationale kurde a été posée et résumée dans son principe par le grand révolutionnaire Ibrahim Kaypakkaya (1949-1973) :

« Les nations émergent à l'aube du capitalisme, pas quand elles atteignent la limite ultime de leur développement.

Quand le capitalisme entre dans un pays, quand il se déplace dans une région, dans une certaine mesure et quand il unit les marchés dans ce pays, dans cette région, dans une certaine mesure, les communautés qui possèdent les autres caractéristiques d'être une nation sont alors considérées comme étant devenues une nation. Si ce n'était pas le cas, il faudrait considérer que toutes les communautés stables dans tous les pays et les régions reculés où le développement capitaliste est limité ne sont pas des nations (...).

Dans cette optique, il faudrait accepter qu'il n'y ait eu absolument aucune nation en Turquie au cours de ces années. Aujourd'hui le féodalisme existe dans des parties du monde reculées et opprimées, en Asie, Afrique, et en Amérique latine à des degrés divers.

Selon cette logique il faudrait accepter que les nations n'existent pas dans ces régions et pays économiquement arriérés. Il est très clair que la théorie qui prétend que les Kurdes ne constituent pas une nation est un non-sens du début à la fin, contrairement aux faits, et, dans la pratique, nuisible.

Elle est nuisible car une telle théorie est bénéfique seulement pour les classes dirigeantes des nations qui oppriment, exploitent et dominent. Ils pourront ainsi trouver une justification à l'oppression nationale et à la cruauté qu'ils infligent aux nations opprimées, dépendantes et soumises, aux privilèges qu'ils s'octroient et aux inégalités qui en découlent. (...)

Le Traité de Lausanne (traité de paix établissant les frontières de la nouvelle République de Turquie en 1923) a divisé les Kurdes entre les différents États.

Les impérialistes et le nouveau gouvernement turc ont fixé les frontières en marchandant, en violant le droit de la nation Kurde à l'autodétermination et en ignorant ses aspirations et ses désirs.

De cette façon, la région du Kurdistan a été divisée entre l'Iran, l'Irak et la Turquie.

À ce stade, passons à un autre point : il est sans aucun doute injuste que le droit du Kurdistan à l'autodétermination ait été piétiné et déchiré en morceaux par le Traité de Lausanne.

Et comme l'a dit le camarade Lénine à une autre occasion, c'est le devoir des partis communistes de protester contre cette injustice et de faire prendre constamment honte à toutes les classes dirigeantes sur ce sujet. »

En conséquence, Ibrahim Kaykappaka fixe deux principes à l'action des révolutionnaires dans la lutte concernant cette question, qui sont toujours ici la doctrine que nous arborons et revendiquons : le principe de la double lutte contre l'oppression nationale et contre l'oppression de classe, et le principe de l'autodétermination au nom des intérêts de la révolution.

La question nationale, principale pour les courants guévaristes, rebouillis aujourd'hui dans les courants décoloniaux et altermondialistes, est secondaire pour Ibrahim Kaypakkaya, dans la mesure où *c'est le maintien d'une forme de féodalisme qui permettait la domination impérialiste, et non l'inverse.*

Raison pour laquelle nous parlons de situation semi-féodale semi-coloniale, dans cet ordre précis. Ibrahim Kaypakkaya présente cela de la manière suivante :

« L'oppression nationale utilisée par la bourgeoisie et les propriétaires de la nation dominante pour le « marché » et par la bureaucratie au pouvoir pour des « objectifs de caste » peuvent aller jusqu'à l'usurpation des droits démocratiques et les tueries en masse (c'est-à-dire le génocide). Il y a de nombreux exemples de génocide en Turquie.

L'oppression des travailleurs des peuples minoritaires de cette manière acquiert une double qualité.

Premièrement il y a l'oppression de classe utilisée contre les travailleurs afin d'exploiter et d'éradiquer la lutte de classe ; deuxièmement, il y a l'oppression nationale mise en œuvre pour les objectifs mentionnés plus haut contre toutes les classes des nations et des nationalités minoritaires.

Les communistes ont fait la distinction entre ces deux formes d'oppression, parce que, par exemple, tandis que les bourgeois Kurdes et les petits propriétaires s'opposent à la seconde forme d'oppression, ils supportent la première. En ce qui nous concerne, nous sommes opposés aux deux formes d'oppression.

Afin d'éradiquer l'oppression nationale, nous supportons la lutte de la bourgeoisie Kurde et des petits propriétaires, mais, d'un autre côté, nous devons nous battre contre eux pour mettre un terme à l'oppression de classe.

(...) Le mouvement communiste en Turquie est seulement tenu de résoudre de la meilleure façon, la plus correcte, la question nationale dans les frontières de la Turquie. Si les partis communistes en Irak et en Iran trouvent la meilleure solution pour la question nationale du point de vue de leurs propres pays, alors l'injustice historique en question n'aura plus aucune valeur ou plus aucune importance.

Pour nous inclure l'unification de l'ensemble du Kurdistan serait malsain pour cette raison : ce n'est pas quelque chose que nous devons décider. C'est quelque chose que la nation Kurde décidera elle-même.

Nous défendons le droit à l'autodétermination de la nation Kurde, qui est, le droit de créer son propre État indépendant. Nous laissons à la nation Kurde elle-même le soin de décider si elle exerce ce droit ou dans quelles conditions elle l'exerce. »

Le problème qui se pose sur le fond, et que le PKK a échoué à comprendre et assumer correctement, c'est celui de la définition, dans un sens matérialiste dialectique, c'est-à-dire scientifique, de ce qu'est concrètement la nation kurde, en tant que catégorie.

Dans son communiqué, Öcalan ne parle d'ailleurs même plus de nation kurde. L'idée de nation est employé ou bien pour rejeter justement les dérives nationalistes kurdes séparatistes, ou bien pour justifier l'État-nation turc existant.

Désormais, Öcalan parle des Kurdes comme d'une « réalité », comme d'une « communauté » et mieux même comme d'une « identité ».

C'est là en fait l'aboutissement d'une erreur fondamentale que le PKK n'a jamais pu ni surmonter ni même clarifier, celle de considérer la nation *comme une substance absolue et non comme une qualité historique*. C'est là une ligne idéologique majeure de démarcation.

Pour la gauche révolutionnaire, celle armée fermement du matérialisme dialectique, la nation est une qualité, et on martèlera ici l'excellente définition de Staline en 1949 :

« Les hommes soviétiques considèrent que chaque nation, qu'elle soit grande ou petite, possède ses particularités **qualitatives**, son caractère spécifique qui n'appartient qu'à elle et que ne possèdent pas les autres nations.

Ces particularités sont l'apport que chaque nation fait au trésor commun de la culture mondiale et qui la complète et l'enrichit. »

Concevoir la nation comme une substance amène à se préserver d'avoir à la définir précisément.

Non pas alors que l'histoire de la nation ne compte pas, mais celle-ci existante dans ses membres de manière évidente, nul besoin de préciser justement. On est alors Kurde comme au plus profond de soi, sa personne étant toute entière confondue avec le fait d'être kurde.

On parlera alors d'identité, de la personne et de la nation, on parlera d'âme kurde, au sens d'une substance transcendante, définissant l'individu comme singulier d'un être abstrait l'englobant, et on tombera implacablement dans le mysticisme irrationnel, dans le fétichisme.

Qui connaît le PKK sait que le mysticisme national a été valorisé de manière extrêmement approfondie, et il n'est pas du tout étonnant qu'en Allemagne il ait eu un écho très grand dans une gauche incapable de couper les ponts avec le mysticisme allemand qui s'est maintenu par-delà la défaite du national-socialisme.

Le matérialisme dialectique dit que la nation est une réalité qualitative et accorde une attention particulière à l'histoire et au folklore national. On parlera alors d'esprit national sans fétichisme de la tradition, car alors on est kurde comme un état, fruit d'un processus de transformation et soumis à de nouveaux processus et donc au bout du compte appelé à se fondre dans un nouvel état.



Cette clarification est absolument nécessaire pour comprendre ce qu'est la nation au sens scientifique et rejeter, écraser totalement toute définition, ou toute tendance à définir la nation de manière fétichiste, mystique ou identitaire.

On pourrait dire qu'Abdullah Öcalan n'est pas tout à fait dans une définition de la nation comme substance, mais cela est faux. Au mieux, il relève d'une magouille existentialiste, tentant de maquiller son fétichisme derrière un pseudo-matérialisme, en disant que les Kurdes sont une réalité, comme un existant, se traduisant ensuite et dès lors dans une essence communautaire ou identitaire.

Ce qui revient faire de la nation une substance en tentant de ne pas tomber dans le mysticisme le plus complet.

Est-ce à dire que l'humanité comme espèce, comme matériel biologique, n'aurait aucune substance ? Pas du tout. Le matérialisme dialectique distingue en fait l'être qui relève de l'humanité comme matériel historique et l'être qui relève de l'humanité comme matériel biologique.

L'Humanité est ainsi kurde, turque, arménienne, française etc, comme elle a été persane, ottomane, gauloise de telle cité etc. L'Histoire produisant des qualités relatives en transformation, s'empilant les unes les autres.

Mais l'Humanité est aussi une substance de la biosphère, c'est même là son horizon absolu que de se fondre dans le Cosmos comme matière éternelle en sortant de la relativité de ses qualités historiques distinctives. Le narcissisme réactionnaire de la confusion ontologique, c'est-à-dire attribuant une substance absolue, vitale à des phénomènes ethniques ou nationaux, est une énorme et impardonnable erreur.

Maintenant, essayons de comprendre la nation kurde sur le plan qualitatif. Cela mériterait une bibliothèque entière bien sûr, mais pour saisir le principe, on va s'appuyer sur une analyse de l'œuvre du grand poète Ahmedê Khanî, parfois écrit Ehmedê Xanî (1651-1706)

Ce dernier est considéré comme le fondateur des lettres kurdes, et donc comme disons la première manifestation d'un esprit national kurde avancé. Son œuvre la plus célèbre est un long poème appelé *Mem et Zîn*, qui de manière très classique dans la littérature persane, raconte une histoire d'amour contrariée, mais au-delà, il s'agit aussi d'une exposition du « problème kurde » (*Derdê me* c'est-à-dire « Notre douleur »).

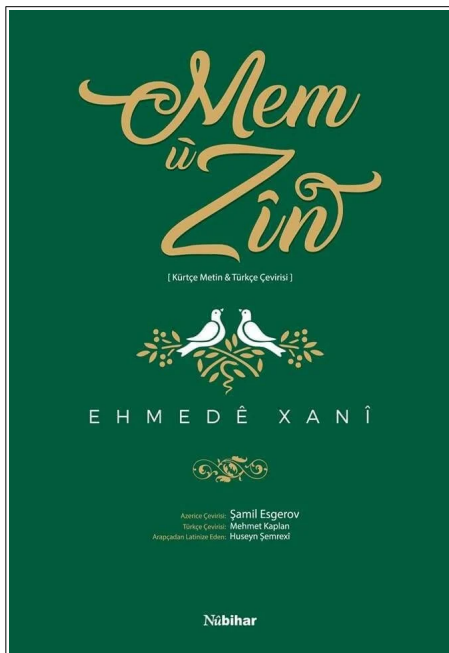
Ahmedê Khanî assume totalement la nouveauté (bid'et) d'assumer la langue kurde à l'écrit, dans la perspective de donner aux Kurdes une dignité nationale, en rupture avec le mépris entretenus par la littérature arabe d'alors au sujet des Kurdes. Il affirme cela en disant :

Manendê durê lîsanê kurdî
Ekrad bê ma'rîfet in, bê esl û binyad.
(v. 239-240)
Il mit en ordre les perles de la langue kurde
Afin que nul ne puisse dire (que les kurdes) sont sans connaissances, sans généalogie
ni œuvres.

Et un des passages les plus expressifs :

Ev meywe eger ne abîdare Kurmancî ye, ew qeder li kare
Ev tifle eger ne nazenîn e
Nûbar e, bi min qewî ezîze
Mehbûb e, lîbas û goşîwar e
Milkêd-î min in, ne mistaere"
(v. 343-345)
Même si ce fruit n'est pas juteux,
C'est un kurde pur,
Même si cet enfant n'est pas délicat,
Ce fruit pour moi est très doux,
Même si ce fruit n'est pas savoureux,
Cet enfant pour moi est très précieux.

Bien sûr Ahmedê Khanî reste un poète féodal, qui encense l'organisation tribale des Kurdes (les eşiretî), et sa lecture peut justement tout aussi bien se faire de manière romantique, en cherchant une supposée âme kurde substantielle, qu'inversement de manière scientifique, en relevant ici une étape significative de l'affirmation nationale kurde, propre à son époque, mais traduisant un processus.



Le PKK n'a jamais franchement tranché sa position sur cette question culturelle majeure par exemple, alors qu'il y a là un point capital sur le plan idéologique, comme on l'aura donc bien compris.

Notons enfin que Ahmedê Khanî n'affirme d'ailleurs pas les Kurdes unilatéralement comme une nation. Déjà toute l'histoire même de *Mem et Zîn* reformule des éléments de fables et de contes repérables dans toute l'Anatolie et en Perse, et mieux encore, elle s'inscrit totalement dans la culture féodale turco-persane.

Ainsi, Ahmedê Khanî idéalise la monarchie sassanide, exactement sur la base de ce qu'en a dit le grand poète persan Ferdowsi (940-1020), dont il fait des Kurdes les descendants et les héritiers, comme les Arméniens se prétendent à la même

époque descendants et héritiers des Arsacides de leur côté.

De même, il fait des Kurdes les gardiens d'une connaissance religieuse universelle et véritable, au sens d'une gnose, participant à ce mysticisme persan qui se développe à cette époque, qui s'exprime aussi bien dans le chi'isme que dans les confréries arméniennes ou turques (les akhi) dans lesquelles d'ailleurs il arrive que des notables lettrés des uns et des autres se retrouvent.

En fait, Ahmedê Khanî a conscience que les Kurdes participent d'un Empire au sens féodal et à son idéologie, et il entend affirmer la dignité, voire l'éminence des Kurdes, à y participer. Cela vient du fait que la nation kurde qui se forme alors ne peut se comprendre sans ses milles et uns liens qui l'unissent aux Arabes, aux Persans, aux Turcs ou aux Arméniens.

D'ailleurs, la tombe de Ahmedê Khanî se trouve à Beyazit, au pied de l'Ararat, jadis entouré de villages arméniens, à proximité des grandes villes turco-persanes de l'Azerbaïdjan iranien.

Le particularisme national des Kurdes, tout comme des Arméniens d'ailleurs, est donc très relatif, dans la mesure où l'Ancien Régime ottoman n'a pas été renversé de l'intérieur, et que en conséquence sa base féodale n'a pas été affronté.

Malgré la différence linguistique, la seule en fait qu'exprime Ahmedê Khanî, de multiples qualités communes unissent fortement les peuples kurdes et turcs au plan national, mais dans une dimension semi-féodale.

C'est là que l'on comprend toute la justesse de l'analyse d'Ibrahim Kaypakkaya, qu'il n'a pas eu le temps de pousser : lutter contre le féodalisme, c'est en fait et authentiquement lutter en faveur de l'émancipation nationale kurde.

Ne pas avoir clairement exposé et compris cela, explique l'implacabilité, et même la facilité, avec laquelle le nationalisme turc et son idéologie pan turque et néo-ottomane ont avalé le PKK.

À penser qu'il existe une substance nationale, le nationalisme kurde s'exposait à un risque génocidaire face au nationalisme turc, persuadé lui aussi de ce même fantasme, et dès lors on ne peut aller qu'au racisme et au cannibalisme des uns contre les autres.

Puis, comme rien ne fonctionne, il ne reste plus qu'à capituler en reconnaissant que la substance était la même, que les Turcs sont comme le dit Bahçeli « la somme totale et la source de fierté d'une formidable conscience de fraternité, immense et profondément enracinée dans la géographie anatolienne ».

Dans tous les cas, c'est la nation kurde qui est véritablement trahie, et les masses que l'on livre pieds et poings liés au nationalisme turc.

4. La question de la nation kurde et de l'État

Ibrahim Kaypakkaya pose la question nationale kurde dans le cadre des États ayant émergés de l'effondrement des Empires ottomans et persans.

On a vu qu'il ne pose pas comme fondamental la question de faire émerger un État kurde, malgré les conséquences du traité de Lausanne de 1923, qui divise le peuple kurde entre la Turquie, l'Irak et l'Iran disait-il, à quoi bien sûr on peut ajouter la Syrie.

Il faut avoir à l'esprit que ce traité, fondant au plan international la reconnaissance de la République de Turquie, fondée et dirigée par Mustapha Kemal, surnommé *Atatürk* (1881-1938), mettait aussi fin aux dispositions, jamais appliquées, du traité de Sèvres de 1920, qui reconnaissait l'existence d'un Kurdistan dans la région de Diyarbakir, au Sud-Est de l'actuelle Turquie.

Tout en prenant acte de ces dispositions injustes, Ibrahim Kaypakkaya assume cependant la position établie par Lénine dans le cadre de la Révolution en Russie durant l'année 1917, exprimée dans l'ouvrage classique *L'État et la révolution*. La thèse principale de Lénine est que l'État est le produit de l'antagonisme entre les classes. Par conséquent, il s'éteint au fur et à mesure que, dans l'étape du socialisme, les classes disparaissent, parvenu dans le communisme, il n'existe plus d'État.

Ce qui se pose ici, c'est le remplacement de l'ancien par le nouveau et le rapport entre les masses et l'État durant la période socialiste à venir, jusqu'à ce qu'avec le Communisme, l'État disparaisse avec son dépérissement parallèle au développement dialectique du niveau des masses.

Dès lors, la fondation par les révolutionnaires d'un nouvel État au nom de la lutte nationale ne peut pas apparaître comme une exigence de premier plan. Cela peut se justifier, mais de manière conditionnelle à l'exigence principale, c'est-à-dire faire avancer les intérêts de la Révolution.

Voici comment Lénine présente sa thèse :

« La différence scientifique entre socialisme et communisme est claire.

Ce qu'on appelle communément socialisme, Marx l'a appelé la « première » phase ou phase inférieure de la société communiste.

Dans la mesure où les moyens de production deviennent propriété commune, le mot « communiste » peut s'appliquer également ici, à condition de ne pas oublier que ce n'est pas le communisme intégral.

Le grand mérite des explications de Marx est d'appliquer, là encore, de façon conséquente, la dialectique matérialiste, la théorie de l'évolution, et de considérer le communisme comme quelque chose qui se développe à partir du capitalisme.

Au lieu de s'en tenir à des définitions « imaginées », scolastiques et artificielles, à de stériles querelles de mots (qu'est-ce que le socialisme ? qu'est-ce que le communisme ?), Marx analyse ce qu'on pourrait appeler les degrés de la maturité économique du communisme.

Dans sa première phase, à son premier degré, le communisme ne peut pas encore, au point de vue économique, être complètement mûr, complètement affranchi des traditions ou des vestiges du capitalisme. De là, ce phénomène intéressant qu'est le maintien de l'« horizon borné du droit bourgeois », en régime communiste, dans la première phase de celui-ci.

Certes, le droit bourgeois, en ce qui concerne la répartition des objets de consommation, suppose nécessairement un État bourgeois, car le droit n'est rien sans un appareil capable de contraindre à l'observation de ses normes. Il s'ensuit qu'en régime communiste subsistent pendant un certain temps non seulement le droit bourgeois, mais aussi l'État bourgeois – sans bourgeoisie !

Cela peut sembler un paradoxe ou simplement un jeu dialectique de l'esprit, ce que reprochent souvent au marxisme ceux qui n'ont jamais pris la peine d'en étudier, si peu que ce soit, la substance éminemment profonde. En réalité, la vie nous montre à chaque pas, dans la nature et dans la société, des vestiges du passé subsistant dans le présent.

Et ce n'est point d'une façon arbitraire que Marx a inséré dans le communisme une parcelle du droit « bourgeois »; il n'a fait que constater ce qui, économiquement et politiquement, est inévitable dans une société issue des flancs du capitalisme.

La démocratie a une importance énorme dans la lutte que la classe ouvrière mène contre les capitalistes pour son affranchissement.

Mais la démocratie n'est nullement une limite que l'on ne saurait franchir; elle n'est qu'une étape sur la route de la féodalité au capitalisme et du capitalisme au communisme (...).

Il s'ensuit donc qu'à un certain degré de son développement, la démocratie, tout d'abord, unit le prolétariat, la classe révolutionnaire anticapitaliste, et lui permet de briser, de réduire en miettes, de faire disparaître de la surface de la terre la machine d'État bourgeoise, fût-elle bourgeoise républicaine, l'armée permanente, la police, la bureaucratie, et de les remplacer par une machine d'État plus démocratique, mais qui n'en reste pas moins une machine d'État, sous la forme des masses ouvrières armées, puis, progressivement, du peuple entier participant à la milice.

Ici, « la quantité se change en qualité » : parvenu à ce degré, le démocratism sort du cadre de la société bourgeoise et commence à évoluer vers le socialisme.

Si tous participent réellement à la gestion de l'État, le capitalisme ne peut plus se maintenir. Et le développement du capitalisme crée, à son tour, les prémisses nécessaires pour que « tous » puissent réellement participer à la gestion de l'État.

Ces prémisses sont, entre autres, l'instruction générale déjà réalisée par plusieurs des pays capitalistes les plus avancés, puis « l'éducation et la formation à la discipline » de millions d'ouvriers par l'appareil socialisé, énorme et complexe, de la poste, des chemins de fer, des grandes usines, du gros commerce, des banques, etc., etc.

Avec de telles prémisses économiques, on peut fort bien, après avoir renversé les capitalistes et les fonctionnaires, les remplacer aussitôt, du jour au lendemain, pour le contrôle de la production et de la répartition, pour l'enregistrement du travail et des produits, par les ouvriers armés, par le peuple armé tout entier.

(Il ne faut pas confondre la question du contrôle et de l'enregistrement avec celle du personnel possédant une formation scientifique, qui comprend les ingénieurs, les agronomes, etc. : ces messieurs, qui travaillent aujourd'hui sous les ordres des capitalistes, travailleront mieux encore demain sous les ordres des ouvriers armés.)

Enregistrement et contrôle, tel est l'essentiel, et pour la « mise en route » et pour le fonctionnement régulier de la société communiste dans sa première phase. Ici, tous les citoyens se transforment en employés salariés de l'État constitué par les ouvriers armés.

Tous les citoyens deviennent les employés et les ouvriers d'un seul « cartel » du peuple entier, de l'État (...).

Dès l'instant où tous les membres de la société, ou du moins leur immense majorité, ont appris à gérer eux-mêmes l'État, ont pris eux-mêmes l'affaire en main, « organisé » le contrôle sur l'infime minorité de capitalistes, sur les petits messieurs désireux de conserver leurs pratiques capitalistes et sur les ouvriers profondément corrompus par le capitalisme – dès cet instant, la nécessité de toute administration en général commence à disparaître. Plus la démocratie est complète, et plus proche est le moment où elle deviendra superflue.

Plus démocratique est l' »État « constitué par les ouvriers armés et qui « n'est plus un État au sens propre », et plus vite commence à s'éteindre tout État.

En effet, quand tous auront appris à administrer et administreront effectivement eux-mêmes la production sociale, quand tous procéderont eux-mêmes à l'enregistrement et au contrôle des parasites, des fils à papa, des filous et autres « gardiens des traditions du capitalisme », – se soustraire à cet enregistrement et à ce contrôle exercé par le peuple entier sera à coup sûr d'une difficulté si incroyable et d'une si exceptionnelle rareté, cela entraînera vraisemblablement un châtimement si prompt et si rude (les ouvriers armés ont un sens pratique de la vie; ils ne sont pas de petits intellectuels sentimentaux et ne permettront sûrement pas qu'on plaisante avec eux) que la nécessité d'observer les règles, simples mais essentielles, de toute société humaine deviendra très vite une habitude.

Alors s'ouvrira toute grande la porte qui permettra de passer de la première phase de la société communiste à sa phase supérieure et, par suite, à l'extinction complète de l'État. »

La perspective que dresse Lénine dans cette thèse est claire, et elle démolit la misérable illusion entretenue le communiqué de capitulation du PKK. L'État doit être conquis par les masses guidées et commandées par le prolétariat, et son parti d'avant-garde, précisons-le.

Et Lénine montre comment sa conquête et son maintien relatif, dès lors que les masses l'investissent de manière démocratique, le fait se dissoudre dans la démocratie.

C'est ce qu'il appelle le passage de la quantité à la qualité : l'État devenant toujours plus démocratique, la démocratie absorbe l'État qui disparaît en tant que tel, et une nouvelle situation apparaît.

Or, on a dit précédemment que le PKK avait misé sur la quantité au détriment de la qualité, et donc si on suit se raisonnement, n'a-t-il pas alors raison de chercher à investir l'État turc pour le faire évoluer vers la démocratie, et donc vers une nouvelle qualité ?

C'est là précisément une escroquerie pure et simple, à rebours de ce que dit la thèse léniniste que nous défendons.

Pour commencer, entre le moment où le processus quantitatif commence à s'engager vers sa transformation qualitative et la situation de départ, celle où l'État bourgeois existe en tant que tel, il y a la rupture révolutionnaire.

Ce processus n'est pas subsidiaire de l'État bourgeois établi dans le capitalisme, il est conditionné précisément par la conquête, par la violence et la lutte armée, du pouvoir par les masses entraînées par le prolétariat organisé en parti révolutionnaire et disposant d'une armée populaire.



Ce n'est pas un processus réformiste et pacifiste qui mettrait mécaniquement et presque subitement fin à l'État bourgeois.

Qui peut sérieusement croire qu'une conquête démocratique de l'État turc est possible ou envisageable en participant à ses institutions et en s'alignant complètement devant ses forces nationalistes les plus agressives ?

Que l'État turc mobilise les masses de son pays et les entraîne dans sa fuite en avant expansionniste, ce n'est pas la preuve d'une évolution favorable à la démocratie par la participation pacifique aux institutions.



C'est de toute façon une erreur de le penser sur le principe même, mais dans le contexte international de la crise et de la bataille impérialiste pour le repartage du monde que nous vivons, c'est là une faute inouïe, énorme, impardonnable.

Lénine affirme très clairement la nécessité révolutionnaire préalable à toute évolution démocratique. Il y a lieu bien sûr d'avancer par étape, mais justement, la première c'est la conquête, par la force révolutionnaire, par la lutte armée, du pouvoir, afin de mettre la main sur l'État, ses institutions et ses capacités.

Ajoutons pour finir un point important et néanmoins fondamental.

Si, une fois l'État conquis, la transformation passe par une démarche quantitative, l'organisation de la révolution relève d'abord d'une démarche qualitative : il faut organiser les énergies et les forces révolutionnaires, en vue d'établir une subjectivité révolutionnaire.

Celle-ci est une affaire d'idéologie, notamment pour être en mesure de comprendre notre situation et pour comprendre l'évolution de la société capitaliste en termes géographiques, l'émergence de l'anticapitalisme romantique comme nostalgie du passé, mais également la crise écologique et le rapport aux animaux.

Nous affirmons qu'aucune activité communiste au sein du peuple ne peut être « spontanée », ne peut s'exprimer « directement » ; elle doit passer par le matérialisme dialectique et historique pour trouver le vecteur adéquat, pour trouver le moyen d'une médiation appropriée, adaptée à la société.

Ne pas agir ainsi, c'est s'imaginer qu'il suffit de se placer au service de la révolution de manière subjective pour parvenir à quelque chose.

Nous ne nions pas l'importance de la rupture subjective, bien au contraire. Mais nous considérons que celle-ci se doit d'être complète. Il faut un haut niveau de synthèse, d'analyse historique, de participation à la vie réelle des masses.

La combinaison de la rupture subjective et d'une interprétation matérialiste dialectique, historique de la réalité, est la clef pour être communiste et développer une subjectivité révolutionnaire.

Il ne s'agit pas de se plier au niveau « moyen » de conscience des larges masses en pratiquant un réformisme lisse ou de courir derrière la petite-bourgeoisie en adoptant une démarche semi-anarchiste.



Il s'agit de calibrer sa propre activité en se tenant à un terrain bien déterminé, en ayant une démarche conforme aux exigences économiques, sociales, culturelles, écologiques, etc. afin de profiter partout de la force de la tendance historique au communisme.

Mais c'est aussi une affaire de style, de subjectivité révolutionnaire et pour le dire clairement de morale.

Cela aussi le PKK l'a raté complètement en tant qu'organisation. Ce point est fondamental pour conquérir le cœur des masses, sans jouer sur des ressorts romantiques de forme ou de contenu semi-féodaux.

C'est le futur et la morale dans sa dimension la plus haute et exigeante qu'il faut tenir et affirmer. C'est ce que Lénine souligne en parlant du Droit bourgeois, pendant de la question de l'État. La perspective ici, c'est que le Socialisme, c'est le triomphe du Droit, par la fusion du Droit et de la Morale.

Les révolutionnaires doivent affirmer cette perspective très nettement devant les masses. L'exigence morale des révolutionnaires et leur style de vie intransigeant, dont le Parti d'avant-garde est le gardien et l'armature, sont les prémisses de l'État socialiste à venir et de la Démocratie Populaire, qui font écho aux aspirations les plus élevées et civilisées des masses, face à la barbarie de l'État bourgeois décadent et du capitalisme en crise.

Pour bien saisir ce point, il faut lire et assimiler ce qui est dit ici dans *Le Droit et la moralité dans la société socialiste*, de 1951, par Maria Pavlovna Kareva qui explique cette dimension essentielle du socialisme :

« L'une des conditions qui ont assuré la victoire de la révolution socialiste était sans aucun doute la reconnaissance par les masses de la justice, les objectifs éthiques, les slogans de cette révolution et l'injustice, l'immoralité du système exploiteur. En obtenant de manière révolutionnaire la liberté, le Droit de travailler, de mener une vie digne d'un homme, les masses savaient bien qu'elles se battaient pour la vérité contre l'injustice qui sévissait depuis des siècles.

Mais, répétons-nous, la victoire de la révolution socialiste ne signifie pas encore l'assimilation par les masses des principes de la morale communiste en tant que régulateur de leur comportement quotidien.

La structure économique et de classe de la société, qui déterminait la préservation de l'influence des anciens systèmes moraux, ainsi que le retard inévitable de la conscience des masses face aux modifications des fondements matériels de la société, ont été un obstacle à cette évolution.

Il en ressort que, si la moralité socialiste est devenue le système moral dominant avec la victoire de la révolution socialiste, il n'était pas encore, dans la première phase du développement de notre État, un système de normes généralement reconnu régissant le comportement quotidien des membres de la société (...).

Les masses ont accepté la signification éthique des slogans et des tâches proposés par le Parti communiste dans la révolution et ne l'ont suivi, non pas parce qu'elles étaient déjà complètement imprégnées de conscience socialiste, mais parce que ces slogans et tâches correspondaient à des besoins matériels et à leurs idées sur l'injustice du système d'exploitation dans son ensemble.

Mais comme la conscience des masses n'était pas encore élevée au niveau de la conscience socialiste, elles continuaient dans bien des cas de se laisser guider par les anciennes règles de comportement habituelles.

Bien sûr, avec les leçons apprises par les masses dans la révolution, avec un changement radical dans les rapports des classes, ainsi que la transformation de la moralité socialiste en dominante dès les premières années de l'existence de l'État soviétique, tout cela ne pouvait que saper considérablement l'influence des normes de l'ancienne moralité.

Mais cette influence ne pouvait être éliminée immédiatement.

Les normes de la moralité socialiste, prises dans leur ensemble, ne pourraient pas automatiquement se transformer en un régulateur du comportement des masses, mais nécessitaient une assimilation consciente, impossible sans un changement radical de la conscience d'une personne élevée dans les conditions d'un système d'exploitation.

Et surtout, une rupture si décisive de la psyché humaine, le remplacement des idées anciennes par des idées nouvelles n'était pas encore prévu au début de l'existence de la société soviétique avec ses fondements matériels. »

Pour résumer, sur ce point, le PKK a eu une démarche totalement et systématiquement inversée à la nôtre : il a été quantitatif quand il faut être qualitatif (organiser les forces révolutionnaires) et monnaie sa quantité en pensant être qualitatif face et dans l'État turc, alors qu'aucune rupture révolutionnaire ne s'est produite. ■



Février 2025 - n° 31

- Donald Trump et les libertariens (page 3)
- Le libertarianisme américain : l'idéologie ultra des monopoles qui se cache derrière l'esprit individualiste de l'entrepreneuriat (page 31)
- L'essor de l'intelligence artificielle dans le cadre de la relance du capitalisme et de l'inévitable affrontement inter-impérialiste (page 43)
- Les investissements capitalistes dans l'intelligence artificielle et la systématisation de son utilisation (page 56)
- La superpuissance impérialiste américaine et l'idéologie anti-communiste du bitcoin (page 66)
- Programme et documents du sommet sur l'intelligence artificielle de Paris de février 2025 (page 78)
- La seconde crise générale comme cadre historique : zones franches libertariennes d'un côté, monopoles de la Tech de l'autre (page 89)
- Parti pirate, zadistes, EZLN, municipalisme libertaire, anticapitalisme, LGBT... Comment la gauche de la gauche est devenue libertarienne (page 109)
- Cyril Hanouna, le profil idéal pour une candidature trumpiste à la française (page 112)
- Les Brigades Rouges - PCC et le programme informatique révolutionnaire en mode IA (page 117)
- L'absence de message d'Abdullah « Apo » Öcalan le 15 février 2025 (page 140)

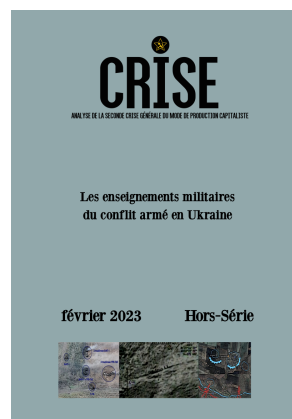
CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

- La seconde crise générale du capitalisme (page 3)
- Quelques données éparses sur la crise jusqu'à la mi-mai 2020 (page 7)
- La crise générale du capitalisme et le sursaut de la civilisation (page 12)
- Crise du capitalisme et intensification de la productivité : le rôle des animaux dans la chute tendancielle du taux de profit (page 14)
- Karl Marx et la crise de surproduction (page 21)
- Remarques sur la surproduction de capital et la surproduction de marchandises (page 36)
- L'erreur d'Eugen Varga (page 40)
- L'erreur de Paul Boccara (page 47)
- A propos de la crise capitaliste en cours (page 55)

MAI 2020

1



La nature de la dictature du prolétariat et la seconde crise générale du capitalisme

Lorsqu'on bascule dans le camp de la révolution, on part du principe qu'il y a des exploités, des opprimés, qui font face à des oppresseurs, des exploités. Partant de là, on cherche forcément à comprendre ce qui a formé le terrain historique à un tel rapport social, en opposition à l'idée que cela va de soi, que c'est immuable. Là est évidemment le chemin de base pour qui veut renverser l'ordre des choses.

Mais ensuite pour faire la révolution, il faut une perspective révolutionnaire qui vise à abolir l'oppression et l'exploitation. Quelle que soit l'optique, quand on assume la révolution, on admet que l'oppression et l'exploitation ne sont pas des choses superficielles mais qu'elles sont ancrées solidement dans l'Humanité et qu'il va donc falloir un renversement violent et prolongé pour en venir à bout.

Avec le marxisme, il a été saisi la dynamique objective, nécessaire, du renversement du mode de production capitaliste au profit du mode de production socialiste avec comme acteur majeur la classe ouvrière qui conquiert le pouvoir politique central.

On peut aisément affirmer que la dictature du prolétariat est ce qui sépare le socialisme utopique du socialisme scientifique. C'est la reconnaissance de la dialectique appliquée à l'Histoire, ici en particulier à la transformation du mode de production capitaliste en mode de production communiste. La phase qui sépare l'un et l'autre est ce qui s'appelle dictature du prolétariat et relève d'une nécessité historique implacable.

La seconde crise générale remet la Dictature du prolétariat à l'ordre du jour

En ce mois de mars 2025, les masses populaires en Belgique et en France, et plus généralement en Europe, sont déboussolées. Elles ne comprennent plus rien à la marche du monde, comme si le ciel leur tombait sur la tête, avec une angoisse existentielle face à l'avenir, précipitant les gens dans le déni, la fuite en avant individualiste, le refus de s'impliquer dans le réel.

Si à l'inverse l'on a bien suivi l'analyse du cours des choses formulé dans *Crise*, on a tout de suite un point de repère stratégique qui permet de s'impliquer dans le réel, pour la Révolution.

Quel est ce point de repère stratégique ? C'est l'irruption de la *Seconde Crise Générale du capitalisme* dans le cadre de la pandémie de Covid-19 survenue en 2020. Les gens ont saisi que les choses avaient bel et bien changé depuis le Covid-19 et que rien n'allait revenir en arrière, malgré les vains espoirs à un moment donné.

Mais il n'a pas été compris l'ampleur du changement et au fur et à mesure que progresse la crise dans tout son relief, le réel s'impose aux consciences, les forçant à mieux comprendre les choses. Dans ce cadre, il y a plusieurs éléments qui se déploient sous nos yeux et qui forment la trame à la reconstitution du prolétariat et à la mise à jour de la Dictature du prolétariat comme solution stratégique.

Comme on le sait, le capitalisme est parvenu à arracher une stabilité sociale dans les métropoles capitalistes durant la période 1989-2020 grâce à l'effondrement du bloc « socialiste » (en fait sous le joug du social-impérialisme soviétique).

Dans le sillage des acquis des années 1960-1970, les masses ont continué de voir leur niveau de vie progresser à travers notamment l'accès aux biens d'équipement domestique et électronique, à l'automobile et à la propriété privée. Les années 1990 ont d'ailleurs été un formidable moment d'enrichissement sur le plan immobilier d'une partie des masses françaises.

La crise survenue à partir de 2020 est venue heurter de plein fouet cette promesse de stabilité et d'enrichissement relatif et continu. Cela se lit parfaitement dans le grignotage du niveau de vie : on part évidemment de « très haut » dans une Belgique, une France capitaliste bénéficiant d'un Occident hégémonique sur le Tiers-Monde.

Voici quelques données pour la France qui attestent du processus.

En 2023, il a été produit 950 000 voitures, soit le niveau de la production automobile de 1962. Reflet de cette tendance, le niveau de vente des voitures n'a jamais été aussi bas depuis 1991, avec environ 1,7 million de voitures vendues, contre plus de 2,3 millions au pic du début des années 1990. Les gens ont de moins en moins de capacité financière pour acheter une voiture neuve, dont le prix a explosé.

C'est une première promesse brisée tant on sait que la promesse du capitalisme des années 1960 s'est fondée sur la généralisation de la voiture et des infrastructures routières.

Sur le plan plus général, la France a perdu plus d'usines qu'elle n'en a ouvertes en 2024, la ramenant au milieu des années 2010. En temps normal, il y a 55 000 procédures collectives (entreprises en difficultés qui vont devant le tribunal de commerce) : en 2024, il y a eu 65 000 procédures, contre-coup direct du « quoi qu'il en coûte » des années Covid. Cela se reflète dans une croissance au ralenti, voire carrément à l'arrêt, avec moins de 1 % de croissance prévue pour 2025 (contre 1,3 % en 2019). C'est là une autre promesse brisée, avec une réalité qui s'impose : la France s'est massivement désindustrialisée.

Dans le cadre de l'ouverture de la seconde crise générale, le contre-coup visible de cette désindustrialisation massive est la mise en roue libre du lumpenprolétariat, en parallèle au processus de décadence de la bourgeoisie comme classe dirigeante et à l'absence d'un prolétariat recomposé. Comme partie émergée de l'iceberg, il y a évidemment l'essor du narcotrafic. La promesse d'un tissu social permettant une vie civile cohérente vole en éclats pour des secteurs toujours plus élargis des masses populaires, tant en ville qu'à la campagne. Là c'est le retour du cannibalisme social.

Il y a également la dégringolade du marché immobilier, qui sonne là comme l'aspect le plus « traumatisant » pour les masses françaises. En équivalent de pouvoir d'achat, il est considéré que les français ont perdu entre 2022 et 2023 l'équivalent de 12m², voire 20m² dans certaines villes, soit l'équivalent de deux pièces.

Cela est dû à la stagnation des revenus et dans le même temps au renchérissement du coût des crédits, tout autant que du coût des matériaux. C'est un élément important de la crise, car il vient heurter de plein fouet la promesse du capitalisme français du petit-proprétaire. Cela rend particulièrement soucieuse et instable la petite-bourgeoisie des villes, car il y a une accentuation, notamment dans la jeunesse étudiante, du mal-logement.

Comme reflet de toute cette crise d'ensemble, il y a la fuite en avant dans la consommation de drogues, la hausse des suicides et des maladies mentales, tout autant que la chute massive des naissances, avec 663 000 naissances en 2024, soit le niveau de 1946.

Tous ces éléments forment le début d'un décrochage d'avec la promesse d'un capitalisme stable, offrant une vie stable et sans encombrements importants. À ce panorama d'ensemble s'ajoute une autre promesse rompue et non des moindres : la stabilité du régime de la Ve République.

La crise du régime commencée à l'été 2024 est un autre point capital, car stratégique, dans la déchirure du consensus. Il est clair ici que les masses populaires, et principalement les ouvriers, ont expérimenté à travers les débuts de cette séquence le fait que l'appareil gouvernemental n'était pas neutre, mais avait une orientation de classe qui leur était opposé.

Il n'a pas encore été saisi le fait derrière l'appareil gouvernemental menant une politique de classe, il y avait aussi et surtout un appareil d'État permettant à la machinerie capitaliste de continuer à fonctionner malgré la crise de régime.

De ce fait, et comme cela a été annoncé dès mai 2020, le capitalisme français confronté à la seconde crise générale ne peut dorénavant s'en sortir qu'en assumant pleinement la guerre de repartage impérialiste. Concrètement, cela passe par la guerre à la Russie, dont la séquence écoulée entre le 26 février 2024 et début mars 2025 forme un puissant accélérateur.

La bourgeoisie française commence à peine à se mettre en ordre de marche pour assurer les besoins de la guerre, avec déjà des annonces en faveur d'un budget militaire aux alentours de 3,5 % du PIB, ce qui ne peut qu'aller vers des offensives contre le niveau de vie des masses. À l'horizon, il y a la formation d'un capitalisme monopoliste d'État, comme dictature des monopoles assumant la lutte de classe contre le peuple et la guerre impérialiste ouverte.

Ce petit tour du panorama de la (seconde) crise générale du capitalisme en cours va remettre au goût du jour la lutte pour l'avènement de la Dictature du prolétariat. Pour bien le comprendre, il faut revenir sur la dynamique historique de ce régime par rapport à l'effondrement du capitalisme.

La défense du drapeau rouge

En 1850, face à la répression violente exercée contre les protagonistes européens du « printemps des peuples » de 1848, Marx et Engels cherchent à reconstituer une organisation communiste solide en lien avec des éléments avancés du mouvement ouvrier anglais et français.

C'est la « Société Universelle des Communistes Révolutionnaires », dont voici les status, valant comme charte réglementaire de l'organisation.

1. Le but de l'association est la déchéance de toutes les classes privilégiées, de soumettre ces classes à la dictature du prolétariat en maintenant la révolution en continu jusqu'à la réalisation du communisme, qui doit être la dernière forme de constitution de la famille humaine.

2. Pour contribuer à la réalisation de ce but, l'association formera des liens de solidarité entre toutes les fractions du parti communiste révolutionnaire en faisant disparaître conformément au principe de la fraternité les divisions de nationalité.

3. Le Comité fondateur de l'association est constitué en comité central ; il établira partout où besoin sera, pour l'accomplissement de l'œuvre, des comités qui correspondront avec le comité central.

4. Le nombre des membres de l'association est illimité, mais aucun membre ne pourra être admis, s'il n'a pas réuni l'unanimité des suffrages. Dans aucun cas l'élection ne pourra avoir lieu au scrutin secret.

5. Tous les membres de l'association s'engagent par serment de maintenir dans les termes absolus l'article premier du présent règlement. Une modification pouvant avoir pour conséquence l'affaiblissement des intentions exprimées dans l'article premier délie les membres de l'association de leur engagement.

6. Toutes les décisions de la société sont prises à la majorité de deux tiers des votants.

C'est que Marx et Engels ne se rencontrent pas sur une base d'intellectuels cherchant à « théoriser » le monde, mais sur la base de la pratique révolutionnaire. En effet, Engels est parti vivre à Manchester et Marx est aux prises avec les hégéliens de gauche en Allemagne ainsi qu'avec les théories farfelues de Pierre-Joseph Proudhon en France, alors qu'éclate au même moment le « printemps des peuples » en 1848.

Leur point de vue partagé était issu d'une conception similaire au plan philosophique, donnant lieu d'ailleurs à un écrit en commun, laissé au fond d'un grenier et publié plus tardivement par l'URSS sous le titre de « L'idéologie allemande ». Dans ce manuscrit commun, les fondateurs du marxisme rappellent la chose suivante :

« Une transformation radicale des hommes s'avère nécessaire pour la création massive de cette conscience communiste aussi bien que pour la réalisation du but lui-même.

Or, une telle transformation ne peut s'opérer que par un mouvement pratique – *une révolution*.

La révolution n'est pas seulement nécessaire parce qu'elle est le seul moyen de renverser la classe dominante, mais encore parce que seule une révolution permettra à la classe subversive de balayer toute la pourriture du vieux régime qui lui colle à la peau et de devenir apte à fonder la société sur des bases nouvelles. »

La révolution prolétarienne détruit autant l'ordre ancien qu'il en construit un nouveau. Au cœur de ce processus, il y a la mise en avant du drapeau rouge comme étendard car portant l'universalisme prolétarien.

En France, il y a un événement qui n'est pas assez connu à ce sujet, du moins qui n'est pas assez mis en avant par les révolutionnaires.

C'est celui des journées insurrectionnelles de février 1848 qui se soldent par l'opposition, sur le parvis de l'Hôtel de ville, entre Alphonse de Lamartine, alors représentant de l'aide démocrate-libérale de la bourgeoisie, et le peuple ouvrier parisien plutôt proche du Socialisme (non encore scientifique).

Cette opposition va trouver à se cristalliser dans la question du drapeau représentant le nouveau régime alors proclamé, la seconde République. Il y a un tableau fort connu avec Lamartine qui défend le drapeau tricolore contre le drapeau rouge.

Historiquement le drapeau rouge est le symbole des travailleurs unis dans la détermination de leur émancipation, une détermination qui vise à souligner le fait que le sang sera versé face à la contre-révolution.

Le drapeau rouge, c'est la reconnaissance du caractère nécessaire de la répression des ennemis du peuple ; on ne peut l'arborer sans avoir en tête cet impératif révolutionnaire.

C'est la raison pour laquelle Lamartine a insisté le 25 février 1848 sur l'opposition entre le drapeau tricolore, bleu-blanc-rouge, symbole de l'ordre républicain-bourgeois, et le drapeau rouge symbole de l'ordre prolétarien, socialiste. Dans un de ses célèbres discours à ce propos, faisant suite aux journées d'émeute de février 1848, Lamartine déclare :

Voilà ce qu'a vu le soleil d'hier, citoyens ! Et que verrait le soleil d'aujourd'hui ?

Il verrait un autre peuple, d'autant plus furieux qu'il a moins d'ennemis à combattre, se défier des mêmes hommes qu'il a élevés hier au-dessus de lui ; les contraindre dans leur liberté, les avilir dans leur dignité, les méconnaître dans leur autorité, qui n'est que la vôtre ; substituer une révolution de vengeances et de supplices à une révolution d'unanimité et de fraternité, et commander à son gouvernement d'arborer en signe de concorde l'étendard de combat à mort entre les citoyens d'une même patrie !

Ce drapeau rouge, qu'on a pu élever quelquefois, quand le sang coulait, comme un épouvantail contre des ennemis, qu'on doit abattre aussitôt après le combat en signification de réconciliation et de paix !

J'aimerais mieux le drapeau noir, qu'on fait flotter quelquefois dans une ville assiégée, comme un linceul, pour désigner à la bombe les édifices neutres consacrés à l'humanité, et dont le boulet et la bombe même des ennemis doivent s'écarter.

Voulez-vous donc que le drapeau de votre république soit plus menaçant et plus sinistre que celui d'une ville bombardée ?

Rejeter le drapeau rouge, c'est trahir la cause prolétarienne : c'est choisir la collaboration de classe, tout du moins une forme de temporisation, plutôt que la lutte des classes. Voilà la raison pour laquelle on ne peut être révolutionnaire sans arborer le drapeau rouge, quel que soit le contexte particulier dans lequel se trouve notre propre pays.

Dans une situation de libération nationale, lorsque c'est le prolétariat qui oriente le combat, qui dirige la marche en avant, il peut être associé à un drapeau national, mais il faut rappeler ici que c'est une situation extrêmement particulière, qui est de toutes façons absolument impossible ou presque dans un pays impérialiste.

C'est que le drapeau rouge représente la lutte armée pour le pouvoir, et ce pouvoir par la lutte armée lui-même. Arborer le drapeau rouge dans toute sa conséquence, c'est assumer la reconnaissance de la nécessité de mater les ennemis du peuple, c'est-à-dire de viser la construction d'un instrument répressif qui écrase la contre-révolution.

C'est dans ce contexte de la fin des années 1840 que Marx, étudiant de manière critique l'économie politique, « découvre » les lois historiques de la révolution. Dans une lettre envoyée en 1852 au socialiste allemand, puis américain, Joseph Weydemeyer, il affirme :

« Pour ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société moderne, pas plus que la lutte qu'elles s'y livrent.

Des historiens bourgeois avaient décrit bien avant moi l'évolution historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient étudié l'anatomie économique.

Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est la preuve

1. que l'existence des classes se rattache à des phases spécifiques du développement historique de la production;
2. que la lutte des classes aboutit nécessairement à la dictature du prolétariat ; et
3. que cette dictature elle-même ne constitue qu'une transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes. »

La dictature du prolétariat et la « découverte » d'un nouvel appareil d'État

Après l'échec de la 2^e République face à la réaction anti-ouvrière du Second Empire présidé par Louis Napoléon Bonaparte, Marx énonce les leçons pratiques d'un tel bilan. Dans le *18 Brumaire* qui analyse les contours du coup d'État du Louis Bonaparte, il affirme :

Toutes les révolutions politiques n'ont fait que perfectionner cette machine (l'appareil d'État), au lieu de la briser.

Les partis qui luttèrent à tour de rôle pour le pouvoir considérèrent la conquête de cet immense édifice d'État comme la principale proie du vainqueur.
(...)

Avec la décadence croissante de la propriété parcellaire, s'écroule tout l'édifice de l'État édifié sur elle.

La centralisation politique dont la société moderne a besoin ne peut s'élever que sur les débris de l'appareil gouvernemental, militaire et bureaucratique, forgé autrefois pour lutter contre le féodalisme.

La bureaucratie n'est que la forme inférieure et brutale d'une centralisation, qui est encore affectée de son contraire, le féodalisme.

En désespérant de la restauration napoléonienne, le paysan français perd la foi en sa parcelle, renverse tout l'édifice d'État construit sur cette parcelle et *la révolution prolétarienne réalise ainsi le chœur sans lequel, dans toutes les nations paysannes, son solo devient un chant funèbre.*

Ce qui est découvert ici par Marx c'est le fait que l'appareil d'État édifié par la bourgeoisie pour lutter contre le féodalisme exprime toujours mieux les besoins de la bourgeoisie pour diriger et gouverner la nouvelle société qui se met en place, la société capitaliste.

La bourgeoisie est née en réalité sur le terrain même de la formation d'un appareil d'État séparée de la société civile. L'appareil d'État ne flotte pas au-dessus des classes mais est l'instrument de domination d'une classe sur une autre, ici de la bourgeoisie sur le prolétariat.

Pour cette raison, il ne peut être « récupéré » pour être mis au service des exploités, des opprimés. Il doit être détruit de fond en comble. La période 1848-1852 c'est la découverte de cette loi élémentaire de la révolution socialiste. Il faut attendre la séquence suivante pour obtenir son résultat positif, c'est-à-dire la nature du nouvel État.

Cette séquence c'est celle qui va de 1871 à 1917, avec la Commune de Paris et la Révolution d'Octobre 1917.

Lors de cette nouvelle séquence de la lutte des classes, il apparaît que dans le cours de leur émancipation révolutionnaire, les masses opprimées ne font pas que mener l'insurrection : ils construisent en parallèle leur propre instrument d'administration et de direction.

C'est la formation d'un nouvel appareil d'État, au contours nouveaux en comparaison à celui de la bourgeoisie. Il est alors compris que la question de l'écrasement de la contre-révolution n'est pas seulement une étape dans le cours de l'insurrection, pouvant être réglé par le bais de milices populaires, mais qu'il s'agit d'un processus plus long, plus sinueux qui exige une transformation en une armée disposant d'une administration, d'un État.

Voici comment Lénine analyse ce phénomène en partant des leçons de la nouvelle séquence historique dans *L'État et la révolution* :

Ainsi, la Commune semblait avoir remplacé la machine d'État brisée en instituant une démocratie "simplement" plus complète : suppression de l'armée permanente, électivité et révocabilité de tous les fonctionnaires sans exception.

Or, en réalité, ce "simplement" représente une œuvre gigantesque : le remplacement d'institutions par d'autres foncièrement différentes.

C'est là justement un cas de "transformation de la quantité en qualité" : réalisée de cette façon, aussi pleinement et aussi méthodiquement qu'il est possible de le concevoir, la démocratie, de bourgeoise, devient prolétarienne ;

d'État (=pouvoir spécial destiné à mater une classe déterminée), elle se transforme en quelque chose qui n'est plus, à proprement parler, un État.

En réalité, l'expérience de la Commune de Paris a légué quelques aspects précis pour le nouvel État révolutionnaire, mais a souffert d'un défaut vivement critiqué par Marx : son manque de centralisation et d'autorité.

Il faut attendre l'expérience insurrectionnelle des ouvriers russes de 1905, puis le processus révolutionnaire menant à la prise de pouvoir du prolétariat en 1917, pour avoir la nature aboutie du nouvel État prolétarien.

Cette substance c'est ce qui a pris le nom de Soviet, donnant le nom même du premier État socialiste, l'État soviétique.

C'est en septembre 1905 que naît le premier Soviet qui était un espace de réunion d'ouvriers et de soldats, prenant et exécutant des décisions en son nom.

Le terrain historique du nouvel appareil d'État : l'anti-chambre de la dictature militaire dans la guerre de repartage

Tout comme la Révolution ne tombe pas du ciel, le processus de remplacement de l'ancien État par le nouvel État suit un parcours précis. Il faut rappeler ici que ce sont les masses qui font l'Histoire et qu'elles seules ont le pouvoir de bâtir un appareil d'État conforme à la satisfaction de leurs besoins.

La construction d'un nouvel appareil d'État est d'ailleurs la condition *sine qua non* pour démarquer un putsch opéré par une minorité agissante et une Révolution qui reflète les besoins d'une immense majorité de personnes, en l'occurrence des exploités et des opprimés. Voici ce que disait Lénine en septembre 1917, soit quelques semaines avant la prise de pouvoir des bolcheviques en Russie :

Pour réussir, l'insurrection doit s'appuyer non pas sur un complot, non pas sur un parti, mais sur *la classe d'avant-garde*.

Voilà un premier point.

L'insurrection doit s'appuyer sur *l'élan révolutionnaire du peuple*.

Voilà le second point.

L'insurrection doit surgir à un *tournant* de l'histoire de la révolution ascendante où l'activité de l'avant-garde du peuple est la plus forte, où *les hésitations* sont les plus fortes (dans les rangs de l'ennemi et *dans ceux des amis de la révolution faibles, indécis, pleins de contradictions* ; voilà le troisième point.

Telles sont les trois conditions qui font que, dans la façon de poser la question de l'insurrection, le *marxisme* se distingue du *blanquisme*.

Classe d'avant-garde + élan révolutionnaire du peuple + contexte d'une révolution ascendante : voilà les trois éléments qui forment les conditions objectives de l'insurrection révolutionnaire allant vers la dictature du prolétariat. Comment distingue-t-on ces éléments dans le cours de l'Histoire ?

Par le fait que les masses populaires ont une telle activité politique qu'elles ne se contentent pas de « revendiquer » mais qu'elles construisent des instruments politiques pour assurer leurs besoins immédiats.

Cela a pris la forme historique des soviets, ou comités populaires. D'où surviennent ces soviets ? Non pas d'une belle idée de théoriciens, mais du flux de la lutte des classes elles-mêmes à un moment donné de l'Histoire.

En 1905, lorsque des soldats et des ouvriers fondent leur premier soviet, ils le font en rapport avec l'expérience de la guerre contre le Japon, et plus spécifiquement en rapport avec la défaite militaire du tsarisme face à l'empire nippon.

Si l'on regarde l'expérience de la Commune de Paris, on trouve pareillement l'expérience de la guerre. La guerre est une des clefs capitales pour l'éclosion d'un mouvement populaire allant dans le sens de la construction d'un nouvel État.

La différence entre la Commune de Paris d'une part et les soviets de 1905 puis de 1917 d'autre part réside dans le fait que la première expérience est née sur le terrain du XIXe siècle, avec pour arrière-plan stratégique les luttes, au sein de la classe dominante, entre républicains et monarchistes, et un capitalisme au début de sa lancée véritable.

Les conseils populaires russes de 1905 et 1917 interviennent quant à eux dans le contexte d'une guerre nouvelle, celles nées des contradictions propre à l'ère du capitalisme arrivé au stade impérialiste.

Mais dans tous les cas de figure, il n'est pas possible de voir éclore une forme d'organisation populaire comme berceau d'une nouvelle administration d'État sans avoir été confronté à la crise générale du capitalisme pavant la voie à la guerre de repartage et à la restructuration. Cela pour quatre raisons.

La première raison, c'est que la guerre du capitalisme amène nécessairement à la mobilisation d'une partie du peuple, voir du peuple tout entier. Cela signifie que mêmes les personnes les plus passives, les plus éloignées de la vie politique sont contraintes à prendre part aux événements.

La seconde raison, et non des moindres, c'est qu'en faisant participer les masses à la guerre, la bourgeoisie l'amène à s'intéresser à l'art militaire, pavant la voie à la formation d'un contre-pouvoir militaire populaire.

Troisièmement, en parallèle que progresse la tendance à la guerre, la restructuration du capitalisme pour faire face à la chute du taux de profit dans le cadre de la crise générale amène les masses à faire face à des forces productives toujours plus sophistiquées.

Toujours plus sophistiquées, mais au service d'une mécanique mortifère. Il suffit de penser ici aux nouvelles armes terribles que les hommes de la Première Guerre mondiale ont dû expérimenter, et plus récemment aux drones civils employées comme armes en Ukraine.

Enfin, la quatrième raison, qui est l'expression concentrée et principale des trois autres : c'est le fait que la mobilisation du peuple dans un cadre militaire se fait à ses dépens, contre ses propres besoins : la lutte des classes prend un relief violent, antagoniste, rendant nécessaire l'établissement d'une nouvelle Direction et d'un nouveau Pouvoir.

Voici ce que dit Lénine en 1917 :

Or, qu'est-ce que l'État ? C'est l'organisation de la classe dominante; en Allemagne, par exemple, celle des hobereaux et des capitalistes.

Aussi, ce que les Plékhanov allemands (Scheidemann, Lansch et autres) [révisionnistes du marxisme] appellent le « socialisme de guerre » n'est-il en réalité que le capitalisme monopoliste d'État du temps de guerre ou, pour être plus clair et plus simple, *un bain militaire pour les ouvriers en même temps que la protection militaire des profits capitalistes.*

Eh bien, essayez un peu de substituer à l'État des capitalistes et des hobereaux, à l'État des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, l'État *démocratique révolutionnaire*, c'est-à-dire un État qui détruit révolutionnairement tous les privilèges quels qu'ils soient, qui ne craigne pas d'appliquer révolutionnairement le démocratisme le plus complet.

Et vous verrez que dans un État véritablement démocratique et révolutionnaire, le capitalisme monopoliste d'État signifie inévitablement, infailliblement, un pas, ou des pas en avant vers le socialisme !

De fait, si le capitalisme monopoliste d'État est l'anti-chambre du Socialisme, la guerre comme dictature ouverte des éléments militaires sur le peuple est l'anti-chambre de la dictature du prolétariat. Le capitalisme au stade impérialiste qui bascule dans la guerre de repartage fournit aux prolétaires les conditions historiques pour abattre son oppresseur.

Il est ensuite évident que l'élan historique qu'a été l'avènement de l'État soviétique à partir de 1917 a constitué un écho jusqu'en 1989 dans les masses populaires mondiales en de nombreux pays n'étant pas confronté nécessairement à la guerre.

Il n'en reste pas moins certain que l'essor de nouveaux organes populaires apparaît au départ comme un contre-pouvoir face à une société capitaliste basculant dans le chaos.

Le chaos, mais également la barbarie généralisée du fait de la crise générale formant le terrain à la guerre de repartage.

Ce qu'il s'agit de garantir, face au chaos et à la barbarie, c'est l'Ordre. Comme cela est réalisé par des comités populaires, cela prend forcément une nature populaire et l'Ordre de bourgeois, ancien, est détruit par l'Ordre nouveau, prolétarien au fur et à mesure que les comités s'unissent, se coordonnent et deviennent un nouvel appareil d'État.

Ce contre-pouvoir est au départ relativement militarisé : plus la guerre de repartage se transforme en guerre civile plus grandit la militarisation du peuple jusqu'à basculer dans ce que le Parti communiste du Pérou a nommé fort justement « l'océan des masses en armes ». La dictature du prolétariat naît sur le terrain de la militarisation d'une partie du peuple, sans cela il n'y a pas de dictature prolétariat.

Le rôle du Parti dans le cadre de la Dictature du prolétariat

Il y a maintenant une question centrale : la dictature du prolétariat se résume-t-elle à la formation d'un Nouvel État prenant la substance de « soviets », de conseils populaires militarisés ? Évidemment non.

Des soviets seuls, mêmes reliés entre eux, ne constituent pas une dictature du prolétariat. Pour qu'un tel régime existe il lui faut une avant-garde consciente, qui réalise l'unification et la centralisation des différents organes gérés par les masses populaires face aux effets directs et indirects de la crise générale du capitalisme.

Sans un parti d'avant-garde, les soviets comme création des masses populaires ne peuvent se transformer en un nouvel appareil d'État. Dans le contexte de la Première Guerre mondiale qui a ruiné les empires austro-hongrois et russes, des soviets sont apparus au départ comme un moyen de continuité légale des services publics, sans avoir d'objectif révolutionnaire à proprement parler. Les masses restent soumises à des préjugés tenaces, y compris lorsque la Révolution éclate car comme l'a expliqué Lénine :

« Longtemps après la révolution, les exploités conservent nécessairement une série de réels et notables avantages : il leur reste l'argent (impossible de le supprimer d'un coup), certains biens mobiliers, souvent considérables ; il leur reste des relations, des habitudes d'organisation et de gestion, la connaissance de tous les secrets de l'administration (coutumes, procédés, moyens, possibilités) ; il leur reste une instruction plus poussée, des affinités avec le haut personnel technique (bourgeois par sa vie et son idéologie) ; il leur reste une expérience infiniment supérieure de l'art militaire (ce qui est très important), etc., etc. »

C'est Lénine qui saisit toute l'importance historique stratégique de l'essor des soviets et permet de formuler le mot d'ordre adéquat. Les masses ne parviennent jamais spontanément à la révolution, pour cela il faut toujours une idéologie d'avant-garde.

En URSS entre 1917 et 1922, la question centrale a précisément été celle de fusionner les dirigeants des soviets et autres comités populaires, autrement appelés « militants soviétistes », et le parti communiste dans le but de bâtir solidement le nouvel État à même de réorganiser la société et d'assurer les besoins de la population.

Il n'y a pas de dictature du prolétariat sans avant-garde combattante politique et militaire car c'est par son existence que les soviets prennent conscience d'eux-mêmes comme nouvel organe politique au service de la révolution prolétarienne. L'avant-garde combattante n'existe aussi que parce qu'il y a une idéologie d'avant-garde, le matérialisme dialectique.

Seul un parti d'avant-garde assumant l'horizon ultime du communisme est à même de faire triompher la révolution jusqu'à son terme.

La dictature du prolétariat, c'est l'organisation politique et militaire de la vigilance active des masses populaires pour leur émancipation totale ; émancipation dont la substance est le communisme, que seul le parti d'avant-garde armé du matérialisme dialectique est à même d'assumer.

La dictature du prolétariat comme administration d'une nouvelle vie quotidienne

Il ne faut pas oublier que le nouvel État prolétarien ne consiste pas seulement en la répression des éléments contre-révolutionnaires, mais aussi et surtout dans un travail d'administration du quotidien visant à rétablir les liens civils, sociaux, économiques malmenés tout à la fois par la crise générale du capitalisme, mais aussi par le processus de guerre civile.

Quand on dit cela, on parle de l'héritage légué par le capitalisme en crise et, avec lui, par l'ensemble des traditions d'oppression qu'il a charrié en son sein. Lorsque les nouveaux organes du pouvoir populaire apparaissent, cela prend racine dans un contexte de dégradation absolue de la vie quotidienne, car sinon les masses ne ressentent pas le besoin de générer de telles structures.

Il faut donc avoir en tête que les dirigeants de ces organes populaires doivent avoir pour objectif de se transformer en des fonctionnaires du nouvel État, de la même manière que le parti d'avant-garde qui porte et oriente ce processus se transforme en colonne vertébrale de ce même État. Les cadres d'avant-garde doivent également avoir en tête leur transformation en administrateur de l'État.

Un exemple parlant de cela est la transformation, que cela soit en URSS ou en Chine, des milices rouges en des armées rouges régulières : c'est la confirmation qu'à un moment donné, les organes de contre-pouvoir populaire subissent un saut qualitatif pour devenir des organes d'État tout court, fondés sur un nouveau contrôle administratif.

De la même manière on peut penser à la période dite du « communisme de guerre » en Russie entre 1917 et 1921, pour faire face aux efforts de guerre contre les armées contre-révolutionnaires mais aussi à la question du ravitaillement de la population.

La mise en place de la Dictature du prolétariat, c'est la mise en place d'une nouvelle administration de la vie. C'est un point essentiel, aussi capital pour la réussite et la stabilisation du nouvel État que l'écrasement immédiat des forces contre-révolutionnaires. En URSS, l'institution centrale de cette tâche a été l'Inspection ouvrière et paysanne comme espace de contrôle des règles et des lois du nouvel État.

À l'époque, l'état d'arriération des masses populaires a nécessité un compromis avec les experts de l'ancien État et une bataille contre des préjugés anciens et tenaces quant à l'incapacité du peuple à administrer un État. Des préjugés qui proviennent d'une vie quotidienne fondé sur le salariat et ses hiérarchies injustes, ainsi que d'un ancien État dont le fonctionnement est réservé aux membres de la bourgeoisie passés par les « grandes écoles ».

Voici ce que dit Lénine en *décembre 1917*, soit quelques semaines après la Révolution d'Octobre 1917 mettant le Socialisme à l'ordre du jour en Russie :

« Le grandiose remplacement du travail forcé par le travail pour soi, par le travail organisé méthodiquement à l'échelle gigantesque de l'État (et aussi, dans une certaine mesure, à l'échelle internationale, mondiale) exige également – outre les mesures « militaires » pour réprimer la résistance des exploités – d'immenses efforts d'organisation, de la part du prolétariat et de la paysannerie pauvre.

Cette tâche est inséparable de l'écrasement militaire, implacable, des esclavagistes d'hier (les capitalistes) et de la meute de leurs laquais, ces messieurs les intellectuels bourgeois (...).

« On ne pourra pas se passer de nous » : ainsi se consolent les intellectuels accoutumés à servir les capitalistes et l'État capitaliste. Leur calcul cynique est voué à l'échec : dès à présent, des gens instruits se détachent d'eux, passent aux côtés du peuple, aux côtés des travailleurs qu'ils aident à briser la résistance des laquais du capital.

Quant aux organisateurs de talent, ils sont nombreux dans la paysannerie et dans la classe ouvrière ; ils commencent tout juste à prendre conscience d'eux-mêmes, à s'éveiller, à se tourner vers un grand travail vivant et créateur, à entreprendre de leur propre initiative l'édification de la société socialiste.

Une des tâches les plus importantes de notre temps, sinon la plus importante, consiste à stimuler aussi largement que possible cette initiative spontanée des ouvriers, de tous les travailleurs et exploités en général, dans leur labeur fécond d'organisation.

Il faut détruire à tout prix ce vieux préjugé absurde, barbare, infâme et odieux, selon lequel seules les prétendues « classes supérieures », seuls les riches ou ceux qui sont passés par l'école des classes riches, peuvent administrer l'État, organiser l'édification de la société socialiste.

C'est là un préjugé. Il est entretenu par une routine pourrie, par l'encroûtement, par l'habitude de l'esclave, et plus encore par la cupidité sordide des capitalistes, qui ont intérêt à administrer en pillant et à piller en administrant.

Non, les ouvriers n'oublieront pas un seul instant qu'ils ont besoin de la force du savoir. Le zèle extraordinaire qu'ils mettent à s'instruire, surtout aujourd'hui, atteste qu'à cet égard il n'y a pas, il ne peut y avoir d'erreur au sein du prolétariat.

Mais pour ce qui est du travail d'organisation, il est à la portée du commun des ouvriers et des paysans, pourvu qu'ils sachent lire et écrire, qu'ils connaissent les hommes et soient munis d'une expérience pratique.

Parmi la « plèbe », dont les intellectuels bourgeois parlent avec hauteur et mépris, ces hommes sont légion. Au sein de la classe ouvrière et de la paysannerie, ces talents constituent une source intarissable et encore intacte.

Les ouvriers et les paysans sont encore « timides ». Ils ne se sont pas encore faits à l'idée qu'aujourd'hui ce sont eux la classe dominante ; ils ne sont pas encore assez résolus.

La révolution ne pouvait pas susciter d'emblée ces qualités chez des millions et des millions d'hommes que la faim et la misère avaient contraints toute leur vie durant à travailler sous la trique.

Mais la force, la vitalité, l'invincibilité de la Révolution d'Octobre 1917 tiennent précisément au fait qu'elle éveille ces qualités, renverse toutes les vieilles barrières, rompt les liens vétustes, et engage les travailleurs dans la voie où ils créent eux-mêmes la vie nouvelle.

Le recensement et le contrôle, telle est la tâche économique essentielle de tout Soviet des députés ouvriers, soldats et paysans, de toute société de consommation, de toute association ou comité de ravitaillement, de tout comité d'usine ou de tout organe de contrôle ouvrier en général.

Le rétablissement de liens sociaux, politiques et économiques dans une forme supérieure et nouvelle car socialiste passe, on l'aura compris, par la *planification* et la mise en avant du nouvelle éthique de travail, le *collectivisme*. C'est le rôle historique de la Dictature du prolétariat.

Ici aussi, sans parti d'avant-garde disposant de cadres dirigeants qui maîtrise le matérialisme dialectique, il est impossible de répondre à cet objectif. Le parti armé du matérialisme dialectique ne vise pas seulement la révolution, mais aussi à édifier un nouvel État.

La dialectique du Nouvel État

Pour que le nouvel État prolétarien se maintienne dans le temps et réalise ses objectifs révolutionnaires, il lui faut combiner les deux éléments que sont la discipline de fer avec la souplesse démocratique à la base.

Il faut écraser l'ancienne classe exploiteuse, elle et sa vision du monde, mais aussi émanciper la nouvelle classe exploitée. Émanciper la classe exploitée, cela signifie qu'elle cesse d'être opprimée, exploitée, aliénée et vise, au contraire, la domination et la direction consciente de la société. Mais pour cela, la classe exploitée (et soumise) doit se forger une culture d'organisation et de commandement du niveau d'un État.

Dans les conditions de la Russie arriérée, Lénine rappelait que cela devait déjà passer par s'arracher des vieux préjugés féodaux et d'assumer une culture d'administration bourgeoise, c'est-à-dire démocratique.

Il y a une dialectique dictature/démocratie qui permet la réussite stratégique de la révolution : le XXe siècle est précisément l'histoire de l'échec sur ce plan.

En URSS, les gens se sont laissés embarquer par les thèses de Khrouchtchev au nom d'un communisme allant de soi à l'horizon 1980, devant automatiquement arriver. Le triomphe de l'idéologie cybernétique a été le reflet de ce laisser-aller politique et idéologique.

En Chine ont été acceptées les thèses à l'ouverture capitaliste de Deng Xiaoping, au nom de l'assouplissement de la dictature par pragmatisme : « peu importe la couleur du chat pourvu qu'il attrape les souris ».

Les deux formes du révisionnisme de la dictature du prolétariat ne sont pas les mêmes, mais témoignent d'une même pénétration des conceptions anti-populaires dans les rangs dirigeants, au nom du pragmatisme et dans un esprit de corruption.

Pour garantir inversement sa réussite, la dictature du prolétariat doit être une participation toujours plus élargie des gens à la marche de l'État, seule condition à même de réaliser la dictature contre les éléments réactionnaires.

« Ce n'est que lorsque les Soviets seront devenus l'appareil unique de l'État que pourra être assurée la participation effective des masses autrefois exploitées à l'administration du pays, participation dont, même dans les démocraties bourgeoises les plus éclairées et les plus libres, elles étaient exclues 99 fois sur 100.

Dans les Soviets seuls, la masse des exploités commence à apprendre, non par des livres, mais par son expérience pratique, ce qu'est l'édification du socialisme, la création d'une nouvelle discipline sociale et de la libre association des travailleurs libres. » (Lénine, Thèses sur les tâches du 2e congrès de la IIIe Internationale, 1920)

La Dictature du prolétariat, c'est la stratégie de la participation politico-militaire des masses populaires à leur destin commun, d'où le fait que cela soit une phase prolongée entre le capitalisme et le communisme.

Elle est la négation, par la dictature, de la bourgeoisie, et l'affirmation, par la démocratie, du prolétariat :

« Ce qu'il faut aux classes exploiteuses, c'est la domination politique pour le maintien de l'exploitation, c'est-à-dire dans l'intérêt égoïste d'une infime minorité contre l'immense majorité du peuple.

Ce qu'il faut aux classes exploitées, c'est la domination politique en vue du complet anéantissement de toute exploitation, c'est-à-dire dans l'intérêt de l'immense majorité du peuple, contre l'infime minorité des modernes esclavagistes, c'est-à-dire des propriétaires fonciers et des capitalistes. » (Lénine)

C'est un sas car elle est l'espace de mise en forme d'une nouvelle Humanité à travers une nouvelle personnalité qui, réalisée pour l'ensemble de l'Humanité, peut ensuite se débarrasser de tout appareil d'État.

Pour qu'un tel appareil d'État disparaisse, la dictature du prolétariat vise la militarisation totale du peuple.

La place centrale des femmes dans l'appareil d'État prolétarien

Reprenant le socialiste utopique Charles Fourier, Karl Marx a écrit :

« Le changement qui s'opère au cours des périodes historiques est conditionné par le progrès des femmes vers la liberté, car c'est là, dans le rapport de la femme avec l'homme, du faible avec le fort qu'apparaît avec le plus d'évidence la victoire de la nature humaine sur la brutalité.

Le degré de l'émancipation de la femme est la mesure naturelle de l'émancipation générale. »

La Commune de Paris comme première forme embryonnaire d'un État à base populaire a d'emblée donné le droit de vote aux femmes et leur possibilité d'être élue.

De la même manière que les femmes ont obtenu le droit de participer aux milices d'auto-défense.

De la même manière qu'il est connu que la révolution prolétarienne en Russie a commencé avec la contestation contre la guerre et le tsarisme lors d'une manifestation d'ouvrières à Petrograd en mars 1917.

C'est la raison pour laquelle Lénine a dit que la consistance du nouvel État prolétarien devait passer par l'émancipation des femmes de l'« esclavage domestique » et leur participation pleine et entière aux affaires publiques :

« Camarades, (...) Les ouvrières doivent prendre une grande part aux élections. Le pouvoir soviétique a été le premier et le seul au monde à abolir complètement les vieilles lois bourgeoises, les lois infâmes qui consacraient l'infériorité légale de la femme et les privilèges de l'homme, notamment dans le domaine du mariage et des rapports avec les enfants (...).

Mais ce n'est pas assez. L'égalité devant la loi n'est pas encore l'égalité dans la vie. Il faut pour cela que les ouvrières prennent une part de plus en plus grande à la gestion des entreprises publiques et à l'administration de l'État.

Les femmes feront vite leur apprentissage en administrant et rattraperont les hommes.

Élisez donc davantage d'ouvrières au Soviet, tant communistes que sans-parti.

Peu importe si une ouvrière honnête, sensée et consciencieuse dans son travail n'appartient pas au parti : élisez-la au Soviet de Moscou ! »

C'est là un des aspects démocratiques essentiels à la Dictature du prolétariat. Il faut se souvenir ici que les femmes ont pu participer aux élections dans les démocraties bourgeoises, qu'en 1944 en France, pleinement en 1928 en Angleterre, en 1918 en Allemagne, en 1920 aux États-Unis, en 1971 en Suisse.

L'URSS ainsi que la Chine populaire ont favorisé l'émancipation des femmes sur de multiples aspects, surtout en ce qui concerne les restes de conceptions féodales. La Seconde Guerre mondiale a ainsi vu une forte participation des femmes dans les rangs de l'armée rouge, témoin d'une émancipation de la femme.

La dictature du prolétariat a eu un rôle démocratique avéré, mais l'état d'arriération des pays et le niveau des forces productives encore peu développé n'a pas été en mesure de former le terrain historique à l'affranchissement général des femmes.

Il est évident que le nouveau régime prolétarien qui sortira des conditions de la seconde crise générale ne peut que placer les femmes aux postes de direction dans le but de faire un pas en avant important dans une nouvelle étape de la Civilisation.

La question des étapes et des alliances de classes pour aller au Socialisme

Du fait de conditions arriérées, la Russie révolutionnaire ainsi que la Chine révolutionnaire ont compris très vite la nécessité des compromis. En Russie, cela a pris la forme, après la fin de la guerre civile et de la période du « communisme de guerre », de la « Nouvelle politique économique ».

En Chine, les années 1950 ont vu se formaliser un accord avec les experts techniques de l'URSS, les entrepreneurs de la bourgeoisie nationale et des couches éduquées des villes.

Comme tout État, l'État de la dictature du prolétariat doit faire la distinction entre l'appareil d'État et le gouvernement. Si la direction de l'État, son appareil, ne peut qu'être de nature prolétarienne sur la base de la promotion et de la cooptation à partir de la discipline du parti, le gouvernement doit quant à lui réaliser des alliances. La dictature du prolétariat c'est une capacité de direction et de gouvernance.

Les alliances de classe permettent la formation d'une « hégémonie », car le prolétariat, pas plus que la bourgeoisie, ne peut gouverner seul. Dit autrement, l'appareil d'État prolétarien forme la perspective stratégique quand l'appareil gouvernemental forme sa dimension tactique.

Historiquement cela a adonné lieu à l'alliance avec une partie de la paysannerie, ainsi que dans les pays semi-féodaux, semi-coloniaux, avec une partie de la bourgeoisie libérale-nationale non assujettie à un impérialisme et opposée à l'aristocratie foncière.

Au fond de cette alliance qui a donné historiquement le symbole du communisme (le marteau et la faucille croisés), il y a la question des conquêtes démocratiques. La réforme agraire qui donne la terre aux paysans, tout autant que la politique volontaire d'instruction du peuple, ne sont pas de nature socialiste, mais de nature démocratique anti-féodale.

Ces politiques permettent d'embarquer les couches non prolétariennes dans la construction d'une nouvelle société, socialiste, car ayant l'objectif de faire participer le plus d'éléments du peuple à la marche des affaires. De la même manière qu'avoir au moins le soutien passif de la bourgeoisie nationale non compradore dans les pays semi-féodaux, semi-coloniaux, permet un soutien des villes à l'industrialisation.

Par conséquent, la dictature du prolétariat n'est pas qu'un instrument de répression, mais aussi et peut-être aussi surtout un outil de construction. De construction du Socialisme, sur la base d'une alliance de classes qui permet la formation d'un espace historique propice au développement progressif du Socialisme à toute la Société.

Voici ce que dit Staline à propos de la Dictature du prolétariat, et dont on notera par rapport au propos ici présent l'importance du point numéro 2 :

« 1. Utilisation du pouvoir du prolétariat pour la répression des exploiters, la défense du pays, la consolidation des relations avec les prolétaires des autres pays, le développement et la victoire de la révolution dans tous les pays ;

2. Utilisation du pouvoir du prolétariat pour détacher définitivement de la bourgeoisie les travailleurs et les masses exploitées, pour renforcer l'alliance du prolétariat avec ces masses, pour faire participer ces dernières à la réalisation du socialisme et assurer leur direction politique par le prolétariat ;

3. Utilisation du pouvoir du prolétariat pour l'organisation du socialisme, l'abolition des classes, l'acheminement vers une société sans classes, sans État. »

C'est la raison pour laquelle Lénine avait insisté en 1923 sur la fusion de l'Inspection ouvrière et paysanne avec la Commission centrale de contrôle pour s'assurer de l'alliance effective des ouvriers et des paysans alors qu'était toléré une liberté de commerce dans le cadre de la « nouvelle politique économique ».

«Je propose au congrès d'élire pour la Commission centrale de contrôle 75 à 100 nouveaux membres choisis parmi les ouvriers et les paysans.

Les camarades élus seront soumis, en tant que membres du Parti, à une vérification pareille à celle que subissent tous les membres du Comité central, puisqu'ils jouiront de tous les droits attachés à cette qualité.

D'autre part, l'Inspection ouvrière et paysanne sera ramenée à 300 ou 400 employés, particulièrement vérifiés eu égard à leur bonne foi et à leur connaissance de notre appareil d'État ; ils devront aussi subir une épreuve spéciale attestant qu'ils sont au courant des principes de l'organisation scientifique du travail en général, notamment de l'administration, du travail de bureau, etc.

Je pense que cette fusion de l'Inspection ouvrière et paysanne et de la Commission centrale de contrôle sera utile à ces deux institutions.

D'une part, l'Inspection acquerra ainsi une haute autorité morale, au moins égale à celle du Commissariat du Peuple aux Affaires étrangères.

D'autre part, notre Comité central — avec la Commission centrale de contrôle — deviendra définitivement une conférence suprême du Parti ; à dire vrai, il s'est déjà engagé dans cette voie où il lui faut aller jusqu'au bout, afin de pouvoir judicieusement s'acquitter de sa tâche sous un double rapport : faire en sorte que son organisation et son travail soient méthodiques, rationnels et systématiques, que la liaison réelle avec les grandes masses soit assurée par le truchement de l'élite de nos ouvriers et de nos paysans. »

L'alliance de classe est également centrale dans le contexte de la Chine révolutionnaire. Voici ce que Mao Zedong a écrit dans De la dictature démocratique populaire en juin 1949 :

« La dictature démocratique populaire a besoin de la direction de la classe ouvrière, parce que la classe ouvrière est la classe la plus clairvoyante, la plus désintéressée, celle dont l'esprit révolutionnaire est le plus conséquent.

Toute l'histoire de la révolution prouve que la révolution échoue sans la direction de la classe ouvrière et qu'elle triomphe avec la direction de la classe ouvrière.

A l'époque de l'impérialisme, aucune autre classe, dans quelque pays que ce soit, ne peut mener une véritable révolution à la victoire.

La preuve en est que les révolutions dirigées à plusieurs reprises par la petite bourgeoisie et la bourgeoisie nationale de Chine ont toutes échoué.

La bourgeoisie nationale est d'une grande importance à l'étape actuelle.

Nous avons toujours l'impérialisme en face de nous, et c'est un ennemi très féroce.

L'industrie moderne de Chine ne représente encore qu'une très faible part dans l'ensemble de l'économie nationale.

Pour le moment, les statistiques précises font défaut, mais à en juger par certaines données, la valeur de la production de l'industrie moderne, avant la Guerre de Résistance contre le Japon, ne représentait dans toute l'économie nationale que 10 pour cent environ de la valeur globale de la production.

Pour faire face à l'oppression impérialiste et porter son économie retardataire à un niveau plus élevé, la Chine doit mettre à profit le capitalisme des villes et de la campagne et en faisant jouer tous les facteurs qui soient profitables, et non nuisibles, à l'économie nationale et à la vie du peuple ; nous devons nous unir avec la bourgeoisie nationale en vue d'une lutte commune.

Notre politique actuelle consiste à limiter le capitalisme et non à le supprimer.

Mais la bourgeoisie nationale ne peut jouer le rôle dirigeant dans la révolution ni ne doit occuper une place prépondérante dans le pouvoir d'État.

La raison en est sa faiblesse, déterminée par sa position sociale et économique ; cette classe manque de clairvoyance et du courage nécessaire ; bon nombre de ses membres ont peur des masses populaires. »

Voilà bien résumé en rapport à la situation chinoise la question des alliances de classe et des étapes. On ne décrète pas d'un coup d'un seul le passage au Socialisme, et ce qui compte c'est que l'appareil d'État soit enveloppé dans une membrane prolétarienne, qui est le parti armé du matérialisme dialectique et ayant comme but final le Communisme.

Si l'on veut bien saisir comment s'opèrent les étapes et les alliances de classes après la révolution dans le cadre du régime de la dictature du prolétariat, il faut avoir en tête qu'en parallèle de l'idéologie du matérialisme dialectique il y a un style de travail précis. Il faut citer ici Staline :

« Le léninisme est une école théorique et pratique, qui forme un type particulier de militant dans le Parti comme dans l'appareil d'État, qui crée un style particulier dans le travail, le style léniniste.

Quels sont les traits caractéristiques de ce style ?

Quelles en sont les particularités ?

Ces particularités sont au nombre de deux :

a) l'élan révolutionnaire russe et

b) le sens pratique américain.

Le style du léninisme, c'est l'alliance de ces deux particularités dans le travail au sein du Parti et dans l'appareil d'État.

L'élan révolutionnaire russe est un antidote contre l'inertie, la routine, le conservatisme, la stagnation de la pensée, la soumission servile aux traditions ancestrales.

L'élan révolutionnaire russe, c'est cette force vivifiante qui éveille la pensée, pousse en avant, brise le passé, donne la perspective. Sans cet élan, aucun mouvement progressif n'est possible.

Mais dans la pratique, l'élan révolutionnaire russe a toutes les chances de dégénérer en manilovisme* [placidité] « révolutionnaire » vide, s'il n'est pas uni au sens pratique américain dans le travail.

Les exemples d'une telle dégénérescence, on en trouve tant et plus.

Qui ne connaît la maladie de l'élucubration « révolutionnaire » et de la planomanie « révolutionnaire », dont la source est une foi aveugle en la puissance du décret qui peut tout arranger et tout transformer ?

Dans un récit intitulé Ouskomtchel (l'Homme communiste perfectionné), un écrivain russe, I. Ehrenbourg, a dépeint un type de « bolchévik » qui, atteint de cette maladie, s'est donné pour but d'établir le schéma de l'homme perfectionné et idéal et... qui s'est « noyé » dans ce « travail ».

Il y a dans ce récit une grande part d'exagération ; mais qu'il ait bien saisi le sens de cette maladie, cela ne fait point de doute.

Il me semble, cependant, que personne ne s'est moqué de ces malades aussi cruellement, aussi implacablement que Lénine.

« Vanité communiste », voilà comment il qualifiait cette foi malade en l'élucubration et la décrétomanie.

La vanité communiste, dit Lénine, est le fait d'un homme qui, membre du Parti communiste d'où il n'a pas encore été expulsé, se figure pouvoir s'acquitter de toutes ses tâches à coups de décrets communistes. (Discours prononcé au IIe congrès des travailleurs de l'enseignement politique de la RSFSR, le 17 octobre 1921)

Au verbiage « révolutionnaire » Lénine opposait généralement les tâches ordinaires, quotidiennes, soulignant par là que l'élucubration « révolutionnaire » est contraire et à l'esprit et à la lettre du léninisme authentique.

Moins de phrases pompeuses, dit Lénine, et plus de travail simple, quotidien... Moins de caquetage politique et plus d'attention aux faits... les plus simples, mais vivants, de l'édification communiste. («La grande initiative»)

Le sens pratique américain, c'est, au contraire, un antidote contre le manilovisme « révolutionnaire » et les élucubrations fantaisistes.

Le sens pratique américain est la force indomptable qui ne connaît ni ne reconnaît de barrières, qui emporte les obstacles de tout genre et de tout ordre par sa ténacité industrielle; qui ne peut manquer de mener jusqu'au bout la tâche une fois commencée, fût-elle minime, force sans laquelle on ne saurait concevoir un sérieux travail de construction.

Mais le sens pratique américain a toutes les chances de dégénérer en un affairisme étroit et sans principes, s'il ne s'allie à l'élan révolutionnaire russe.

Qui ne connaît la maladie du praticisme étroit et de l'affairisme sans principes, qui conduit souvent certains « bolchéviks » à la dégénérescence et à l'abandon de la cause révolutionnaire ?

Cette maladie particulière a été décrite par B. Pilniak dans son roman: l'Année nue, où l'auteur montre des types de « bolchéviks » russes, pleins de volonté et de décision pratique, « œuvrant » avec beaucoup d'« énergie », mais dénués de perspectives, ne sachant « ni quoi ni pourquoi », et déviant, pour cette raison, de la voie du travail révolutionnaire.

Personne n'a raillé avec autant de mordant que Lénine, cette maladie de l'affairisme. « Praticisme étroit », « affairisme stupide », voilà comment Lénine qualifiait cette maladie. Il lui opposait ordinairement l'œuvre révolutionnaire vivante et la nécessité de perspectives révolutionnaires dans les moindres tâches de notre travail quotidien, soulignant par là que l'affairisme sans principes est aussi contraire au léninisme authentique que l'élucubration « révolutionnaire ».

L'élan révolutionnaire russe, allié au sens pratique américain, telle est l'essence du léninisme dans le travail au sein du Parti et dans l'appareil d'État.

Seule cette alliance nous donne le type achevé du militant léniniste, le style du léninisme dans le travail. »

On connaît ensuite le processus : les années 1930 en URSS sont les années d'une nouvelle étape, celle du triomphe de la planification et de la collectivisation des campagnes grâce à la politique de Staline.

C'est aussi, dans le même temps, une période massive de promotion de cadres dirigeants issus des masses populaires dans les échelons de l'État. C'est l'étape socialiste à proprement parler. De la même manière que la Chine a visé la consolidation de la nouvelle étape avec la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne à partir de 1966.

À la même époque, dans les pays capitalistes développés, la question de l'alliance de classe a pris le chemin du front antifasciste. C'était un pas en direction, non plus seulement vers la paysannerie pauvre, mais aussi vers les couches intellectuelles et les petits patrons, les commerçants et les artisans des villes.

Il est évident que si un pays capitaliste développé avait basculé dans le Socialisme dans les années 1940, la nature du gouvernement aurait été démocratique et populaire, dans l'idée de réaliser une alliance avec les couches sociales non prolétariennes et non paysannes, mais ayant intérêt à la destruction du fascisme.

Si l'on veut ainsi résumer la chose, on doit considérer que le gouvernement de l'État prolétarien ne peut se fonder sur des décrets mais sur un rapport vivant, donc révolutionnaire, aux classes non prolétariennes dans le but d'amener la société à progresser sur le chemin du Socialisme, vers le Communisme. Ce « rapport vivant » se fonde sur l'importance donnée à la question démocratique.

La Grande Révolution Culturelle Prolétarienne (GRCP)

Avec le triomphe du révisionnisme en Union Soviétique à partir de la mort de Joseph Staline en 1953, les communistes chinois opèrent une rupture au début des années 1960. Cela va être d'une grande aide pour approfondir les leçons de Staline quant à la nature de la Dictature du prolétariat au moment de l'étape socialiste.

Rappelons le parcours révolutionnaire : les masses génèrent des organes de contre-pouvoir face à la crise générale du capitalisme et ses tendances décadentes et réactionnaires.

Progressivement, ces organes se transforment en appareil d'État et, pour se stabiliser, le nouveau pouvoir assume une étape d'alliance démocratique avec les couches non prolétariennes.

Puis, la réalisation des tâches démocratiques permet d'aller vers une nouvelle étape, celle de l'édification réelle du Socialisme.

Dans cette seconde (ou troisième) phase, les anciennes classes exploiteuses et autres couches dirigeantes redoublent d'effort et de manigance pour saboter le pouvoir de l'État prolétarien.

Comme le disait Staline à ce propos, « *les meilleures forteresses se prennent de l'intérieur* ».

À ce stade, le révisionnisme ou contre-restauration bourgeoise n'arrive jamais par la grande porte ou au moyen d'un affrontement direct, mais se trace un chemin dans le sillon des vieilles conceptions, des anciennes traditions encore ancrées (et pour longtemps) dans les habitudes du peuple.

Elles se nichent dans la défense des « experts », des « directeurs », des « savants », y compris et surtout ceux ayant acquis des positions dans le parti et l'État lui-même.

C'est pourquoi la GRCP a eu comme mot d'ordre « feu sur le quartier général », pour démasquer et chasser les imposteurs révisionnistes, les tenants d'une ligne noire au sein de l'État prolétarien.

Des experts de l'ancien appareil d'État avaient trouvé à se loger dans les nouvel appareil d'État et l'appareil productif, favorisant la continuité de l'idéologie bourgeoise, c'est-à-dire l'idéalisme, le positivisme, l'unilatéralisme, le mécanisme, le changement graduel et non par bond, etc., etc.

La sédimentation des anciennes conceptions des classes réactionnaires est toujours bien plus importante dans le champ de la culture. C'est la raison pour laquelle Mao Zedong lance en 1966 la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne fondée sur la lutte contre « quatre vieilleries » et la mobilisation politico-militaire de la jeunesse révolutionnaire.

La classe ouvrière a été amené à opérer sa « dictature intégrale sur la bourgeoisie » en s'emparant du matérialisme dialectique comme vision-guide pour toutes les activités de la vie. C'est un bond de géant effectué pour le renforcement du pouvoir prolétarien car il repose sur une vision du monde totale, complète, particulièrement bien approfondie à l'époque.

C'est une avancée capitale car en assumant le matérialisme dialectique comme vision du monde qui dirige tous les étages de la vie, la révolution chinoise a assumé et compris avec plus de relief le mot d'ordre de Lénine de produire une nouvelle éthique dans l'administration de l'État.

La question n'est plus de bien gérer, de bien servir, mais de diriger les choses en conformité avec la matière en mouvement, ce qui permet d'écarter les opportunistes et « nouveaux bourgeois » qui refusent l'effort idéologique communiste :

« Nous voudrions plutôt attirer l'attention de nos camarades sur le fait qu'il souffle aujourd'hui un autre genre de vent, qui s'appelle l'« *embourgeoisement* ».

Il s'agit du style de vie bourgeois dont a parlé le président Mao, du vent funeste qui fait dégénérer en éléments bourgeois les quelques « *une partie* » dont il a été question.

Et parmi ces quelques « *une partie* », l'embourgeoisement d'une partie des communistes et surtout d'une partie des cadres dirigeants est susceptible de nous causer le plus grand tort.

Sous l'emprise de ce sinistre courant, certains individus imbus d'idées bourgeoises se lancent dans une course acharnée aux honneurs et aux richesses, et loin d'en rougir, ils s'en vantent.

Certains en sont même venus à tout convertir en marchandises, jusqu'à leur propre personne. Pour eux, adhérer au Parti communiste et travailler pour le prolétariat n'est qu'un moyen d'obtenir pour la marchandise qu'ils sont un avantageux reclassement et pour se faire payer au prix fort par le prolétariat.

Ceux qui ne sont communistes que de nom et sont en fait de nouveaux éléments bourgeois présentent les traits caractéristiques de l'ensemble de la bourgeoisie à l'agonie et en putréfaction. » (De la dictature intégrale sur la bourgeoisie, 1975)

Si bien que l'on peut dire que le but de la dictature du prolétariat est de généraliser, puis de faire entrer dans les habitudes et les mœurs du peuple entier la conception matérialiste dialectique du monde.

Voici un extrait d'un article chinois de 1976, « L'Utilisation intégrale contre la pollution », qui résume bien l'état d'esprit de ce moment capital pour le renforcement de la dictature du prolétariat à l'époque de l'étape Socialiste en vue de maintenir l'objectif Communiste :

« Après avoir étudié les œuvres philosophiques du président Mao, les ouvriers, paysans et soldats ont accru leurs connaissances, élargi leur horizon et élevé leur capacité de connaître et de transformer le monde.

Les ouvriers d'une usine de produits chimiques étaient persuadés que les déchets industriels ne pouvaient qu'être dispersés dans l'atmosphère, éliminé par des conduites souterraines ou déversés dans la mer. En étudiant la dialectique matérialiste, ils ont compris que le concept de « un se divise en deux » s'appliquait aussi à ces déchets qui pouvaient de ce fait être revalorisés dans certaines conditions. Aussi, pratiquent-ils avec enthousiasme l'utilisation intégrale.

L'esprit se transforme en matière. Ces dernières années, ils ont produit des polycristaux de silicium, des huiles de silicones, des diodes, etc. La capacité de l'homme de connaître et de transformer le monde objectif est sans limite et il en est de même de l'utilisation des déchets industriels ».

La GRCP est le dernier grand mot de l'expérience de la Dictature du prolétariat au siècle dernier.

**Parti-idéologie, front, armée :
les trois instruments concentriques de la révolution,
l'ossature de la dictature du prolétariat**

Ainsi si l'on résume, le marxisme, puis le léninisme et le maoïsme découvrent tour à tour, dans le feu de pratique révolutionnaire, le fait que la lutte de classe prolétarienne débouche nécessairement sur un nouvel appareil d'État, dans le cadre du pourrissement de l'impérialisme (guerre de repartage) qui engendre son anti-thèse : des conseils du peuple militarisés.

Avant l'ouverture objective de la crise révolutionnaire, il existe un parti d'avant-garde très minoritaire qui, par sa maîtrise de l'idéologie et de la science, centralise et oriente correctement le nouveau corps de fonctionnaires issu des conseils populaires militarisés.

Cela ouvre la voie à un gouvernement en mesure de réaliser une alliance démocratique et populaire des classes progressistes contre les éléments de l'ordre ancien, qui puise sa légitimité dans sa capacité administrative à reconstituer des liens sociaux, économiques et politiques déchirés par la crise générale du capitalisme.

Une lutte se poursuit dans la superstructure contre les tentatives de restauration par le biais de l'héritage culturel des classes anciennes. Cette lutte ne peut être menée qu'à la condition d'une maîtrise aiguisée de la science révolutionnaire qui est le matérialisme dialectique, non pas comme « méthode », mais comme vision du monde aboutie du prolétariat constitué comme classe non seulement dominante, mais aussi et surtout dirigeante.

Tel est à gros trait le chemin tracé par l'expérience révolutionnaire du peuple avant et sous le Socialisme au XXe siècle. Ce sont les trois instruments de la révolution, qui a été résumé de la manière suivante par le PCP en 1988 :

« Organiser les masses à fin qu'elles aillent au-delà de ce que l'ordre légal établi permet, ces masses qui luttent pour détruire l'ancien ordre et non pas pour le conserver il faut les organiser dans les trois instruments de la révolution : Parti, où se regroupe la minorité, l'Armée, où il y a un plus grand nombre d'hommes et dans le nouvel État-Front qui est la base qui agglutine les masses par bonds et progressivement, dans la campagne en Comités populaires, dans les villes en Mouvement Révolutionnaire de Défense du Peuple. »

Le régime de la Dictature du prolétariat parvient à l'étape du Socialisme lorsque les trois instruments de la révolution sont reliés et concentrés à un tel niveau qu'ils peuvent enfanter une nouvelle mobilisation populaire en faveur de la généralisation du matérialisme dialectique dans la société.

La forteresse idéologique du matérialisme dialectique, cœur de la Dictature du prolétariat

Dans le numéro 4 de la revue *Connexions*, organe théorique du Parti Matérialiste Dialectique, on lit fort justement la chose suivante :

« On ne peut s'émanciper d'une société moderne sans abattre son socle matériel et sa justification « intellectuelle ».

La propriété privée érigée en « droit naturel » en forme le socle, du patron décidant comme bon lui semble de l'emploi des ses machines au féminisme bourgeois du « mon corps, mon choix », jusqu'à l'humanité anthropocentriste se refusant de considérer la Nature, et donc les animaux, autrement que comme une ressource exploitable.

Ce dont les révolutionnaires ont besoin, ce n'est pas seulement de savoir construire les « trois épées » que sont le Parti, l'Armée, le Front, compris correctement au XXe siècle dans ce qui est devenu le marxisme-léninisme-maoïsme, mais de générer une subjectivité qui a banni de son raisonnement le cloisonnement, le particularisme, l'unilatéralisme.

Maintenir le drapeau rouge levé au XXIe siècle, c'est par conséquent et de manière toute naturelle réaliser une subjectivité dialecticienne. Cela n'est pas une méthode pour résoudre à la manière d'ingénieurs les questions économiques, politiques, écologiques, ni même artistiques et culturelles.

C'est une vision du monde à la hauteur d'une situation historique qui tend à plus de densité, de complexité et d'interconnexions.

Il faut accepter d'analyser toute chose comme issue d'une contradiction entre deux forces se confrontant, avec des aspects plus ou moins importants dans cette même confrontation, l'une des forces représentant l'ancien, l'autre le nouveau. Cela exige une implication subjective certaine, un effort intellectuel prolongé assumé, une propension à l'étude de tous les éléments.

Partout et tout le temps, devant n'importe quel problème que la vie pose devant soi, du plus infime au plus important, ce qui est moralement juste est la décision qui accompagne l'affirmation de la nécessité positive contenue dans « le problème ».

Problème entre guillemets, car en fait il n'y a jamais à proprement de « problème » puisque rien n'est figé et tout se transforme, reste à savoir comment bien refléter et accompagner cette transformation pour ne pas accuser des retards et retours en arrière trop coûteux.

Comprendre le mouvement du monde, y participer, porter le nouveau contre l'ancien, le juste contre l'injuste – tel est le sens de la dialectique. »

Écraser le pouvoir de la bourgeoisie, cela ne signifie pas seulement socialiser les moyens de production, même l'ensemble et la totalité des moyens de production (c'est-à-dire jusqu'aux derniers artisans et professions libérales), ni même seulement démanteler les moyens de production façonnée de bout en bout par la bourgeoisie et ne pouvant, par conséquent, être réutilisés.

Le pouvoir de la bourgeoisie, c'est une conception du monde qui a su hériter de l'ensemble des acquis de civilisation précédente, pour les mettre en forme en suite à son service, au départ de manière universelle quand elle portait quelque chose de positif, puis ensuite de manière bornée quand elle bascule dans la réaction puis la décadence.

Écraser le « pouvoir de la bourgeoisie », c'est triompher d'une vision du monde qui a pris racines jusqu'au plus profond des habitudes de tout un chacun. Voici ces éléments idéologiques :

1. La nature vue comme une ressource à exploiter
2. La séparation de l'être humain d'avec la Nature
3. La séparation des animaux d'avec le reste de la Nature
4. La séparation de l'individu d'avec le reste de la Société
5. Le développement séparé, indépendant et chaotique entre individu, nature et société
6. La séparation du monde en nations
7. Le triomphe de l'individu isolé comme réussite sociale
8. Le pragmatisme comme expérience sensible quotidienne
9. Le relativisme comme mode de relation avec autrui
10. Le rejet de l'aspect négatif des choses
11. La concurrence comme « expression naturelle » de la vie
12. La soumission des manuels aux intellectuels
13. La soumission de la campagne à la ville
14. Les experts comme ossature de l'appareil d'État
15. La technique comme expression « neutre » du développement humain

Vaincre le pouvoir de la bourgeoisie, vue comme l'expression la plus achevée des classes dominantes et dirigeantes, c'est vaincre ces formes idéologiques.

Les vaincre cela signifie les écraser, les remplacer pour conditionner de nouvelles habitudes et de nouveaux comportements tellement ancrés qu'il soit impossible de revenir en arrière à certain point du développement.

La dictature du prolétariat est le moyen pour réaliser la fusion générale du matérialisme dialectique avec les masses populaires.

L'étape démocratique-populaire et les alliances de classe dans la société capitaliste développée

Il faut par conséquent tirer une conclusion de la société capitaliste développée par rapport aux alliances dans le cadre de la dictature du prolétariat. Il n'y a plus aujourd'hui de paysannerie comme allié objectif à la classe ouvrière. De la même manière que la classe ouvrière a perdu en force numérique, mais a gagné en force qualitative (savoir-faire, instructions, connaissances, etc.).

Si l'on prend les classes sociales dans les sociétés capitalistes développées, on a *grosso modo* un océan de prolétaires compris comme l'ensemble des travailleurs d'exécution, avec en son sein un petit noyau ouvrier réalisant un véritable travail productif. Là est le cœur du régime de la dictature du prolétariat dans la métropole impérialiste qui, à la différence de la Russie et de la Chine au siècle dernier, constitue pratiquement 50 % de la population.

Reste qu'on ne mène pas une politique d'édification vers le Socialisme avec 50 % de la population : pour cela il faut obtenir le soutien, au moins passif, d'au moins 20 % de la population restante, voire 30 %.

Quelle est-elle, cette population restante ? Essentiellement des travailleurs de l'encadrement, de la petite hiérarchie, des fonctionnaires, mais aussi des petits propriétaires de moyens de production et autres professions libérales.

Reste à savoir quel est le sens de la politique démocratique dans une telle société. Car la paysannerie a définitivement été dépossédée par l'agrobusiness et le peuple est massivement instruit, de la même manière que le patriarcat, dans sa forme féodale, a été liquidé (ce qui ne veut pas dire qu'il ait disparu).

Malgré des restes et des poches de réaction de type féodal (on pensera ici aux animaux) la bourgeoisie des sociétés capitalistes développées a réalisé sa mission démocratique anti-féodale.

Mais s'il n'y a pas de « conquêtes » démocratiques à l'horizon du 24/24 du capitalisme, il y a par contre la défense démocratique.

Car en étant pleinement développé, le capitalisme de la bourgeoisie triomphante bascule dans la décadence la plus complète et vient grignoter l'héritage démocratique, non pas sur la base d'une renonciation dans la lutte anti-féodale, mais sur la base du capitalisme lui-même.

L'alliance de classe de type démocratique-populaire ne peut que reposer sur la défense de l'héritage culturel national classique et le démantèlement des horreurs héritées du capitalisme tels que les abattoirs, la pornographie, la prostitution légale, l'acceptation des drogues, la « civilisation » de la voiture et du pavillon....

En fait l'alliance de classe suppose d'autant plus le parti d'avant-garde qu'il porte la réalisation de la pensée-guide de la révolution. La pensée-guide, c'est la théorie de la révolution adaptée au parcours spécifique d'un pays : si la substance stratégique de la révolution est la même partout, son expression diffère selon les contours de chaque contexte national.

La pensée-guide est l'adaptation concrète de la Révolution au cadre national : cette adaptation est la compréhension prolétarienne du parcours national des luttes des classes, de l'héritage démocratique, de la nature de l'État et du trait d'esprit national. À partir de là, la pensée-guide est la condition élémentaire pour réaliser l'alliance du prolétariat dans sa dictature avec les éléments non-prolétariens mais ayant un besoin de défense démocratique.

Si la pensée-guide permet l'existence d'un gouvernement prolétarien qui puisse réaliser une politique hégémonique, l'existence renouvelée d'une avant-garde maîtrisant le matérialisme dialectique permet la défense stratégique de l'appareil d'État prolétarien, de la nature même de la dictature du prolétarien vers son but final, le communisme, contre les réactions et contre-réactions successives.

Le problème historique de la Dictature du prolétariat dans le cadre de la seconde crise générale

Par rapport aux alliances de classe nouvelles, le numéro 7 de la revue *Crise* affirmait la chose suivante.

« Ce qui a donc changé réellement entre les années 1930-1950 et aujourd'hui, c'est qu'auparavant il y avait un noyau ouvrier dans un océan de petits paysans propriétaires, alors qu'il y a aujourd'hui un noyau ouvrier dans un océan prolétaire. »

C'est tout à fait juste. Restent deux points essentiels : premièrement, l'océan prolétaire est lui-même composé d'un océan de petits propriétaires, non plus paysans, avec la possession du logement et de la voiture. Ce fait est l'expression, deuxièmement, d'une subsomption réelle du prolétaire, marchant comme protagoniste intégré de bout en bout au capitalisme.

Ces aspects du prolétariat de la société de consommation du capitalisme font que les prolétaires ont vu leur patrimoine historique effacé et leur conscience de classe altérée, corrompue. Dans le 24h/24 du capitalisme, il n'y a pas d'espace-temps disponible pour des consciences révolutionnaires car tout est formé de bout en bout par le capitalisme.

Cela produit des prolétaires sans connexion avec l'Histoire, rendant d'autant plus ardu la question de la conquête d'un Nouveau Pouvoir. De ce fait, la question stratégique de la dictature du prolétariat revêt une dimension tactique nouvelle dans la société capitaliste développée.

Cela signifie qu'elle ne peut pas provenir d'une accumulation paisible de forces jusqu'au basculement « insurrectionnel » : la rupture ne peut être que par bond, embarquant des pans entiers de la classe dans un processus forcé de recomposition de classe et de construction d'un Nouveau Pouvoir.

Évidemment comme dit au début, la seconde crise générale est en train de faire voler en éclat tout ce consensus hérité des 80 dernières années de développement du capitalisme.

Mais la bourgeoisie n'a pas dit son dernier mot sur le plan idéologique. En effet, si dans les années 1930, la fraction la plus agressive de la bourgeoisie a trouvé dans le fascisme une manière d'affirmer un « État fort » pour mieux contester la nécessité d'un nouvel État prolétarien, la « nouvelle » fraction agressive de la bourgeoisie issue du cycle d'accumulation 1989-2020 trouve dans le libertarianisme la même fonction de repoussoir à l'éclosion d'un Nouveau Pouvoir populaire.

Pour s'en convaincre, il suffit de revoir ce que disait Lénine dans « les tâches immédiates des Soviets » :

« Toutes les habitudes et les traditions de la bourgeoisie en général, et de la petite bourgeoisie en particulier, s'opposent, elles aussi, au contrôle de l'État et s'affirment pour l'inviolabilité de la « sacro-sainte propriété privée », de la « sacro-sainte » entreprise privée.

Nous constatons maintenant de toute évidence à quel point est juste la thèse marxiste selon laquelle l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme sont des tendances bourgeoises ; combien celles-ci sont en contradiction irréductible avec le socialisme, la dictature du prolétariat, le communisme.

La lutte pour inculquer aux masses l'idée de l'enregistrement et du contrôle d'État soviétiques — , la lutte pour l'application de cette idée, pour la rupture avec le passé maudit qui avait habitué les gens à considérer l'effort pour se procurer le pain et les vêtements comme une affaire « privée », la vente et l'achat, comme une transaction qui « ne regarde que moi », c'est là une lutte d'une immense envergure, d'une portée historique universelle, de la conscience socialiste contre la spontanéité bourgeoise et anarchique. »

Depuis l'irruption de la seconde crise générale dans le cadre de la pandémie de Covid-19, il est aisé de constater la progression de l'individualisme anti-étatique, ou libertarianisme, dans une partie des masses populaires.

Le rejet du collectivisme des mesures sanitaires a joué ici à plein. Pour les libertariens, des causes collectives comme les luttes contre le réchauffement climatique ou la pandémie relèvent du Communisme. Et c'est historiquement indirectement vrai.

Pour les libertariens et affiliés, tout irait mieux si les impôts étaient plus bas, les taxes supprimées, les radars abolis, et plus généralement si on laisse l'individu libre dans son petit royaume. C'est là le reflet de la soumission des masses populaires à la société de consommation du capitalisme, avec l'idée qu'un individu libres des entraves pourrait s'en sortir aisément en agissant comme un petit entrepreneur de sa vie.

Ce n'est pas avec un tel matériel humain que l'on peut espérer avoir des prolétaires visant la conquête du pouvoir, la construction d'un Nouveau Pouvoir.

Mais dans le même temps, la « promesse » libertarienne des monopoles de la superpuissance américaine ne tient pas longtemps la route face aux nécessités de la guerre de repartage qui implique de rogner sur le niveau de vie des masses ainsi qu'une mobilisation populaire en faveur de son propre capitalisme contre les autres.

Il y a le terrain contradictoire pour la reformation d'un prolétariat ayant conscience de lui-même et visant un nouveau régime, la dictature de sa classe.

Il faut remarquer ici que le niveau des forces productives, que l'on pense par exemple à l'informatique et à l'intelligence artificielle, offre à la classe ouvrière un potentiel sans précédent pour la construction d'un État prolétarien bénéficiant d'une administration à l'efficacité redoutable :

« La culture capitaliste a créé la grande production, les fabriques, les chemins de fer, la poste, le téléphone, etc.

Et, sur cette base l'immense majorité des fonctions du vieux "pouvoir d'État" se sont tellement simplifiées, et peuvent être réduites à de si simples opérations d'enregistrement, d'inscription, de contrôle, qu'elles seront parfaitement à la portée de toute personne pourvue d'une instruction primaire, qu'elles pourront parfaitement être exercées moyennant un simple "salaire d'ouvrier"; ainsi l'on peut (et l'on doit) enlever à ces fonctions tout caractère privilégié, "hiérarchique". » (Lénine, l'État et la révolution)

Reste qu'il faut pour le prolétariat aller dans l'engagement révolutionnaire ainsi que la connaissance et reconnaissance du matérialisme dialectique comme guide à son émancipation. C'est le rôle du parti d'avant-garde. ■

Le Néerlandais Mark Rutte est le secrétaire général de l'Otan depuis le 1^{er} octobre 2024. Il a tenu son premier long discours le 12 décembre 2024 et il dit notamment la chose suivante.

« En moyenne, les pays européens dépensent facilement jusqu'à un quart de leur revenu national pour les pensions, la santé et les systèmes de sécurité sociale. Nous avons besoin d'une petite fraction de cet argent pour renforcer notre défense et préserver notre mode de vie. Donner la priorité à la défense exige un leadership politique. Cela peut être difficile et risqué à court terme, mais c'est absolument essentiel à long terme. »

« N'oublions pas qu'en Europe, nous représentons 10 % de la population mondiale et que nous consacrons 50 % des dépenses mondiales à la sécurité sociale. En ce sens, je pense que nous avons une certaine marge de manœuvre. »

Cela dit tout. Si on résume ce qu'il dit, cela donne la chose suivante. Les pays occidentaux ont installé une société de consommation, où la paix sociale règne depuis cinquante ans. Cependant, l'hégémonie occidentale est remise en cause. Il faut donc être offensif. Et comme la société de consommation est bien installée, il ne faudrait pas vraiment s'attendre à des ruptures internes si on abaisse un peu le niveau de vie des masses : il y aurait une grande marge de manœuvre.

Cette orientation s'accompagne, comme on peut l'observer, du refus absolu de faire autre chose qu'une armée de métier dans chaque pays. La guerre doit rester une activité « parallèle » au calme qui doit régner dans les métropoles impérialistes.

Il y a également le refus de politiser ; ce n'est pas comme au moment de la guerre froide. Il y a un bourrage de crâne insidieux, un story-telling opérant comme un bruit de fond, une guerre psychologique active chaque jour, chaque semaine, chaque mois, mais sans jamais froisser ou inquiéter outre-mesure.

Tiré de l'éditorial de Crise n°28, décembre 2024

De la dictature intégrale sur la bourgeoisie

par Tchang Tchouen-kiao

Publié dans Le Drapeau rouge [l'organe théorique du Parti Communiste de Chine] n°4, 1975

La question de la dictature du prolétariat est depuis longtemps au cœur de la lutte entre le marxisme et le révisionnisme. Lénine a dit :

« Celui-là seul est un marxiste qui étend la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la dictature du prolétariat. »

Quand le président Mao appelle le pays tout entier à bien comprendre cette question, c'est précisément pour que nous appliquions le marxisme, en théorie comme en pratique, et non le révisionnisme.

Notre pays traverse une importante période historique de son développement.

Après plus de deux décennies de révolution et d'édification socialistes, et en particulier après la Grande Révolution culturelle prolétarienne qui a détruit les deux quartiers généraux de la bourgeoisie, celui de Liou Chao-chi et celui de Lin Piao, notre dictature du prolétariat est plus solide que jamais et notre cause socialiste respire la prospérité.

A l'heure actuelle, animé d'un esprit combatif, le peuple entier est déterminé à faire de notre pays un État socialiste puissant avant la fin du siècle.

Persister ou non dans la dictature du prolétariat tout au long de cette étape ainsi que dans toute la période historique du socialisme est une question d'importance primordiale qui conditionne le développement ultérieur de notre pays.

La lutte de classes en cours exige elle aussi que cette question soit bien comprise. « Si elle ne l'était pas, on tomberait dans le révisionnisme », nous dit le président Mao.

Il ne suffit pas qu'un petit nombre de gens la comprennent, il faut absolument qu'elle soit « portée à la connaissance du pays tout entier », On ne soulignera jamais à quel point il est important – pour aujourd'hui et pour demain – de mener à bien cette étude.

Dès 1920, se fondant sur son expérience pratique acquise en dirigeant la grande Révolution socialiste d'Octobre et le premier État de dictature du prolétariat, Lénine indique avec acuité :



« La dictature du prolétariat, c'est la guerre la plus héroïque et la plus implacable de la nouvelle classe contre un ennemi plus puissant, contre la bourgeoisie dont la résistance est décuplée du fait de son renversement (ne fût-ce que dans un seul pays) et dont la puissance ne réside pas seulement dans la force du capital international, dans la force et la solidité des liaisons internationales de la bourgeoisie, mais encore dans la force de l'habitude, dans la force de la petite production.

Car, malheureusement, il reste encore au monde une très, très grande quantité de petite production : or, la petite production engendre le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, à chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions.

Pour toutes ces raisons, la dictature du prolétariat est indispensable. »

Et il précise que cette dictature est une lutte opiniâtre, sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, dirigée contre les forces et les traditions de l'ancienne société, qu'il s'agit d'une dictature intégrale sur la bourgeoisie.

Il souligne à maintes reprises qu'il est impossible de vaincre la bourgeoisie si l'on n'exerce pas sur elle une dictature intégrale et prolongée. Ces phrases de Lénine, et surtout les passages qu'il a lui-même soulignés, devaient être confirmés par les faits.

En effet, de nouveaux éléments bourgeois sont apparus les uns après les autres. Ils sont personnifiés par la clique des renégats Khrouchtchev et Brejnev.

En général de très bonne origine de classe, ces gens-là ont presque tous grandi sous le drapeau rouge, ont adhéré du point de vue de l'organisation au Parti communiste, ont été formés dans les universités, et sont devenus de prétendus experts rouges.

Or, ils sont de nouvelles herbes vénéneuses nées sur le vieil humus du capitalisme.

Après avoir trahi leur propre classe, usurpé la direction du Parti et de l'État et restauré le capitalisme, ils sont devenus les chefs de file de la dictature qu'exerce la bourgeoisie sur le prolétariat, réussissant dans une entreprise où Hitler avait échoué.

« Le sputnik lancé, le drapeau rouge est tombé » : cette expérience historique, nous ne devons jamais l'oublier, et surtout pas au moment où nous nous efforçons d'édifier un puissant pays.

Il faut être pleinement conscient du fait que la Chine est toujours exposée au danger de tomber dans le révisionnisme.



Car non seulement l'impérialisme et le social-impérialisme n'ont jamais abandonné leurs visées d'agression et de subversion contre nous, non seulement les vieux propriétaires fonciers et bourgeois sont toujours là et ne se résignent pas à leur perte, mais encore, comme disait Lénine, chaque jour, à chaque heure, sont engendrés de nouveaux éléments bourgeois.

Certains de nos camarades affirment que Lénine parlait alors d'un phénomène qui existait avant la coopération. Cette opinion est de toute évidence erronée. Les thèses de Lénine ne sont pas dépassées.

Nous proposons à ces camarades de lire encore un ouvrage du président Mao publié en 1957 : *De la juste solution des contradictions au sein du peuple*.

Il y analyse concrètement la situation dans notre pays où, après la victoire fondamentale remportée dans la transformation socialiste du système de propriété – qui inclut l'établissement des coopératives –, existent encore les classes, les contradictions de classes et la lutte de classes, où les rapports de production et les forces productives, tout comme la superstructure et l'infrastructure économique, sont à la fois en accord et en contradiction.

Il y dresse le bilan de la nouvelle expérience de la dictature du prolétariat acquise après Lénine, répond systématiquement à toutes les questions surgies depuis le changement du système de propriété, définit les tâches et les mesures politiques de la dictature du prolétariat, jetant ainsi la base théorique de la ligne fondamentale du Parti et de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat.



La pratique de ces 18 dernières années, et en particulier celle de la Grande Révolution culturelle prolétarienne, prouvent que la théorie, la ligne et les mesures politiques avancées par le président Mao sont tout à fait justes !

Le président Mao a récemment indiqué :

« En un mot, la Chine est un pays socialiste. Avant la Libération, c'était à peu près comme le capitalisme.

Maintenant encore, on pratique le système des salaires à huit échelons, la répartition selon le travail, l'échange par l'intermédiaire de la monnaie, et tout cela ne diffère guère de l'ancienne société.

La différence, c'est que le système de propriété a changé. »

Pour approfondir notre compréhension de cette directive du président Mao, nous allons jeter un coup d'œil sur les changements intervenus en Chine dans le système de propriété, sur la part que les divers secteurs économiques occupaient dans l'industrie, l'agriculture et le commerce en 1973.

D'abord l'industrie.

Le secteur de la propriété du peuple entier compte pour 97 pour cent dans les immobilisations, 63 pour cent pour le nombre des travailleurs et 86 pour cent pour la valeur globale de la production industrielle.



Et celui de la propriété collective pour 3 pour cent, 36,2 pour cent et 14 pour cent respectivement. Restent les artisans individuels dont le nombre représente 0,8 pour cent.

Ensuite l'agriculture.

En ce qui concerne les moyens de production, la part de la propriété collective est environ de 90 pour cent pour les terres cultivées et l'équipement de drainage et d'irrigation, et approximativement de 80 pour cent pour les tracteurs et le gros bétail. La part de la propriété du peuple entier est minime.

Ainsi, plus de 90 pour cent de la production nationale des céréales et des cultures industrielles provient de l'économie collective, les fermes d'État n'intervenant que pour un très faible pourcentage.

D'autre part, on conserve dans une proportion restreinte des parcelles réservées à l'usage privé des membres des communes populaires, ainsi que les occupations subsidiaires familiales.

Enfin le commerce.

Dans le volume global de la vente au détail, le secteur d'État, celui de la propriété collective et celui des petits marchands individuels comptent respectivement pour 92,5 pour cent, 7,3 pour cent et 0,2 pour cent. Et dans les régions rurales, le commerce par l'intermédiaire des foires a encore une certaine importance.

Il ressort de ces chiffres que la propriété socialiste du peuple entier et la propriété collective socialiste des masses travailleuses l'ont effectivement emporté de façon éclatante dans notre pays.

La prépondérance de la propriété du peuple entier s'est encore beaucoup plus fortement affirmée, et dans l'économie gérée par les communes populaires, la part afférente aux trois échelons de propriété – commune populaire, brigade de production et équipe de production – a aussi accusé des changements.

Prenons la banlieue de Shanghai : les revenus afférents à l'échelon de la commune populaire sont passés de 28,1 pour cent en 1973 à 30,5 pour cent en 1974 ; à l'échelon de la brigade de production, ils sont passés de 15,2 à 17,2 pour cent pendant la même période, alors que ceux des équipes de production tombaient de 56,7 à 52,3 pour cent.

Ainsi s'accuse de plus en plus nettement la supériorité de la commune populaire, caractérisée par l'ampleur de son champ d'activité et son plus haut degré de socialisation.

Au cours de ces 25 dernières années, nous avons éliminé graduellement les propriétés impérialiste, capitaliste-bureaucratique et féodale, et transformé pas à pas les propriétés du capitalisme national et des travailleurs individuels ; et les deux formes de propriété publique socialiste se sont progressivement substituées à ces cinq formes de propriété privée.

Nous sommes donc fondés à affirmer, non sans fierté, que dans notre pays le système de propriété a changé, que le prolétariat et les autres travailleurs se sont pour l'essentiel affranchis du carcan de la propriété privée, et que la base économique du socialisme s'est graduellement développée et consolidée. La Constitution adoptée à la 4e Assemblée populaire nationale rend compte en termes explicites de ces grandes victoires que nous avons obtenues.



Nous devons toutefois savoir que le problème de la propriété n'est pas encore totalement résolu.

Si nous disons fréquemment qu'il est « réglé pour l'essentiel », c'est précisément qu'il ne l'est pas complètement, et que le droit bourgeois n'a pas non plus été complètement supprimé du point de vue de la propriété.

Les chiffres susmentionnés nous permettent de constater que la propriété privée subsiste partiellement dans l'industrie, l'agriculture et le commerce, que la propriété publique socialiste se présente sous deux formes, et non pas exclusivement sous la forme de propriété du peuple entier, et que la part de cette propriété du peuple entier est encore très faible dans l'agriculture, base de notre économie nationale.

Quand ils prévoyaient qu'en société socialiste, le droit bourgeois n'existerait plus dans le domaine de la propriété, Marx et Lénine supposaient que l'ensemble des moyens de production appartiendraient déjà à la société tout entière.

Nous ne sommes assurément pas encore parvenus à cette étape.

Nous ne devons pas perdre de vue qu'à cet égard, aussi bien sur le plan théorique que sur le plan pratique, la dictature du prolétariat se trouve toujours confrontée à une tâche très ardue.

Nous devons aussi savoir que, pour la propriété du peuple entier comme pour la propriété collective, se pose la question de la direction sous laquelle elles sont placées, c'est-à-dire à quelle classe elles appartiennent, non pas nominalement mais effectivement.

Le 28 avril 1969, lors de la première session plénière du Comité central issu du IXe Congrès du Parti, le président Mao a dit :

« A ce qu'il semble sans la Grande Révolution culturelle prolétarienne, ça n'irait pas, car notre base n'était pas solide. A en juger par ce que j'ai observé, ne disons pas dans la totalité ni l'écrasante majorité, mais je le crains, dans une majorité assez grande des usines, la direction n'était pas entre les mains de vrais marxistes ni des masses ouvrières.

Non pas qu'il n'y ait eu de bons éléments parmi ceux qui dirigeaient les usines. Il y en avait, il y en avait parmi les secrétaires, les secrétaires adjoints et les membres des comités du Parti, il y en avait parmi les secrétaires de cellule.

Mais ils suivaient la ligne autrefois mise en avant par Liou Chao-chi, ce qui se ramenait simplement de leur part à des pratiques du genre stimulants matériels, profit au poste de commandement, pas de politique prolétarienne mise à l'honneur, distributions de primes, et ainsi de suite. »

« Toutefois, il se trouve effectivement des mauvais éléments dans les usines. »

« Cela montre que la révolution n'est pas terminée. »

Ces propos du président Mao expliquent la nécessité de la Grande Révolution culturelle prolétarienne et nous font aussi comprendre plus clairement que, pour ce qui est de la propriété comme dans toute autre question, nous ne pouvons pas nous borner à envisager les choses dans leur forme apparente, mais nous devons en discerner le contenu réel.

Il est tout à fait juste d'attacher une grande importance au rôle décisif de la propriété dans les rapports de production.

On aurait toutefois tort de ne pas observer avec toute l'attention voulue si le problème de la propriété a été résolu effectivement ou seulement en apparence ; on aurait tort de négliger la rétroaction sur la propriété des deux autres éléments des rapports de production – les rapports entre les hommes et la forme de répartition –, et la rétroaction de la superstructure sur l'infrastructure économique, car ces deux éléments et la superstructure jouent un rôle décisif dans des conditions données.



La politique est l'expression concentrée de l'économie.

La ligne idéologique et politique, la classe qui exerce la direction sont les facteurs qui déterminent à quelle classe appartiennent en réalité ces usines.



Nos camarades peuvent se rappeler comment une entreprise relevant du capitalisme bureaucratique ou du capitalisme national devenait entreprise socialiste : quand on y envoyait un de nos représentants de la commission de contrôle militaire ou du secteur public, pour la transformer en application de la ligne et des mesures politiques du Parti, n'est-ce pas ?

Tout changement important du système de propriété au cours de l'histoire, tant lors de la substitution du système féodal à l'esclavagisme que pendant celle du capitalisme au féodalisme, a invariablement commencé par la prise du pouvoir, pour passer ensuite, en s'appuyant sur la force du pouvoir conquis, à la transformation sur une vaste échelle de la propriété, et à la consolidation et au développement du nouveau système de propriété.

Il en va de même a fortiori pour la propriété publique socialiste qui, elle, ne peut naître sous la dictature de la bourgeoisie.

Le capital bureaucratique – qui intervenait pour 80 pour cent dans l'industrie de l'ancienne Chine – n'a pu être transformé en propriété du peuple entier qu'après la victoire de l'Armée populaire de libération sur Tchiang Kaï-chek.

De même, la restauration du capitalisme commence nécessairement par la prise du pouvoir de direction, par l'altération de la ligne et des mesures politiques du Parti.

N'est-ce pas ainsi que Khrouchtchev et Brejnev ont changé le système de propriété en Union soviétique ? Et que Liou Chao-chi et Lin Piao ont changé, à des degrés différents, la nature d'un certain nombre de nos usines et de nos entreprises ?

Nous devons aussi être conscients du fait que nous pratiquons en ce moment le système marchand. Le président Mao a dit :

« Notre pays pratique à l'heure actuelle le système marchand, et le système des salaires est inégal, il y a les salaires à huit échelons, etc.

Tout cela, on ne peut que le restreindre sous la dictature du prolétariat. C'est pourquoi, si des gens comme Lin Piao accèdent au pouvoir, il leur est très facile d'instaurer le régime capitaliste. »

Cet état de choses que souligne le président Mao ne saurait changer à bref délai. Citons l'exemple des communes populaires de la périphérie de Shanghai où le développement économique a été relativement rapide à l'échelon de la commune et à celui de la brigade de production : dans les immobilisations afférentes aux trois échelons de propriété, la commune compte pour 34,2 pour cent, la brigade pour 15,1 pour cent seulement, et l'équipe pour 50,7 pour cent.

A envisager uniquement les conditions économiques des communes populaires, il faudra encore beaucoup de temps pour que le rôle d'unité comptable de base puisse passer du niveau de l'équipe de production à celui de la brigade, puis au niveau de la commune.

Et même lorsque la commune sera devenue l'unité comptable, il s'agira encore d'un système de propriété collective.

Par conséquent, la situation caractérisée par la coexistence des deux formes – propriété du peuple entier et propriété collective – ne saurait être modifiée radicalement à brève échéance. Tant qu'elles subsisteront, la production marchande, l'échange par l'intermédiaire de la monnaie et la répartition selon le travail seront inévitables.

Étant donné que « tout cela, on ne peut que le restreindre sous la dictature du prolétariat », le développement des facteurs capitalistes dans les villes comme à la campagne et l'apparition des nouveaux éléments bourgeois sont également inévitables.

Si on ne leur impose pas de restrictions, le capitalisme et la bourgeoisie connaîtront un développement encore plus rapide.

Pour cette raison, nous ne devons en aucun cas relâcher notre vigilance sous le prétexte d'avoir remporté une grande victoire dans le domaine de la transformation du système de propriété et d'avoir mené une Grande Révolution culturelle prolétarienne.



Il faut bien voir que notre infrastructure économique n'est pas encore solide, que le droit bourgeois n'a pas été totalement supprimé du point de vue de la propriété, qu'il se manifeste encore sérieusement dans les rapports entre les hommes et qu'il occupe une position dominante dans la répartition.

Dans les divers domaines de la superstructure, virtuellement la bourgeoisie détient encore quelques secteurs, et y conserve l'avantage ; et si des réformes sont en cours dans certains autres secteurs, leurs résultats ne sont pas consolidés ; la vieille idéologie et la vieille force de l'habitude entravent opiniâtrement la croissance des nouvelles réalités socialistes.

En raison du développement des facteurs capitalistes dans les villes et les campagnes, de nouveaux éléments bourgeois apparaissent les uns après les autres, la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre les diverses forces politiques et entre les idéologies prolétarienne et bourgeoise sera encore longue et sujette à des vicissitudes, et par moments elle pourra même devenir très aiguë.

Même quand les propriétaires fonciers et les bourgeois de la vieille génération seront tous devenus poussière, cette lutte de classes n'aura toujours pas pris fin, et il se pourra encore que des gens comme Lin Biao se hissent au pouvoir et que la bourgeoisie opère une restauration.



Dans son discours sur « La Situation et notre politique après la victoire dans la Guerre de Résistance contre le Japon », le président Mao a dit qu'en 1936, près de Paoan où siégeait le Comité central du Parti, une bande armée contre-révolutionnaire tenait un village fortifié et refusait obstinément de se rendre, et c'est seulement quand l'Armée rouge a attaqué et pris le village que l'affaire fut réglée.

Cette anecdote est d'une portée universelle, car elle nous apprend que « tout ce qui est réactionnaire est pareil : tant qu'on ne le frappe pas, impossible de le faire tomber. C'est comme lorsqu'on balaie : là où le balai ne passe pas, la poussière ne s'en va pas d'elle-même. »

Aujourd'hui, très nombreux encore sont les « villages fortifiés » tenus par la bourgeoisie ; quand on en élimine un, un autre peut encore surgir ; même lorsqu'il n'en resterait qu'un seul, il ne disparaîtrait pas pour autant de lui-même, tant que le balai de fer de la dictature du prolétariat n'aurait pas passé. Et Lénine avait parfaitement raison de dire que « pour toutes ces raisons, la dictature du prolétariat est indispensable ».

De l'expérience historique se dégage l'enseignement suivant : continuer d'exercer la dictature intégrale sur la bourgeoisie, dans tous les domaines et à toutes les phases du développement de la révolution, est un impératif qui garantit que le prolétariat triomphera de la bourgeoisie et que la Chine ne deviendra pas un État révisionniste.

Qu'est-ce que la dictature intégrale sur la bourgeoisie ? La formulation la plus lapidaire se trouve dans ce passage d'une lettre de Marx adressée en 1852 à J. Weydemeyer, et que nous étudions tous en ce moment. Marx y écrivait :

« En ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne, ni leur lutte entre elles. Longtemps avant moi, des historiens bourgeois avaient exposé l'évolution historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient décrit l'anatomie économique.

Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est de démontrer 1) que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases historiques déterminées du développement de la production ; 2) que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3) que cette dictature elle-même ne représente que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes. »

Lénine notait que cette brillante thèse de Marx met parfaitement en lumière la différence essentielle et fondamentale entre la théorie de l'État avancée par Marx et celle de la bourgeoisie, et fait bien ressortir l'essence de celle de Marx.

Il est à noter que sa formulation sur la dictature du prolétariat s'échelonne en trois termes, corrélatifs et indissolubles.

Aucun ne peut être isolé des deux autres. Car la phrase interprète dans son intégrité l'évolution complète de la dictature du prolétariat – naissance, développement et disparition – dont elle résume toutes les tâches et le contenu concret.

Dans *Les Lutttes de classes en France* (1848-1850), Marx précise encore que cette dictature constitue un point de transition nécessaire pour arriver à la suppression des différences de classes en général ; à la suppression de tous les rapports de production sur lesquels elles reposent, à la suppression de toutes les relations sociales qui correspondent à ces rapports de production, au bouleversement de toutes les idées qui émanent de ces relations sociales.

Marx utilise ici les mots « tous » ou « en général » à quatre reprises ! Il ne dit pas en partie ni en grande partie, ni en très grande partie, il dit en totalité ! Rien d'étonnant à cela, puisque le prolétariat ne pourra s'affranchir définitivement sans avoir émancipé toute l'humanité.

Pour y parvenir, il faut nécessairement exercer une dictature intégrale sur la bourgeoisie, poursuivre la révolution sous cette dictature jusqu'au bout, jusqu'à avoir atteint sur notre planète les quatre objectifs en question – de sorte que la bourgeoisie et les autres classes exploiteuses ne puissent ni exister ni se reformer à nouveau –, et il ne faut surtout pas s'arrêter à mi-chemin dans le processus de transition.



A notre avis, c'est seulement par une telle compréhension qu'on aura véritablement assimilé l'essence de la doctrine de Marx sur l'État.

Réfléchissons un peu, camarades.



Si, au lieu de comprendre les choses ainsi, on s'emploie, en théorie comme dans la pratique, à limiter, tronquer et altérer le marxisme, à faire de la dictature du prolétariat un mot creux, à mutiler la dictature intégrale sur la bourgeoisie, et que l'on exerce cette dictature dans certains domaines seulement, et non pas dans tous les domaines, à une certaine étape seulement (par exemple avant la transformation du système de propriété) et non pas à toutes les étapes ; autrement dit, si, au lieu de détruire totalement tous les « villages fortifiés » de la bourgeoisie, on en conserve quelques-uns et qu'on la laisse élargir à nouveau ses effectifs, n'est-ce pas préparer là des conditions à la restauration de la bourgeoisie et faire de la dictature du prolétariat un paravent de la bourgeoisie, notamment de la bourgeoisie nouvellement engendrée ?

Chaque ouvrier, paysan pauvre, paysan moyen-pauvre ou autre travailleur qui refuse de retomber dans la misère et les souffrances d'autrefois, tout membre du Parti communiste déterminé à consacrer toute sa vie à la lutte pour le communisme, tout camarade qui ne veut pas voir la Chine devenir révisionniste doit graver dans son esprit ce principe fondamental du marxisme : il faut exercer une dictature intégrale sur la bourgeoisie et surtout ne pas s'arrêter à mi-chemin.

Il est indéniable qu'un certain nombre de nos camarades n'ont adhéré au Parti communiste que sur le plan de l'organisation, mais pas du point de vue idéologique. Leur conception du monde n'a toujours pas dépassé le cadre de la petite production et celui de la bourgeoisie.

Ils sont pour la dictature du prolétariat à une étape donnée ou dans un domaine particulier, et se réjouissent de certaines victoires du prolétariat, car ils y trouvent quelques avantages.

Mais, ces avantages une fois acquis, ils estiment qu'il est temps de s'installer et d'aménager confortablement son petit chez-soi. Dictature intégrale sur la bourgeoisie ?

Premier pas d'une longue marche de dix mille lis ? Très peu pour moi ! Que d'autres s'y mettent, pour moi, terminus, je descends.

A ces camarades, nous donnerons ce conseil : Descendre à mi-chemin est dangereux ! La bourgeoisie vous fait déjà signe, vous feriez bien de rattraper le gros de nos forces et de continuer à aller de l'avant !

L'expérience historique nous apprend également que, devant les victoires que la dictature du prolétariat remporte l'une après l'autre, la bourgeoisie fait mine d'accepter cette dictature, mais qu'elle ne travaille pas moins, dans ses actes, à restaurer la dictature de la bourgeoisie.

C'est justement ce qu'ont fait Khrouchtchev et Brejnev. Ils n'ont pas changé le nom des Soviets, ni celui du Parti de Lénine, ni celui des Républiques socialistes.



Pourtant sous le couvert de ces appellations qu'ils conservent, ils ont vidé la dictature du prolétariat de son contenu, et en ont fait une dictature de la bourgeoisie monopoliste opposée aux Soviets, au Parti de Lénine et aux Républiques socialistes.

Ils ont avancé un programme d'État du peuple tout entier et de parti du peuple tout entier, programme révisionniste trahissant ouvertement le marxisme. Mais quand le peuple soviétique se dresse contre leur dictature fasciste, ils arborent le drapeau de la dictature du prolétariat pour soumettre les masses à la répression.

Pareilles choses se sont aussi produites dans notre pays. Liou Chao-chi et Lin Piao n'ont pas simplement propagé la théorie de « l'extinction de la lutte de classes » ; quand ils réprimaient la révolution, ils ont agité ce même drapeau.

Lin Piao n'avait-il pas un memento en quatre points dont l'un s'énonçait : « ne jamais oublier la dictature du prolétariat » ?

En effet, il ne l'oubliait jamais, seulement il convient d'insérer ici le mot « renverser », ce qui donne : « ne jamais oublier de renverser la dictature du prolétariat ».

Selon les propres aveux de ces gens-là, il s'agissait d'« attaquer les forces du président Mao en arborant le drapeau du président Mao ».

Parfois, ils se montrent « soumis » au prolétariat et même affichent un air plus révolutionnaire que quiconque, lançant des mots d'ordre « de gauche » pour fomentier des troubles et mener des activités de sape. Mais le plus souvent, c'est une lutte implacable qu'ils livrent au prolétariat.

Tu veux la transformation socialiste ? Il prétend consolider l'ordre de démocratie nouvelle. Tu veux l'établissement des coopératives et des communes populaires ? Il dit que c'est trop tôt.

Tu estimes qu'il faut faire la révolution dans l'art et la littérature ? Il soutient que présenter quelques pièces de fantômes ne fera aucun mal. Tu veux restreindre le droit bourgeois ? Il le trouve excellent et dit qu'il faut plutôt l'élargir.

Ces champions des vieilleries bourdonnent, tel un essaim de mouches, autour de ce que Marx dénommait les « stigmates » et les « défauts » de l'ancienne société. Ils portent un intérêt tout particulier à prêcher aux jeunes et aux adolescents, en profitant de leur inexpérience, que le stimulant matériel est comme un fromage fermenté qui, s'il sent fort, n'en est pas moins savoureux.

Et toutes ces menées abjectes, ils les camouflent sous une appellation socialiste. Certaines canailles, en se livrant à la spéculation, à la concussion et au vol, ne prétendent-elles pas faire de la coopération socialiste ?



Et ces instigateurs criminels qui empoisonnent les jeunes et adolescents, n'affectent-ils pas de témoigner de la sollicitude envers les continuateurs de la cause du communisme ?

Il nous faut étudier leurs tactiques et synthétiser notre expérience pour exercer encore plus efficacement la dictature intégrale sur la bourgeoisie. « Vous voulez faire souffler un vent de 'communisation' ? »

Poser ce genre de question pour faire courir des rumeurs est une tactique à laquelle certains individus ont recouru tout récemment. Nous pouvons leur répondre nettement : un vent de « communisation » comme celui de Liou Chao-chi et Tchen Po-ta, on ne tolérera jamais qu'il se lève à nouveau. Nous avons toujours estimé que notre pays, loin d'avoir trop de marchandises, n'en a pas encore en assez grande abondance.

Tant que les communes populaires n'auront pas assez à offrir pour « pratiquer la communauté des biens » avec les brigades et les équipes de production, et que le système de propriété du peuple entier ne disposera pas d'une extrême abondance de produits pour appliquer, parmi nos 800 millions d'habitants, le principe de la répartition selon les besoins, on ne pourra que conserver la production marchande, l'échange par l'intermédiaire de la monnaie et la répartition selon le travail.

Quant aux effets nuisibles qui en découlent, nous avons pris et continuerons à prendre des mesures adéquates pour les limiter. La dictature du prolétariat est une dictature exercée par les masses.

Nous sommes convaincus que, sous la direction du Parti, les larges masses ont la force et la capacité de combattre et vaincre finalement la bourgeoisie.

L'ancienne Chine était un pays littéralement submergé par un océan de petite production. L'éducation socialiste de centaines de millions de paysans a toujours été un problème sérieux, qui demandera les efforts de plusieurs générations.

Or, sur ces centaines de millions, les paysans pauvres et moyens-pauvres sont la majorité, et ils ont compris, à travers la pratique, que la seule voie radieuse pour eux est de suivre le Parti communiste et d'emprunter la voie socialiste.

En s'appuyant sur eux pour réaliser l'union avec les paysans moyens, notre Parti a permis aux paysans de s'acheminer étape par étape jusqu'à la commune populaire, en passant par l'équipe d'entraide, la coopérative agricole de production de formes élémentaire et supérieure.

De même, nous serons en mesure de les conduire pour qu'ils continuent dans leur marche en avant.

Nous voudrions plutôt attirer l'attention de nos camarades sur le fait qu'il souffle aujourd'hui un autre genre de vent, qui s'appelle l'« embourgeoisement ».

Il s'agit du style de vie bourgeois dont a parlé le président Mao, du vent funeste qui fait dégénérer en éléments bourgeois les quelques « une partie » dont il a été question.

Et parmi ces quelques « une partie », l'embourgeoisement d'une partie des communistes et surtout d'une partie des cadres dirigeants est susceptible de nous causer le plus grand tort.

Sous l'emprise de ce sinistre courant, certains individus imbus d'idées bourgeoises se lancent dans une course acharnée aux honneurs et aux richesses, et loin d'en rougir, ils s'en vantent.



Certains en sont même venus à tout convertir en marchandises, jusqu'à leur propre personne. Pour eux, adhérer au Parti communiste et travailler pour le prolétariat n'est qu'un moyen d'obtenir pour la marchandise qu'ils sont un avantageux reclassement et pour se faire payer au prix fort par le prolétariat.

Ceux qui ne sont communistes que de nom et sont en fait de nouveaux éléments bourgeois présentent les traits caractéristiques de l'ensemble de la bourgeoisie à l'agonie et en putréfaction.

Au cours de l'histoire, alors que les classes des propriétaires d'esclaves et des propriétaires fonciers et la bourgeoisie se trouvaient dans leur période ascendante, elles avaient apporté une certaine contribution utile à l'humanité.

Or aujourd'hui, tournant complètement le dos à leurs ancêtres, les nouveaux éléments bourgeois ne sont qu'une « nouvelle » sale engeance et ne jouent qu'un rôle nuisible vis-à-vis de l'humanité.

Parmi ceux qui font courir des rumeurs au sujet du vent de « communisation » figurent de nouveaux éléments bourgeois qui, s'étant approprié des biens publics,

craignent que le peuple ne les « communise », et aussi des individus qui voudraient bien profiter de cette aubaine.

Tous ces gens ont les sens plus aiguisés que beaucoup de nos camarades. Alors que certains de nos camarades tiennent l'étude pour une tâche compressible, ils sentent d'instinct que le présent mouvement d'étude est une tâche impérieuse, aussi bien pour le prolétariat que pour la bourgeoisie.

Il se peut qu'ils soulèvent vraiment un petit vent de « communisation », ou qu'ils ourdissent quelques machinations en reprenant à leur compte un de nos mots d'ordre et en suscitant délibérément des confusions entre les deux types de contradictions de nature différente. C'est un point qui mérite notre attention.



Forte de centaines de millions d'hommes, la grande armée révolutionnaire prolétarienne que nous formons va de l'avant, sous la direction du Comité central du Parti ayant à sa tête le président Mao.

Nous avons vingt-cinq années d'expérience de la dictature du prolétariat, à quoi s'ajoute l'expérience acquise sur le plan international depuis la Commune de Paris.

Pourvu que les centaines de membres du Comité central de notre parti, et nos milliers de hauts cadres donnent l'exemple, qu'ils étudient consciencieusement avec la masse des cadres, procèdent à des enquêtes et recherches et dressent le bilan de leur expérience, nous parviendrons à matérialiser l'appel du président Mao, à acquérir une bonne compréhension de la question, de la dictature du prolétariat et à garantir que notre pays progressera victorieusement à la lumière du marxisme, du léninisme, de la pensée Mao Zedong

« Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner. »

Cette perspective infiniment radieuse encourage et encouragera un nombre croissant d'ouvriers et de travailleurs conscients, et leur détachement d'avant-garde, les communistes, à continuer dans la ligne fondamentale du Parti et la dictature intégrale sur la bourgeoisie, et à poursuivre jusqu'au bout la révolution sous la dictature du prolétariat !

La bourgeoisie et toutes les autres classes exploiteuses seront éliminées et le communisme triomphera, c'est chose inévitable, inéluctable, indépendante de la volonté de l'homme. ■